ULB UNIVERSITÉ LIBRE DE BRUXELLES, UNIVERSITÉ D'EUROPE

DIGITHÈQUE
Université libre de Bruxelles

Revue de l'Université de Bruxelles, dix-neuvième année, Bruxelles : Université libre de Bruxelles, 1914.

Note : afin de garantir un poids inférieur à 100Mo, ce volume a été divisé en 3 parties (A, B et C), chacune contenant la totalité des tables et indexes du volume.
Les 'signets' ne renvoient qu'aux chapitres inclus dans chacune des parties.
Le présent fichier correspond à la partie C de ce volume.

http://digistore.bib.ulb.ac.be/2010/DL2503255_1914_000_019_C.pdf

---

Cette œuvre littéraire est soumise à la législation belge en matière de droit d'auteur.

Elle a été publiée par **l'Université Libre de Bruxelles**
et numérisée par les Archives & Bibliothèques de l'ULB.

Tout titulaire de droits sur l'œuvre ou sur une partie de l'œuvre ici reproduite qui s'opposerait à sa mise en ligne est invité à prendre contact avec la Digithèque de façon à régulariser la situation (email : bibdir(at)ulb.ac.be) .

Les règles d'utilisation de la présente copie numérique de cette œuvre sont visibles sur la dernière page de ce document.

L'ensemble des documents numérisés mis à disposition par les Archives & Bibliothèques de l'ULB sont accessibles à partir du site http://digitheque.ulb.ac.be/

UNIVERSITAS BRUXELLENSIS
SCIENTIA VINCERE TENEBRAS

REVUE

DE

L'UNIVERSITÉ

DE BRUXELLES

REVUE

DE

L'UNIVERSITÉ

DE BRUXELLES

DIX-NEUVIÈME ANNÉE

1913-1914

BRUXELLES
SECRETARIAT DE LA *REVUE DE L'UNIVERSITÉ*
16, AVENUE DES ORMEAUX

—

1914

La Nationalité Albanaise [1]

(Notes de voyage)

PAR

FERNAND VAN LANGENHOVE,

Secrétaire scientifique de l'Institut de sociologie Solvay.

(SUITE.)

III. — La constitution d'une nationalité.

Les étrangers ont de longue date distingué de ses voisines la population qui vit entre le lac de Scutari et l'Épire, entre le Vardar et l'Adriatique. Lui reconnaissant des caractères propres, ils lui ont donné un nom générique. Pour le plus grand nombre, ce sont les *Albanais*, terme qui tirerait son origine de la désignation appliquée à une région particulière et à ses habitants (*Arber*, *Arberi)*; les Serbes disent *Arbanassi*, les Grecs *Arvanites*, les Turcs et les Bulgares, *Arnautes*.

Cependant, ces populations s'intitulent elles-mêmes *Skjipetars*; c'est-à-dire, s'il faut en croire l'étymologie que donne Gustav Meyer, ceux qui se comprennent entre eux. Ainsi, non seulement elles sont apparues aux yeux des étrangers comme constituant un groupe différencié, mais elles ont eu conscience, de leur côté, d'un trait qui leur est commun et qui les apparente les unes aux autres elles parlent et entendent la même langue. Le fait qu'un Albanais auquel on demande *ç'jé* (qui es-tu), réponde spontanément : *Jam*

(1) Voir *Revue de l'Université*, numéros de février et mars 1914.

Skqipetar! implique à lui seul, l'apparition de réactions uniformes dans certaines circonstances particulières ; car tous ceux qui se réclament d'un même nom sont sensibles à l'éloge ou à l'outrage dont il est l'objet. C'est dans des manifestations collectives de cette espèce que se décèle l'existence d'une conscience de nationalité ; elles ne se produisent pas dans les périodes normales ; elles éclatent dans des situations exceptionnelles, dans des états de crises qui mettent en jeu des intérêts communs. L'étude objective des questions de nationalité se ramène dès lors à l'examen d'un certain nombre de *moments* ; elle poursuit l'analyse des réactions solidaires qui y sont apparues, des causes qui les ont provoquées, de l'état d'esprit auquel elles correspondent, des chefs qui les ont inspirées et orientées ; elle s'applique essentiellement à des actes et à des croyances (1).

C'est dans ces vues que je me suis proposé de donner un aperçu du problème albanais.

1. — L'Albanie féodale : le moment d'Ali Tebelen.

État de l'Albanie au début du XIX^e^ siècle. — Comment Ali Tebelen devient le seigneur le plus puissant de l'Albanie. — Son portrait, son palais, sa vie, son administration. — Comment il tient tête au Sultan ; sa ruine. — Signification du moment d'Ali Tebelen pour la nationalité albanaise.

Au début du XIX^e^ siècle, l'Albanie est encore féodale. Le pouvoir est aux mains de seigneurs locaux agas et beys, éparpillés sur toute l'étendue du pays ; ce sont des possesseurs de fiefs et des chefs de clans ; ils appartiennent aux anciennes familles ; leur autorité s'étend en général sur le petit territoire d'où leur souche est issue ; elle se transmet héréditairement. Ils vivent au milieu d'hommes d'armes et de partisans. Telle maison, dit-on, est forte de 300 ou 400 fusils, comme on disait au moyen âge de 300 ou 400 lances. Ils entretiennent un nombreux domestique. Au-dessus d'eux, la souveraineté ottomane est toute nominale ; ils exercent, sur la désignation de la Porte, il est vrai, les grands emplois administratifs ; plusieurs sont parvenus à en faire l'apanage de leur maison.

(1) Je me réserve de développer ce point de vue dans une étude sociologique générale de la conscience de nationalité.

Il en est un qui atteignit à une fortune éclatante. Par ruse et par conquête, il étendit son pouvoir sur la plus grande partie de l'Albanie; il l'emporta en puissance sur les plus grandes familles; ses hauts faits, ses crimes retentissants, son opulence frappèrent l'esprit des populations; son souvenir est encore vivace aujourd'hui; devenu à peu près indépendant, il régna en Epire ainsi qu'un souverain.

Son époque constitue un moment important dans l'histoire de la constitution de la nationalités kjipetar. Tandis qu'elle permet de dégager avec relief quelques aspects caractéristiques de l'Albanie féodale, elle révèle les réactions de la population devant un premier effort vers l'autonomie et l'unification.

Au milieu du XVIII[e] siècle, un seigneur obscur, Veli bey de Tebelen, après avoir mené la vie de klepthe, c'est-à-dire de voleur de grand chemin, rentre dans son pays natal, tue ses frères qui l'en avaient autrefois chassé, épouse Khamco, fille d'un bey de Conitza, en a deux enfants : Ali et Chaïnitza. Ali, comme son père débute à la manière des héros antiques, en volant moutons, brebis et chèvres, dans les montagnes. Passée la fougue de la première jeunesse, il s'assagit, devient un bey distingué, épouse Eminé, fille de Capellan, pacha de Delvino.

L'Albanie méridionale comprend à ce moment quatre grands fiefs : celui de Berat, de Delvino, de Paramythia et de Janina. Différents clans, qui ont pu conserver une certaine autonomie, y sont enclavés : ce sont le pays des Souliotes, la Chimera, les cantons d'Argirocastro, de Gardiché, de Zoulati. Les puissants seigneurs de Janina, de Berat et de Delvino se disputaient ces territoires.

Ali surgit au milieu de ces compétitions, brûlé d'une ambition dévorante. Son audace inouïe et son absence de scrupule vont lui conquérir la première place, en même temps qu'elles répandent au loin sa renommée.

Il se rend maître absolu de Tebelen en égorgeant, à la faveur d'une ruse, tous ses adversaires; puis, dans l'espoir d'occuper leur charge, il se débarrasse successivement de son beau-père et de ses deux successeurs. Ses crimes fondent sa popularité. Le gouvernement frappé lui-même du prestige de son nom, le désigne en qualité de grand prévôt des routes de la Thessalie, avec charge de soudoyer 4,000 Albanais.

Dès lors, sa fortune est certaine, il dirige ses opérations de police contre les grands et les familles opulentes; il confisque leurs biens à son profit; il amasse de véritables trésors. Cependant, il veille attentivement à se ménager les bonnes grâces de l'entourage impérial. « J'envoyai en même temps, dit-il en racontant l'une de ses expéditions, quelques têtes à Constantinople pour amuser le Sultan et la populace, de l'argent à ses ministres; car l'eau dort, mais l'envie ne dort jamais. (1) » Il paye exactement les redevances qu'il doit au Sultan, lui fait au besoin des avances, pensionne les membres influents du ministère.

Cette habile politique ne tarde pas à porter ses fruits, il obtient le gouvernement de Janina; enfin, après avoir écrasé les Souliotes, population chrétienne qui avait jusque-là résisté victorieusement aux musulmans, il est nommé Romili Vali-cy, vice-roi de Roumélie.

Sa domination s'étend sur un territoire considérable; elle s'arrête au nord, au pachalik de Scutari; au sud, la Hellade y est soumise, à l'exception de l'Etolie et de l'Acarnanie. L'un de ses fils, Véli occupe le vizirat de Morée; le second, le pachalik de Lépante.

Ali, à ce moment (1806), approchait de la soixantaine. Pouqueville (2) nous l'a dépeint : « Sa taille, qui n'était guère que de cinq

---

(1) F. C. H. L. POUQUEVILLE, *Histoire de la régénération de la Grèce* comprenant le précis des événements depuis 1740 jusqu'en 1824. — Bruxelles, Wouters et Cie, 1843, liv. I, chap. II, p. 737.

(2) POUQUEVILLE, *Voyage dans la Grèce*. — Paris, 1820, vol. I, p. 20.

De nombreux voyageurs parcoururent l'Albanie dans les premières années du XIXe siècle, aussi les sources relatives à cette époque ne font-elles pas défaut; parmi les principales, il convient de citer en tout premier lieu les livres de F.-C.-H.-L. Pouqueville, ancien membre de la Commission des sciences et des arts en Egypte. Pouqueville venait de publier sous le titre de *Voyage en Morée, à Constantinople, en Albanie et dans plusieurs autres parties de l'empire ottoman, pendant les années 1798, 1799, 1800, 1801*, le récit de sa captivité en Turquie, quand il fut désigné pour occuper le poste de consul général de France à Janina. Ali Tebelen était devenu une sorte de petit souverain avec lequel il fallait compter, le gouvernement de Napoléon, dont l'attention était dirigée de ce côté, songea à lui attacher un résident. Le choix se porta sur Pouqueville qui se recommandait par son expérience de l'Orient. Il vint occuper son poste en 1806. Deux ouvrages sont le fruit de son séjour en Albanie. L'un est intitulé : *Voyage dans la Grèce*, l'autre *Histoire de la régénération de la Grèce*, tous deux cités

pieds trois pouces, était déformée par un embonpoint excessif. Les traits chargés de rides n'étaient cependant pas entièrement effacés; le jeu mobile de sa physionomie, l'éclat de ses petits yeux bleus lui donnaient le masque terrible de la ruse jointe à la férocité. » Il avait d'énormes moustaches, une longue barbe. « On le trouvait..., tantôt vêtu d'étoffes précieuses, chargé d'une cuirasse étincelante de diamants, les doigts ornés de solitaires du plus grand prix, la tête couverte d'un bonnet ducal à tranches dorées, tenant à la main une tabatière enrichie de brillants et roulant dans ses doigts un chapelet de grosses perles orientales; d'autres fois, il se confinait dans une chambre délabrée; ou bien, vêtu pauvrement, il s'asseyait parmi ses ouvriers, traitant les affaires les plus importantes au milieu du fracas des marteaux et des enclumes (1) ». Il parlait avec volubilité; son discours était souvent interrompu par les éclats bruyants d'un rire guttural. Bien que, en qualité de beylerbey (vice-roi) de Roumélie, sa résidence officielle fut Bétolia (Monastir), il habitait le plus souvent à Janina. Son palais était une immense construction en bois, édifiée sur un promontoire qui domine le lac, et séparée de la ville par une enceinte fortifiée. « Des soldats, le *tchibouk* à la bouche, le long bâton blanc ou *sopa* à la main, en gardaient les portes. Dans les cours où étaient toujours exposées quelques têtes fraîchement coupées, régnait l'animation la plus grande » (2). Les clients qui implo-

---

plus haut. Une autre source importante est constituée par les *Mémoires sur l'Albanie*, laissés par un renégat vivant à la cour d'Ali, l'ancien lieutenant de hussards Cerfbeer de Strasbourg qui, en se convertissant à l'islamisme, avait pris le nom de Ibrahim Mansour Effendi. Enfin, il importe de signaler deux voyageurs célèbres qui parcoururent le pays de conserve; le premier est Byron; le deuxième chant de *Child Harold's Pilgrimage* est relatif à son séjour en Albanie; on trouvera d'autre part ses impressions dans les *Letters and Journal of lord Byron, with notices on his life by Thomas Moore* (Londres, 1830, 2 vol. in-4°); son compagnon de route est T.-C. Hobhouse, dont la relation est intitulée: *A journey through Albania and others provinces of Turkey in Europe and Asia to Constantinople during the years 1809 and 1810.* (London, 1813, 1152 pages in-4°).

(1) Pouqueville, *Histoire de la régénération de la Grèce*, livre II, chap. III p. 199.

(2) A. Boppe, *L'Albanie et Napoléon*. Paris, Hachette, 1914, p. 51.

raient une audience les remplissaient ; aucun intermédiaire n'avait mission de faire parvenir leurs suppliques au pacha. « Les uns suspendaient leurs placets à des roseaux qu'ils agitaient, afin de tâcher d'attirer ses regards ; d'autres passaient des journées entières prosternés sous ses fenêtres, dans une attitude suppliante, exposés aux intempéries du ciel ; la plupart voyaient s'écouler des années entières sans obtenir un regard du tyran. (1) » Un nombreux domestique logeait au palais et encombrait les corridors ; « cafetiers, donneurs de pipes, limonadiers ou schertedzis, confiseurs, baigneurs, tailleurs, barbiers ou tchaouchs, ichoglans ou pages mignons, bouffons, musiciens, joueurs de marionnettes, porteurs de karagheus et de lanternes magiques, lutteurs ou pehlevans, joueurs de gobelets, danseurs, imams, bourreaux » (2).

L'intérieur du palais offrait de bizarres disparates. « Si les appartements de réception étaient resplendissants de dorures, d'armes précieuses, comme chez les anciens rois de Perse, et de sofas couverts des plus riches brocarts de Lyon, on y voyait aussi figurer le produit des successions et des rapines, qu'il entassait sans goût et discernement. — Ainsi, pendant six mois entiers, ajoute Pouqueville, j'ai été témoin des audiences qu'il donnait, monté sur une couchette en mauvais bois de sapin, placée au-dessus d'une estrade brillante de dorures, tandis que son fils Véli, assis au milieu de la cour, sur l'impériale d'une berline recevait les placets des Albanais.

On remarquait dans la même chambre, auprès de la crédence en marbre, enlevée d'une église, les bancs en bois d'une école. On voyait rangés, sur des rayons disposés comme pour l'étalage d'un brocanteur, depuis le bronze et la plus belle pendule de Ravrio, jusqu'au réveille-matin en bois qui rappelait chaque jour le pauvre Micylle à sa boutique (3) ».

Ali était levé avant le jour ; il prenait connaissance des dépêches, requêtes, dénonciations qui lui étaient adressées de tous côtés ; enfermé ensuite avec des secrétaires, il inventait des opérations fiscales. « Accablant d'impôts, de corvées et de réquisitions, les

(1) Pouqueville, *Histoire de la régénération de la Grèce*, livre II, chap. III, p. 202.

(2) Boppe, *op cit.*, p. 52.

(3) Pouqueville, *ibid.*, livre II, chap. III, p. 199.

villages, il les forçait de se rendre comme tchifliks, pour les réunir à son domaine privé. S'il soldait des troupes, c'était avec des pièces rognées dont il haussait le cours à volonté, et son trésorier avait constamment de la fausse monnaie en réserve pour glisser dans les décomptes. A l'époque des recouvrements, il avait soin de publier un tarif, pour spécifier que les monnaies désignées pour être reçues exclusivement n'avaient qu'un taux inférieur à leur valeur intrinsèque. (1) „

Les audiences publiques occupaient une partie de ses journées. « Il rend la justice en personne, fait pendre ou bâtonner, ou absout enfin, car il réunit tous les pouvoirs. (2) „

Parfois il entreprenait un voyage à travers ses territoires. Les habitants auxquels il annonçait sa venue, étaient frappés de terreur et, par des dons, s'efforçaient de le détourner de leurs villages. S'ils n'y parvenaient pas, ils mettaient en lieu sûr, comme à l'approche de l'ennemi, leurs objets les plus précieux. « Je n'ai jamais suivi les chemins que tenait Ali-pacha dans ses voyages, raconte Pouqueville, sans remarquer quelque fosse nouvellement recomblée, ou bien des malheureux pendus aux arbres. Ses pas étaient empreints de sang. (3) „

Il s'était constitué l'héritier universel de ses vassaux. « Il s'emparait, à ce titre, des biens de ceux qui ne laissaient point d'enfant mâle, sans assigner une pension alimentaire aux filles, qu'il se réservait de doter et de marier comme il l'entendrait, quand le temps serait arrivé. (4) „

Ali avait ainsi atteint le faîte de sa puissance ; la moyenne Albanie arrachée à Ibrahim, vizir de Berat, venait encore d'accroître ses territoires ; il menaçait le pachalik de Scodra de ses intrigues. La Valachie, la Moldavie, la Thrace, la Macédonie étaient remplies de ses émissaires. Il était présent partout, au moyen de ses agents, et mêlé aux intrigues générales et particulières de l'empire. (5) „

---

(1) Pouqueville, *Histoire de la régénération de la Grèce*, livre II, chap. III, p. 199.

(2) Pouqueville, *Voyage en Morée*, vol. I, p. 52.

(3) *Id.*, *Histoire de la régénération de la Grèce*, livre II, chap. III, p. 192.

(4) *Ibid.*, p. 194.

(5) *Ibid.*, livre III, chap. I, p. 100.

Il s'était attaché les Skjipetars en leur confiant tous les emplois. Il avait reçu des secours militaires de différents pays qui s'efforçaient de se concilier ses sympathies. La France surtout lui avait fourni des pièces d'artillerie, avait mis à son service des officiers qui faisaient l'instruction de ses soldats. Sous l'impulsion des canonniers du général Chabot, Reed et Pollet aîné, sous la direction du colonel Charbonel, du colonel des chasseurs d'Orient Nicole Papas Oglan, du colonel Guillaune Vaudoncourt, les Albanais avaient appris à faire l'exercice. De nombreux renégats et aventuriers d'origines diverses vivaient dans son entourage ; c'étaient le lieutenant de hussards Cerfbeer de Strasbourg qui avait pris le nom d'Ibrahim Mansour effendi ; Mollah Suleïman, ancien officier au service de Naples ; Watrin, officier de l'armée d'Italie ; Jérôme de La Lance, gentilhomme savoisien ; Michel, charpentier parisien, déserteur d'un navire de guerre ; Carretto, officier napolitain ; des médecins, la plupart Italiens... (1)

Cependant, l'ambition effrénée d'Ali, avait à différentes reprises, ligué les beys albanais contre lui ; une première confédération réunissant les agas de Chamouri et les Chimérotes sous la direction d'Ibrahim pacha de Bérat avait pitoyablement échoué. Une seconde, qui ralliait les primats d'Elbassan, les chefs des Labis, les beys de Canina, d'Argyrocastro et de Gardichi, n'avait pas eu un sort meilleur. Mais Ali s'était fait un ennemi implacable d'Ismaël Pachô-bey, l'un de ses anciens fidèles, qui consacrait à présent tous ses efforts à miner sourdement son influence auprès du gouvernement. Pachô-bey se faisait le porte-parole des populations opprimées et comme Ali, aveuglé par sa fortune inouïe, manifestait de plus en plus d'indépendance, l'autorité supérieure commençait à lui prêter une oreille attentive. Une circonstance fortuite vint hâter le dévouement. Un incendie dévorait le palais de Tebelen, l'antique demeure de la famille du pacha, où étaient accumulés les produits de toute une vie de brigandage. Les trésors, à la vérité, avaient été soustraits aux flammes ; cent cinquante millions, dit-on, avaient été exhumés des caveaux du château ; mais ainsi, pour la première fois, cette fortune colossale était révélée au grand jour ; son importance, amplifiée

(1) Cfr. Boppe, *op. cit.*, p. 56.

encore par la voix publique, parvenait jusqu'aux oreilles du Grand Seigneur et éveillait des convoitises grosses de menaces.

Le sultan venait de nommer Ismaël Pachô-bey, l'un de ses capigi-bachi. Ali, exaspéré par cette élévation de son plus implacable ennemi, dépêcha trois Albanais à Constantinople avec mission de l'assassiner. Son complot fut découvert et échoua. Sa perte fut décidée; on prononça contre lui la sentence de *fermanly* : « Ali Tebelen, déclaré coupable de lèse-majesté, ayant obtenu à diverses reprises le pardon de sa félonie, était mis comme relaps au ban de l'empire, s'il ne se présentait « au seuil doré de la Porte de félicité », dans le délai de quarante jours pour s'y justifier. (1) ».

Le coupable ne se soumit pas à cette injonction qui prononçait sa perte; ayant supplié en vain, une expédition fut organisée contre lui. On décida d'équiper une flotte qui cinglerait vers les côtes de l'Epire; ordre fut donné à tous les chefs de la Roumélie de lever des contingents et de marcher contre le *fermanly*.

« L'idée la plus juste qu'on puisse se former d'une armée turque composée de contingents (je parle ici d'après ce que j'ai vu, dit Pouqueville), serait de la comparer à ce que disent nos vieilles chroniques, des bandes de pèlerins, moitié guerriers, moitié dévôts, qui se rendaient à Saint-Jacques de Compostelle, chantant des litanies, faisant rude guerre aux huguenots, et pillant des villages situés sur leur route. Ici, les huguenots sont les chrétiens qui ont toujours tort, parce qu'ils sont les opprimés, quoique les plus nombreux, et d'une religion différente de celle du peuple conquérant. Au lieu de gens caparaçonnés de coquilles, des kalenders, bigarrés et coiffés de bonnets pointus, montés sur des ânes en signe d'humilité, quoique l'orgueil soit partout compagnon de la besace, marchent en tête des files tumultueuses en vociférant : « Allah! Allah! » autant que les forces leur permettent de crier. Viennent ensuite les *delis* (fous) ou cavaliers d'élite, qui battent l'estrade en pillant à plusieurs lieues à la ronde. Après eux marchent les timariots, espèce de cavalerie nationale, affourchés sur des chevaux ou des mulets, enharnachés de bâts, les pieds passés dans des cordes en guise d'étriers; et les

(1) Pouqueville, *Histoire de la régénération de la Grèce*, livre III, chap. I, p. 105.

spahis, dont chaque soldat, monté à sa manière, n'offre plus la régularité que ce corps présentait autrefois dans les armées turques. On voit ensuite paraître l'infanterie, qui est regardée comme le dernier corps de la milice chez un peuple dont elle fut la gloire, aux siècles de la splendeur militaire, quand les enfants de Hadgi Bektadgi firent trembler la chrétienté. Divisés par bannières, les soldats, armés de fusils sans baïonnettes et de calibres différents, chargés d'énormes pistolets, de larges poignards, avec des sabres attachés en sautoir, marchent tumultueusement en élevant des nuages de poussière, d'où sort un bruit semblable au mugissement d'un troupeau de taureaux. Après l'infanterie, paraissent les topdgis (canonniers), qui font traîner leurs pièces d'artillerie par des bêtes à cornes ou par des chrétiens qu'ils chassent à coups de fouet. Enfin, derrière ce mélange effroyable de barbares, dont les uns chantent et les autres tirent en l'air pour s'amuser, s'avancent les sérasquiers ou généraux richement vêtus, entourés d'un domestique insolent, qui annonce l'importance de ses maîtres en distribuant des coups de bâton à quiconque n'a pas eu soin de se tenir à une distance respectueuse. Malgré leur brutalité, c'est sous le patronage de cette valetaille prétorienne et de sephers odalicks, que se placent les vivandiers grecs, les fripiers juifs et les zingaris ou bohémiens, faisant tour à tour le métier de forgerons, de musiciens, de nécromanciens, de voleurs de poules et de bourreaux publics.

« On conçoit la confusion d'une pareille armée dans sa marche et à chaque campement, où elle serait dans un dénûment absolu, sans le secours des enfants d'Israël... Chacun s'établit à sa guise, et tandis que les valets dressent les tentes, les bazars s'ouvrent dans les différentes parties du camp.

« C'est dans ces marchés que les maraudeurs mettent en vente les bestiaux qu'ils ont enlevés aux paysans, et que les bohémiens, qui ont dépeuplé les basses-cours, étalent des sacs de volailles à demi-asphyxiées par la vapeur du soufre, qu'ils emploient pour les faire tomber des arbres, en les étourdissant. Les cantiniers grecs dressent leurs tabagies; les marchands de tabac, les vendeurs d'opium et de thériaque préparent leurs pillules enivrantes; les cafetiers turcs allument leurs fourneaux; les Hébreux, armés de trébuchets, font le change des monnaies; les soldats chantent en s'accompagnant de

leurs mandolines ; le sérasquier donne audience ; les grands se visitent ; le camp retentit de cris des derviches, qui psalmodient des versets du Coran, et, sans établir ni sentinelles, ni postes avancés, chacun s'endort ensuite à la garde de Dieu. (1) »

C'est une horde de cette espèce, forte de vingt mille hommes, commandée par six vizirs et dix pachas à deux queues, qui marchait contre le rebelle.

Ali, un instant accablé par une aussi redoutable menace, ne tarda pas à se ressaisir. « Dès qu'il eut commencé à s'apercevoir de la colère terrible du gouvernement impérial, — dit une vieille complainte épirote, dont le ton n'est pas sans évoquer les rhapsodies d'Homère (2) il envoya sur l'heure rassembler une armée par toute l'Albanie, et la plaça sous ses ordres ; — il envoya également des messagers aux bandits (3) et à leurs capitaines, pour les réunir tous, mahométans et chrétiens. »

Il les convoque dans ces termes :

« Vous tous hommes de Kologne et de Dangli, de Valone et de Berat, — d'Elbassan, de Toskerie et de Dibre et de Mat, — de Skrapar et d'Arvano, de Kortscha et de Permet, — c'est maintenant que je me trouve dans un si grand péril que je veux votre arrivée. — Delvine, Argyrokastre, Rize et Tépélen, — Paramythie et Temerie, les circonstances exigent que vous veniez. — Agrafe et Xéromère, Valto et Karpénitz, — qui tous sont mes serviteurs accourent sans

---

(1) Pouqueville, *Histoire de la régénération de la Grèce*, livre III, chap. IV, p. 145-147.

(2) Complainte d'Ali de Tébélen, pacha de Janina, poésie historique en dialecte épirote, publiée par E. Legrand. Paris 1887. Elle donne la relation de la lutte suprême soutenue contre les armées du Sultan Mahmoud ; son auteur est inconnu. On s'aperçoit bien vite en la lisant, dit Legrand, que l'on a affaire à un témoin oculaire, peut-être même à un des acteurs de ce drame émouvant qui se termina par la mort du redoutable vizir. L'auteur était à coup sûr musulman et Albanais : c'est à regret qu'il prononce quelques mots de blâme contre les Turcs, ses coreligionaires, et il est plein d'indulgence pour la défection des Guègues et des Tosques ses compatriotes. La traduction française a paru dans la revue *Albania*.

(3) Bandit, dans le sens plus élogieux que méprisant, que ce mot a en Corse.

retard. » — Tous aussitôt se mirent hâtivement en route, — et se réunirent à Janine pleins de bonne volonté (1).

Discours d'Ali pacha aux Albanais. — « Qu'êtes-vous, vautours de Toskerie, glorieux Riziotes, — braves d'Elbassan et de la Haute-Albanie ; — accourez, lions d'Argyrokastre, de Tchamerie et de Valone, — de Berat, de Permet, de Dangli et de Kologne, — de Skrapar et d'Arvano, dragons de Tépélen, — de Kortscha, et vous mes braves de Delvine ; — faucons de bandits accourez de Hassia et d'Agrafe, — de Kséromère, de Vallto et vous de Karpénitz ; — tous prêts sous les armes, aiguisez vos sabres, — nettoyez vos fusils, sellez vos chevaux. — Vous avez appris que mes ennemis, Pachô bey et Dramali, — m'ont mis en accusation devant le trône, afin de me détruire, — mais fasse Dieu que leur crime se retourne contre eux-mêmes ; — car je n'ai rien entrepris contre l'Empire, — je l'ai servi avec promptitude en toutes circonstances, — j'ai pris Ada Kalé comme un brave guerrier ; — j'ai marché contre Pasvandji avec l'élan d'un lion ; — j'ai fait la guerre avec les Français à mes frais ; — j'ai envoyé mes enfants à la guerre moskovite ; — j'ai subjugué Prévéza, j'ai détruit Souli ; — j'ai conquis Parga, comme tout le monde le sait ; j'ai apprivoisé les bandits, lions et biches — loups et brebis marchent côte à côte dans mes forêts. — Si vous tenez à votre honneur et si vous aimez la gloire, — frappez à coups redoublés mes ennemis — Pachô bey, et Dramali, qui furent loups — et me firen baisser dans la haute estime du Sultan. — Le temps est venu de montrer de la bravoure — pour acquérir de la gloire devant le monde. — En avant, vite, mes lions, jetez-vous sur les Turcs, — tels des loups sur des moutons, et buvez-leur le sang. — En avant, mes vautours de la Basse-Albanie : armez-vous tous. — N'ayez point

(1) L'orthographe des noms albanais est fort variable. Chacun d'eux a deux formes : l'une déterminée, l'autre indéterminée ; par exemple : *pshat*, village ; *pshati*, le village ; *buke*, pain, *buka*, le pain. Cette règle s'applique aussi aux noms propres : On dit *Berat* et *Berati* ; *Janine* et *Janina* suivant le cas. Dans l'énoncé pur et simple du mot, on emploie la forme indéterminée. Or, le plus souvent les noms masculins (Berat, Prijzen, Ipek...) sont employés dans leur forme indéterminée, et les noms féminins (Janina, Dibra, Dschakova...) dans leur forme déterminée. La revue *Albania* à laquelle ce texte est emprunté, se conformant à la règle, dit Janine, Dibre, Dschakove...

peur des Osmanlis ! — En avant, mes dragons de la Haute-Albanie, mes éperviers Albanais, — comme des lions, déchirez les gros enfants d'Anatolie ; — car ils viendront dans notre pays pour le conquérir, — et déshonoreront notre belle patrie ; — car vous n'aurez plus d'honneur s'ils vous foulent aux pieds, — et ils nous couvriront d'une honte éternelle ; — et alors, vous aurez honte, vous aurez peur : — c'est pourquoi ayez tous une belle conduite à la guerre. — Et si le Sultan a quelque colère contre moi, — si vous m'êtes fidèles, il m'accordera le pardon, — comme à Pasvandjioglou, qui fut en révolte durant trois ans et finit par obtenir son pardon. »

« Il dit, et il continua encore à parler, et il leur ordonna de se trouver tous sans défection à l'endroit qu'il leur avait désigné ».

Cependant, Ali possédait d'énormes ressources, une artillerie formidable, des munitions en quantités inépuisables. Il dirigeait en personne les préparatifs de défense et, en dépit de son grand âge, déployait une activité infatigable. « Tantôt porté sur un brancard tantôt à cheval ou monté sur une calèche élevée en forme d'estrade... il se multipliait en se trouvant à toute heure présent où il croyait à propos de se montrer. Assis sur les bastions, au milieu des batteries, il s'entretenait familièrement avec ceux qui l'entouraient. Il racontait avec eux les succès obtenus jadis par Cara-Bazaklia, vizir de Scodra, contre les armées du sultan. Il disait comme le rebelle, retranché dans sa citadelle avec soixante et douze braves, avait vu briser contre ce faible donjon les forces réunies des quinze grandes satraperies de l'empire ottoman, commandées par vingt-deux vizirs ou pachas. Il exaltait le courage des Guègues, qui firent main basse sur cette armée, qu'un même jour vit exterminer, partout où les Osmanlis disséminés furent rencontrés (1). »

Cependant, l'enthousiasme que montraient les soldats était factice; tous aspiraient à se délivrer d'une longue oppression. Les troupes firent défection les unes après les autres, tous les chefs trahirent; si bien qu'Ali, qui était parvenu à réunir quinze mille hommes, se

(1) Pouqueville, *Histoire de la régénération de la Grèce*, livre III, chap. II, p. 136.

trouva tout au début des opérations sans armée. Seuls, les aventuriers qui vivaient dans son entourage et dont le sort était lié au sien, lui restèrent fidèles.

Le siège des châteaux fortifiés de Janina, par cette armée que commandaient quarante-six vizirs et pachas, commença. On ne manquait pas d'en venir aux mains, chaque fois que le temps était beau; certains jours, les combats semblaient n'être qu'une simple parade. Les soldats des camps opposés se rapprochaient dans l'intervalle des canonnades, trafiquaient et fumaient ensemble. « D'autrefois, on s'injuriait, on se provoquait par des défis, et plus souvent par des plaisanteries; ..... la fusillade, les cris, unis au tonnerre d'une nombreuse artillerie, ébranlaient les échos du Pinde, sans qu'il y eût beaucoup de sang répandu surtout du côté des assiégés (1). »

D'autres fois, les engagements étaient plus meurtriers. « Ali, reconnaissable de loin à son dolman écarlate, à la blancheur éblouissante de son cheval, ralliait lui-même ses troupes, poussait des cris perçants, montrait une véritable fureur; dans la chaleur de la lutte, il semblait retrouver la vigueur et l'audace de sa jeunesse » (2).

Cependant, les défections éclaircissaient de plus en plus les rangs de ses défenseurs. N'ayant gardé autour de lui qu'une poignée de fidèles, il rendit la place et se réfugia dans une redoute qui y était attenante. Des souterrains s'étendaient au-dessous; il y avait fait ranger, à côté de ses trésors, plus de deux mille barils de poudre. Un serviteur, qui lui était entièrement dévoué, veillait dans cet endroit, armé d'une lance à feu; et comme Ali ne craignait plus la mort, il était encore une menace pour ses ennemis, car il pouvait les entraîner dans sa perte.

Or, il arriva que lui, qui avait tant abusé les autres, tomba naïvement dans un piège grossier. On fit miroiter à ses yeux la perspective du pardon et de quelques années encore de vieillesse heureuse; comme un enfant, il se reprit à espérer.

Il abandonna sa retraite, écarta le gardien du feu et, quand il fut

(1) Pouqueville, *Histoire de la régénération de la Grèce*, livre III, chap. VII, p. 196.

(2) *Ibid.*, livre IV, chap. V, p. 26.

devenu impuissant, il vit combien il s'était laissé leurrer. Se sentant perdu, il retrouva son courage; il combattit jusqu'à la mort avec une sombre fureur; perdant son sang de toute part, il mugissait comme un taureau. Il s'écroula sous les balles.

Les bourreaux, le traînant par la barbe, lui appuyèrent le cou sur le degré d'un escalier et le décollèrent. Parfumée d'essences précieuses, sa tête fut portée à Constantinople pour être exposée à la porte impériale.

Telle est l'épopée d'Ali Tebelen. Il importe à présent d'en donner la signification au point de vue de la nationalité albanaise.

Elle évoque, dans une Albanie encore féodale, l'histoire d'un petit seigneur qu'une fortune inouïe porta au faîte du pouvoir.

Par ruse et par conquête, Ali Tebelen réduisit toute l'Albanie méridionale et moyenne sous son joug. Car ce fut un despote. Les populations le redoutaient; elles étaient soumises à son arbitraire; il les opprimait; dans ses déplacements, le vide se faisait au devant de son passage.

Quant à lui, l'intérêt de la généralité lui était étranger; il n'avait d'autre guide que son ambition, qui était démesurée; c'était un bey rapace. Dans le nord, un seigneur originaire de Buchat, ayant fait une guerre d'extermination aux seigneurs des environs, s'était de même imposé comme maître absolu, il s'était emparé du gouvernement de Scutari et l'avait rendu héréditaire au profit de sa famille. L'empereur Joseph II, en lutte avec le sultan, avait offert à Mahmud Buchati de le reconnaître comme souverain d'Albanie, à condition qu'il se convertît au catholicisme. Mahmud pacha avait fait jurer, aux catholiques sur l'Évangile, aux musulmans sur le Coran, de combattre jusqu'à la mort pour la liberté albanaise. Lorsqu'il fut mis au ban de l'empire, pour ses velléités d'indépendance, Ali Tebelen n'hésite pas à répondre à l'appel du sultan; il aurait pu se sentir solidaire de la cause du rebelle, qui était celle de l'autonomie du pays; il ne songe qu'à affaiblir un voisin dangereux et à tirer parti de l'expédition : il occupe Ochrida.

Les beys de Toscarie non plus ne songent pas un instant à l'appuyer, lui qui était cependant des leurs; ils prennent ombrage de ses succès; ils se montrent inquiets de son prestige grandissant; ils

se sentent menacés et se fédèrent. Le danger commun dont sa puissance les menace est suffisant pour effacer les divergences religieuses qui les séparent. Une assemblée populaire se tient à Vallona où les primats d'Elbassan, réunis aux chefs des Labis, jurent « sur les Saints Evangiles et sur l'Alcoran „ d'être fidèles à Ibrahim, pacha de Berat. Ce dernier étant tombé au pouvoir d'Ali, Selim Coca, représentant de l'une des familles les plus considérables du pays, prend la direction du mouvement. Les beys d'Argyrocastro et de Gardichi s'engagent sous serment à lui prêter leur appui. Il n'est pas sans intérêt de reproduire ici leur acte d'union (1) :

Argyrocastro, le 23 août 1811.

Nous soussignés, Primats d'Argyrocastro et de Gardichi, attestons d'avoir fait la présente déclaration, revêtue de nos cachets, par laquelle nous établissons un contrat d'union pour cinq ans entre nous et Selim Bey Coca Zadé de Delvino. Par la présente nous nous déclarons indissolubles pour agir de concert soit pour attaquer Ali Pacha, notre commun ennemi, soit pour nous défendre contre lui.

Nous avons donc résolu que si quelqu'un de nos compatriotes prend du service sous les ordres d'Ali Pacha, il sera considéré de tous les autres comme ennemi de la Patrie et sa maison sera livrée aux flammes. Nous nous engageons de reconnaître pour amis tous ceux qui seront attachés à Selim Bey, comme au contraire de considérer ennemis tous ceux qui seront ennemis du même Selim Bey. Si Ali Pacha prenait des mesures pour attaquer Argyrocastro ou Gardichi, alors Selim Bey demeure obligé de prendre les armes contre ce vizir du côté de Delvino. Si Ali Pacha vient faire une expédition contre Delvino ou autre pays de Selim Bey, en ce cas nous nous engageons de marcher contre Ali Pacha sur tous les points et d'employer toutes nos forces à la guerre contre cet ennemi, contents de perdre, s'il le faut, notre vie et nos biens pour ne pas tomber dans les mains de ce tyran. Selim Bey s'oblige d'insurger en faveur de notre parti tous les Albanais de Zubatès, c'est-à-dire ceux qui se trouvent au service d'Ali Pacha, afin que la route d'Albanie supérieure puisse rester ouverte pour nous et les frais qui résulteront de cette entreprise resteront à sa charge sans jamais pouvoir obliger aucun des alliés.

Si Selim Bey par ses titres et ses relations est dans le cas de recevoir des secours de quelqu'un de ses amis pour l'aider à soutenir cette guerre, il sera le seul maître de disposer de ces secours comme il lui plaira en les employant pour frais de guerre. Lorsque Selim Bey sera en mesure, soit à l'aide de ces secours, soit autrement, il donnera ses ordres, soit de rester sur la défensive, soit de commencer les hostilités. Dans le premier cas nous resterons en attitude jusqu'au moment où Selim Bey jugera les circonstances favorables à l'exécution ne nos desseins; car nous déclarons de nouveau que nous nous

(1) Cet acte est publié par Boppe, *L'Albanie et Napoléon*, d'après la traduction qui figure dans les *Papiers Douzelot*.

rendrons jamais à Ali Pacha, fussions-nous réduits à vendre jusqu'aux souliers de nos femmes. Dans le second cas nous nous engageons d'employer toutes nos forces pour agir contre le commun ennemi et de l'obliger d'évacuer tous nos pays et ceux de Delvino.

Quoique Selim Bey n'ait pas voulu jusqu'à présent nous faire connaître les amis dont il espère obtenir des secours, nous ne voulons pas le contraindre à cette révélation, ni même lui parler davantage sur cet objet.

Lorsque Selim Bey aura fait révolter tous les Albanais qui sont à présent du parti d'Ali Pacha, ainsi qu'il s'y est engagé sur sa parole d'honneur, alors nous commencerons les opérations qui doivent résulter de notre alliance indivisible avec lui, comme nous l'avons exprimé ci-dessus.

Si nous n'observons pas tout ce que nous avons décrété, que la grâce de Dieu s'éloigne de nous, que le grand Prophète déchaîne sur nous tous les malheurs, que le Diable Voruch soit notre héritier, que la mort nous trouve sans foi, et que nous nous détachions de nos femmes pour trois générations.

Ce contrat sera observé par nous dans tous ses points avec toute sa sincérité et celui qui y prévariquerait sera considéré comme ennemi de la Patrie et sera par nous condamné à la mort.

Pour Argyrocastro :	*Pour Gardichi :*
Mustapha Bey, fils de Caplan Pacha zadé.	Demir Dosti aga.
Murtesa Bey, fils d'Aliso Pacha zadé.	Demirsis aga.
Memetopulo Carais zadé.	Ali de Mémet aga.
Hussein de Bechir Zéco aga.	Suleiman Albanis aga.
Matus Regios aga.	Cassis Malios aga.
Paitis Kisdaris aga.	Aban Resepis aga.

Ce sont quelques seigneurs et notables d'Argyrocastro et de Gardichi, dont Ali menace d'annexer les domaines ou les villes; le danger commun les rapproche; ils concluent une alliance. La masse de la population participe-t-elle à leur mouvement? il ne semble pas; elle n'y est pas directement intéressée; chaque bey ou aga se borne à entraîner avec lui dans la confédération les partisans et la clientèle qui sont attachés à sa maison.

Leur but est circonscrit et nettement défini : il s'agit de se défendre et d'agir de concert contre Ali, leur « commun ennemi ». Ils s'organisent dans cette intention; ils ont un chef, Selim bey Coca, dont le nom possède un grand prestige. Son autorité est définie : c'est lui qui donne les ordres, « soit de rester sur la défensive, soit de commencer les hostilités ». Les autres se déclarent solidaires de lui vis-à-vis de ses amis comme de ses ennemis et tous défendront l'ensemble du territoire en quelque point particulier qu'ils soient attaqués.

Ali est le rival puissant qui menace les seigneurs féodaux d'Al-

banie; c'est ainsi qu'il porte ombrage également à Mustapha pacha, vizir de Scodra, et c'est pour cette raison que celui-ci, à la tête de ses contingents, marche contre le fermanly de l'Epire. Son intérêt est, sinon de le détruire, au moins de l'affaiblir. Toute la Haute-Albanie vient grossir son armée. « Il ne tarda pas, rapporte Pouqueville, à voir accourir sous ses drapeaux les hordes du Kraïna, composées de Pastrovichiens, de Dulcignotes, d'Antivariens, hommes agrestes et durs comme les rochers au milieu desquels ils habitent. A sa voix les bardes, qui chantent encore les exploits de Scanderbeg, unis aux Boukemirs, aux Léporosches et aux Graccémirs, quittèrent en chantant les maisons blanches de leurs pères, situées aux bords du lac Zeuta, pour répondre à l'appel fait à leur courage. Ils ne tardèrent pas à être suivis des peuplades répandues au voisinage du lac Plava et des Clementi, mission latine, qui compte parmi ses guerriers les Schypetars de Cruchévo, les Nicaci, les Vouglé et les Moritchi, dont les tribus paissent d'innombrables troupeaux au milieu des pâturages que le Sem baigne de ses eaux écumantes; enfin, les Grudiens, les Triébechi, les Chôti, les Mogouls, les Bogous, les Brotonési et toutes les familles des Zadrimiotes... descendirent aux bords de la Boïana... (1) »

Cependant, certaines phrases dans l'acte d'union des beys d'Argyrocastro et de Gardichi avec Selim Coca, frappent l'attention : « Si quelqu'un de nos compatriotes prend du service dans les ordres d'Ali Pacha, il sera considéré de tous les autres comme ennemi de la Patrie... » Il ne faut pas, sans doute, attacher au mot « Patrie » un sens littéral. Le texte des papiers Douzelot, où est reproduit l'acte d'union, n'est pas original; c'est une traduction faite par un officier français et, sans doute, convient-il de tenir compte d'une certaine transposition de la pensée des signataires; « ennemi de la Patrie » signifie probablement dans leur esprit « ennemi de leur cause commune, de leur fédération ».

Il n'en est pas moins vrai qu'en parlant de leurs « compatriotes » et du dessein de Selim Coca de faire révolter « tous les Albanais qui sont à présent du parti d'Ali Pacha » ils semblent comprendre la généralité des Skjipetars.

---

(1) Pouqueville, *Histoire de la régénération de la Grèce*, livre III, chapitre II, pp. 141-142.

De son coté, Ali sentit toujours une inclinaison particulière pour les Albanais; sans doute, ses sentiments étaient souvent étouffés par l'âpreté de son ambition et par sa cupidité; ils n'en étaient pas moins réels. On lui faisait un mauvais compliment, rapporte Pouqueville, quand on disait qu'il était Turc (1). Dans ses derniers moments, se sentant perdu, il se rendait compte que son intérêt personnel aurait dû le pousser à embrasser la cause des Grecs : " Si j'avais pu soutenir l'idée d'être leur égal, disait-il, je me serais mis depuis longtemps à leur tête, *mais il n'y avait pas d'amalgame possible entre nous...* (2). „ Il reconnaissait en eux des étrangers avec lesquels il ne pouvait s'accorder. De même les Albanais dont il était entouré, ne sympathisaient pas avec les habitants de Janina ; ceux-ci, dit Pouqueville, " craignaient depuis longtemps le ressentiment des Schypetars, qu'ils haïssaient, et dont ils étaient détestés par suite de ces antipathies nationales qu'on ne sait trop expliquer „ (3). Et cependant, plusieurs points communs semblaient devoir les rapprocher ; ces Albanais connaissaient, pour la plupart, le grec : *there are few of them*, rapporte Hobhouse, *who cannot speak Greek, and, as their own is not a written language, a great many, write and read that tongue* (4). Souvent même, ils partageaient la même foi chrétienne. Mais la croyance religieuse ne les apparentait pas plus aux Grecs qu'elle ne parvenait à les différencier entre eux. " *It is certain*, dit encore Hobhouse, *that the Christians, who can fairly be called Albanians, are scarcely, if at all, to be distinguished from the Mahometans. They carry arms, and many of them are enrolled in the service of Ali, and differ in no respect from his other soldiers. There is a spirit of independence and a love of their country, in the whole people, that, in a great measure, does away the vast distinction observable in other parts of Turkey, between the followers of two religions. For when the natives of other provinces, upon being asked*

(1) Pouqueville, *Histoire de la régénération de la Grèce*, livre II, chapitre III, p. 199.

(2) Id., *Ibid.*, livre VII, chapitre III.

(3) Id., *Ibid.*, livre III, chapitre IV, p. 162.

(4) Hobhouse, *A journey through Albania*, p. 144.

who they are, will say, " we are Turks „, or " we are Christians „, a man of this country answers " I am an Albanian „ (1).

Ainsi, non seulement les chrétiens ne se distinguaient pas des musulmans, mais la conscience de leur qualité d'Albanais effaçait celle de sectateur de telle ou telle foi religieuse. Avant tout autre chose, ils se réclamaient du titre de Skjipetar.

Dès lors tout le bien ou le mal qui atteignaient ce nom, les éloges ou les outrages dont il était l'objet, devaient retentir directement en chacun de ceux qui se l'appliquaient. Ali ne l'ignorait pas quand, afin d'animer leur zèle pour sa cause, il leur rappelait la valeur de Cara-Bazaklia, vizir de Scodra, qui, avec une poignée de braves, tint tête aux armées du Sultan. Il les flattait ainsi par des paroles auxquelles ils étaient particulièrement sensibles ; ils tiraient orgueil de leur intrépidité : ils se proclamaient supérieurs, à cet égard, à tous les autres peuples. *They consider*, dit Hobhouse, *that all other man, whether Turks or Christians, are cowards if opposed to their countrymen...* (2).

S'ils se séparaient des Grecs, ils se distinguaient davantage encore des Turcs. Ils ignoraient la langue de leurs dominateurs (3), ils les appelaient *tchobargis*, mangeurs de soupe (4). Aussi étaient-ils suspects au gouvernement ottoman, même les musulmans, même ceux qui avaient embrassé la cause du Sultan contre Ali. Car un grand nombre, que le satrape de Janina avait opprimés, s'étaient joints à ses ennemis afin de secouer son joug. Mais Ali s'efforçait de les regagner à sa cause; dans ce but, il s'adressait à un côté de leur caractère qu'il savait particulièrement ombrageux, il tâchait d'exciter leur esprit d'indépendance, leur haine de l'envahisseur étranger : " Il a tout oublié, écrivait-il à l'un de leur chef, il ne faut plus s'occuper que du soin *de purger l'Albanie de la présence odieuse des Osmali* „ (5). Il représentait sa cause comme confondue avec

(1) Hobhouse, *Op. cit.*, pp. 147-148.

(2) Id., *Ibid.*, p. 148.

(3) Cf. Hobhouse, *The Turkish language is known but to very few, even of the Mahometans among them.* (*Op. cit.*, p. 144).

(4) Cf. Pouqueville, *Histoire de la régénération de la Grèce*, livre IV, chapitre I, p. 224.

(5) Id., *Ibid.*, livre IV, chapitre II, p. 10.

celle du pays menacé par les Turcs; « Ils viendront dans notre pays pour le conquérir, — lui fait dire la vieille complainte épirote que j'ai citée plus haut, — et déshonoreront notre belle patrie; car vous vous n'aurez plus d'honneur s'ils vous foulent aux pieds, et ils vous couvriront d'une honte éternelle ». Et comme les hordes envoyées contre lui avaient ravagé le pays sur leur passage, l'appel d'Ali fut entendu. Les Toxides de Musaché, travaillés par ses agents, se soulevèrent. « Ils adressèrent un appel aux peuplades guerrières de l'Acrocéraume, du mont Ismaros et du Mertchika. On vit, en conséquence, les tribus des Mali-Seruèles, ou Têtes-Nues, de l'Argénik, de Ducatès; les Loudgiarides de Carmovo et de Lécli; les Abantes de la Suchista, les peuplades de l'Arborie, accourus à cet appel national, se ranger sous les drapeaux de leurs agas mahométans, afin de marcher contre l'armée turque. Chrétiens et mahométans, redevenus Epirotes et frères, rivalisaient de zèle et ne connaissaient plus qu'un ennemi; c'était l'Osmanli! » (1)

Au surplus, impressionnés par son audace inouïe, les Albanais considéraient Ali comme un être extraordinaire. Quand ils surent qu'il avait finalement succombé, ils furent consternés. « Pendant toute la nuit qui suivit la mort d'Ali, raconte Pouqueville, les Toxides et les diverses tribus albanaises se relayèrent pour veiller auprès du cadavre inanimé de leur maître, sur lequel ils improvisèrent leurs éloquentes myriologies ou chants funèbres » (2). Sa figure s'auréola; elle devint presque celle d'un héros national; la poésie populaire en a gardé, jusqu'aujourd'hui, le souvenir.

Le moment d'Ali Tebelen révèle, au seuil du XIX^e^ siècle, une Albanie morcelée en clans et en fiefs; une population groupée en partisans autour de seigneurs féodaux rivaux, qui se jalousent et s'épient; une suzeraineté turque, nominale. De même que les seigneurs de Buchat dans le nord, Ali introduit dans le sud, un pouvoir puissant et une réelle unité; il s'impose aux petits seigneurs éparpillés dans le pays et par là, il met fin, dans une certaine mesure

(1) POUQUEVILLE, *Histoire de la régénération de la Grèce*, livre VI, chap. IV, p. 91.

(2) ID., *Ibid.*, livre VII, chapitre III, p. 20.

au moyen âge de l'Albanie. Mais l'autorité qu'il a établie, est éphémère; elle possède en lui son seul fondement; à sa mort, elle s'écroule.

Quelle que soit leur absence de cohésion, les habitants sont cependant conscience d'appartenir à une même race; avant que de se reconnaître pour chrétiens ou musulmans, ils se proclament Albanais et, à ce titre, ils se séparent nettement de leurs coreligionnaires Grecs ou Turcs. Certes, ils ne constituent pas encore une nationalité. Cependant une modification dans l'attitude traditionnelle du pouvoir ottoman, les efforts centralisateurs des sultans du Tanzimat, vont les unir dans une commune opposition, les coordonner, les grouper autour de chefs, les organiser et finalement les entraîner dans une direction solidaire.

2. — Le moment de l'opposition aux réformes du Tanzimat.

Les seigneurs féodaux, dépossédés de leur pouvoir héréditaire, résistent les premiers à la politique du Tanzimat. — L'introduction de nouvelles formes administratives, d'impôts nouveaux, de la conscription, entraîne dans le mouvement la masse de la population. — Les réformes s'implantent davantage dans le sud que dans le nord; dans les *highlands*, elles n'entrèrent jamais en vigueur. — Le Tanzimat a uni les Albanais dans une commune opposition; il a suscité en eux l'attachement à leurs institutions traditionnelles et autonomes.

L'avènement du Sultan Mahmoud II, en 1808, marque le début du *Tanzimat* ou de " l'organisation „; une période de réformes commence; la politique ottomane se transforme radicalement; les cadres intérieurs de l'empire sont complètement bouleversés; à l'autonomie provinciale se substitue une bureaucratie officielle, une administration uniforme, une centralisation rigoureuse.

Le nouveau régime essaie de s'imposer par des moyens énergiques; en Albanie, il soulève une violente opposition. Comment en eût-il été autrement dans ce pays où le sentiment d'indépendance était si profondément enraciné? La première mesure qu'il veut prendre, est d'arracher aux seigneurs locaux leur pouvoir héréditaire. Chacun d'eux vit au milieu de son clan ou dans son fief; il est entouré de partisans attachés à sa famille; l'autorité du

gouvernement n'a aucune action sur lui; elle ne l'atteint pas; il administre son territoire à sa guise; sans doute en cas de guerre lève-t-il des contingents; mais combien cet appui est précaire! Ces troupes indisciplinées, turbulentes, parfois rebelles, sont une source continuelle d'inquiétudes et de dangers pour le gouvernement. Pendant la guerre d'indépendance de Grèce, les mutineries et les pillages des irréguliers Albanais suscitent, à Mahmoud II et à son grand vizir Rechid Pacha, de sérieuses difficultés.

Ali Tebelen, devenu le véritale souverain de l'Epire et de l'Albanie moyenne était, de son côté, une menace; il constituait en tous cas un obstacle à l'établissement d'une autorité régulière. On conçoit aisément que le Sultan ait cédé sans difficulté aux pressantes sollicitations des ennemis du satrape et qu'il ait saisi cette occasion de consommer sa perte (1822). Débarrassé de ce vassal puissant, la paix conclue d'autre part avec la Grèce et la Russie, Rechid Pacha songea à tirer vengeance des beys qui lui avaient causé tant d'ennuis aux heures critiques. Afin de les détruire tous d'un seul coup, il les attire par ruse à Monastir et les fait massacrer jusqu'au dernier (1830); il pourchasse ensuite dans leurs montagnes ceux qui n'étaient pas tombés dans son embuscade.

Dans le nord, il restait un puissant seigneur; depuis quatre générations, le gouvernement de Scutari se transmettait héréditairement dans la famille Buchati; Mustapha Pacha avait le titre de vali d'Iskendérié; il gouvernait sur toute l'Albanie septentrionale, à l'exception de quelques districts orientaux; le vilayet de Scutari, les sandjaks d'Elbassan, d'Ipek de Monastir, d'Ochrida relevaient de son autorité. Sans doute, en 1820, il avait obéi à l'appel du Sultan et s'était mis en campagne contre Ali Tebelen; mais il s'était retiré au début des opérations, à l'annonce d'une incursion des Monténégrins dans ses domaines; de même en 1823, pendant l'insurrection grecque, la peste, le manque de vivres l'avaient poussé à battre en retraite; enfin, son contingent destiné à combattre les Russes ne s'était montré sur le théâtre des hostilités, qu'après la reddition d'Andrinople; on crut un instant qu'il profiterait de cette conjoncture pour marcher sur Constantinople; il tergiversait, quand le massacre de Monastir vint mettre un terme à ses hésitations; il conclut une alliance avec les chefs survivants du sud et se jeta sur Monastir, où

se trouvait Rechid Pacha. Mis en déroute, il se réfugia dans la citadelle de Scutari, y fut assiégé et capitula en 1831. Grâce à la médiation de l'Autriche, il sortit indemne de cette aventure, mais non sans devoir abandonner, et sa patrie et son gouvernement héréditaire.

Le sultan ayant à présent abattu ses deux vassaux les plus redoutables, ayant extirpé de leurs fiefs ou détruit une grande partie des petits seigneurs locaux, avait désormais place nette pour leur substituer des fonctionnaires. L'installation de ceux-ci ne se fit pas sans difficulté. En mars 1833, les beys du sud se soulevèrent pour les chasser du pays; réfugiés en Grèce, devant des forces supérieures, ils revinrent à la charge en mars 1834, pénétrèrent dans le Kurvelesch, prirent Berat. Dans le nord aussi, un grand nombre de seigneurs étaient dépouillés de leurs fiefs héréditaires; tels, par exemple, ceux de Kavaja, d'Ipek, de Prizren, de Dibra; en 1843, les pachas d'Uskub et de Tétovo, les beys de la province de Prichtina.

Mais l'administration bureaucratique et centralisée apportait avec elle de nouveaux procédés, de nouvelles formes, de nouvelles règles. Le pays était divisé en deux eyalets : celui de Roumélie, au nord; celui de Janina, au sud. En même temps, la perception des impôts était abandonnée aux gouverneurs, aux valis qui les affermaient à des entrepreneurs privés. Ceux-ci ne tardèrent pas à se signaler par leurs exactions. De plus, une loi du 6 septembre 1843, établissait d'une façon générale la conscription, fixait le service militaire à une durée de cinq ans, organisait une armée régulière.

Jusque-là, l'opposition contre les réformes avait été suscitée et entretenue par les familles féodales; dépouillées de leur gouvernement, atteintes dans leur intérêt personnel, elles avaient entraîné dans leur cause leurs clans et leurs groupes de partisans; elles s'étaient liguées; Mustapha Pacha avait même un instant conclu une alliance avec les beys du sud; cependant, ces ententes étaient éphémères, le mouvement de résistance n'était pas concerté et n'avait pas de réelle profondeur.

A partir du moment où le nouveau régime commence à être appliqué, il en va différemment. Les mesures prises pour la levée des soldats et le paiement des redevances n'atteignent plus seulement les beys et les agas; elles s'étendent à la population tout entière;

elles apparaissent à tous également odieuses et intolérables. Aussi, est-ce dans les villes que les protagonistes du maintien de l'autonomie du pays et de ses institutions apparaissent les plus nombreux. Cette opposition se manifeste par une série de révoltes locales contre la nouvelle administration.

Dès 1835, Scutari s'insurge contre l'introduction du nouveau système de recrutement; en septembre 1839, c'est Prizren qui chasse son gouverneur Ismet Pacha; en 1841, ce sont Uskub, Tetovo, Pritchina, qui constituent un corps de 10,000 hommes; en 1845, c'est le district de Djakova qui proteste violemment contre la défense de porter les armes. Sans doute, ces révoltes sont chaque fois réprimées; le calme se rétablit et dure aussi longtemps que des forces militaires suffisantes occupent le pays; mais dès que le vali de Roumélie s'en retourne à Monastir, l'opposition relève la tête et les nouvelles règles sont violées.

Le gouvernement ne parvint jamais, en réalité, à rallier les Albanais au nouveau régime; au contraire, les vices de l'organisation, l'incurie des fonctionnaires suscitèrent la désaffection des habitants. Dans la plupart des districts du nord, les lois n'eurent jamais qu'une valeur nominale; les provinces de Scutari, Djakova, Dibra ne se soumirent jamais complètement au service militaire et aux nouveaux impôts; le gouvernement se contenta de l'apparence d'une soumission et se tint pour satisfait qu'elles ne se missent pas en révolte ouverte. De même, dans les sandjaks d'Ipek (appelé à cette époque sandjak Dukadjin) et de Prizren, on ne livrait de recrues, on ne payait de redevance que dans la mesure où les populations y consentaient volontairement et dans des quantités qui étaient loin de correspondre aux chiffres de l'état civil ou du cadastre; sans doute des tribunaux organisés fonctionnaient-ils dans ces villes, mais leur ressort était fort limité et un grand nombre d'actes tombant sous le coup de la loi, échappaient à leur juridiction. Dans les sandjaks de Dibra et d'Elbassan, la conscription fonctionnait partiellement tandis que le pouvoir judiciaire était dépourvu de toute autorité.

Dans le sud, le nouveau régime rencontra plus de succès; il parvint à s'implanter à peu près dans les vilayets de Monastir et Janina. Beaucoup de beys et d'agas entrèrent au service du gouvernement, occupèrent des charges civiles et militaires dans les provinces

d'Asie; ils furent insensiblement gagnés à l'esprit des sphères officielles; une certaine communauté d'idées naquit entre eux et le pouvoir central; celui-ci trouva dès lors un appui dans cette classe influente de la population.

Telle était la situation dans les villes et le plat pays : soumission, apparente dans le nord, plus effective dans le sud. Les montagnes, par contre, ne se sont jamais pliées ni à l'impôt, ni à la conscription, ni à la juridiction des tribunaux. Les habitants ne paient absolument rien, ou consentent à un faible tribut; leur service militaire se borne à fournir, comme par le passé, des contingents d'irréguliers en cas de guerre : ils sont restés fidèles à leur organisation coutumière.

En résumé, le Tanzimat a inspiré aux Albanais un même sentiment d'opposition contre une politique centralisatrice et des mesures impopulaires. Cette opposition, sans doute, ne se manifeste pas encore par une résistance générale et concertée; elle est locale, morcelée; elle manque d'unité; les Mirdites s'acquittent du service militaire et contribuent à réprimer les révoltes de 1844; il en est de même des régions catholiques de Scutari, des tribus Hoti, Kastrati, Rétschi, Lohia, Schala, Schoschi dont les contingents d'irréguliers aident à étouffer l'insurrection de 1845 dans le district de Djakova. Il n'en est pas moins vrai que les réformes du gouvernement ont fait jaillir des couches les plus profondes de la population un attachement aux institutions traditionnelles et des revendications d'autonomie qui ne devaient plus s'éteindre.

3. — Le moment de la Ligue albanaise.

Comment les Albanais s'émeuvent de voir leur pays mutilé par le traité de Berlin. — Une organisation se constitue afin de s'opposer aux cessions de territoire. — La Ligue albanaise étend son activité au-delà de la défense de l'intégrité du pays; elle s'efforce d'assurer son autonomie. — La portée de ce moment au point de vue de la nationalité.

Le traité de Berlin crée en Albanie un état d'esprit favorable aux manifestations de la conscience de nationalité. Il stipule des cessions de territoires, dans le nord au Monténégro, dans le sud à la Grèce. Le pays s'émeut, se soulève, résiste par la force aux décisions de

l'Europe. Le mouvement fut-il inspiré, ainsi qu'on l'a prétendu, par les cercles gouvernementaux de Constantinople? Il est permis de le croire; il n'en reçut, certes, aucun désaveu au début et sans doute fut-il, au contraire, soutenu par de secrets encouragements. Quoi qu'il en soit, il ne tarda pas à affirmer nettement ses aspirations propres et à se dégager de toute tutelle ottomane.

La mutilation de la patrie albanaise fut sensible à la population; elle ne toucha pas seulement les régions des confins qui étaient directement en cause et allaient passer sous une domination étrangère; la généralité l'éprouva comme une diminution qui l'atteignait tout entière; elle se révéla profondément attachée à l'unité du pays, à son individualité, à son intégrité.

Dès le début, une organisation spontanée apparaît; les chefs albanais se substituent au gouvernement qui s'est montré impuissant à sauvegarder les intérêts de l'Albanie; ils prennent eux-mêmes en main ses destinées; les impôts ne sont plus versés dans les caisses de l'État, on les conserve pour les besoins de la défense commune.

En 1878, un comité se constitue à Prizren, sous la présidence d'Hias Pacha de Dibra; il groupe les districts du Nord: Scutari, Prizren, Djakova, Ipek, Gusinié, Mitrovitza, Voutcheri, Prichtina, Ghilan, Uskub, Tetovo, Gostivar, Kertschévo, Monastir et Dibra. Un comité semblable réunit à Ghinokostra, sous la direction d'Abdul bey Fracheri de Permeti, les districts du sud: Janina, Ghinokostra, Delvino, Permeti, Berat, Vallona, Filot, Margarit, Aïdonat, Parga, Prévéza, Arta, Tebelen, Kolonia, Kortscha. Un contact s'établit entre ces deux groupements; leurs délégués se rencontrent à Elbassan. Telle est l'organisation désignée sous le nom de *Ligue albanaise* (1). Elle poursuit, au nord comme au sud, une active propagande contre toute cession de territoire; elle négocie avec les représentants de la Grèce; elle envoie ses ambassadeurs, Abdul bey Fracheri et Mehmed Ali bey Vrioni, à Rome et à Vienne afin d'agir auprès des cabinets italiens et autrichiens en faveur de l'intégrité de l'Albanie; elle réprime les incursions de bandes bulgares qui

(1) Plus exactement : *Ligue centrale pour la défense des droits de la nationalité skjipetar.*

s'efforçent de rétablir les limites de la Grande Bulgarie créée au traité de San Stefano ; elle dirige la résistance armée contre l'occupation, par les Monténégrins, du territoire de Gussinié que le traité de Berlin leur attribuait ; elle met obstacle à l'exécution des décisions prises par l'Europe; elle lutte avec non moins d'acharnement contre les Grecs ; elle montre, en fin de cause, suffisamment d'obstination et de persévérance pour provoquer un remaniement des dispositions primitives.

Cependant, elle ne tarde pas à dépasser le but pour lequel elle s'était constituée. A l'origine elle n'avait d'autre dessein que celui de maintenir et de défendre l'intégrité du territoire. C'est dans ces limites, qu'elle recevait les encouragements des sphères officielles de Constantinople dont elle défendait les intérêts. Mais voici qu'elle prétend à présent s'émanciper, poursuivre des fins propres, avoir une existence et une activité indépendantes ; voici qu'elle caresse de vastes projets d'organisation autonome.

Les chefs de l'Albanie du Sud prennent les premiers la résolution d'étendre leur programme à la constitution interne du pays. Ils songent à réunir toutes les régions albanaises en une seule province, dont Ochrida serait la capitale ; les fonctionnaires devraient tous être Albanais ; la langue albanaise serait la langue officielle de l'administration et de l'enseignement ; une partie des impôts levés dans le pays serait employée pour ses propres besoins ; la liberté complète des cultes serait reconnue ; une commission élue par la population contrôlerait l'exécution des nouvelles ordonnances.

Les délégués de l'Albanie du Nord, dans une assemblée tenue en octobre 1879 à Prizren, se rallient à ce programme. Les anciens membres qui avaient scrupule d'indisposer le gouvernement de Constantinople cèdent leur place à de nouveaux, inspirés uniquement par des préoccupations nationales. Ils rédigent leurs revendications et les signifient au Sultan. En octobre 1880, une réunion des délégués de toute l'Albanie a lieu à Dibra; elle renouvelle le vœu de voir toutes les régions albanaises constituées en une province autonome.

Afin de propager l'idée de l'unité du pays et d'établir un contact plus étroit entre le nord et le sud, les délégués de l'Albanie méridionale, Abdul bey Fracheri et Mustapha Aga parcourent les

villes du nord ; Derwich Mustapha Efendi, Scheib Ismail Efendi et Muderris Abdullah Efendi, celles du sud.

Mais le gouvernement commence à montrer son mécontentement ; le mouvement albanais ne lui répond que par une attitude plus nettement autonomiste et par des actes révolutionnaires. Le gouverneur de Prizren est remplacé par un membre du comité de cette ville ; un contingent armé est chargé de prendre des dispositions semblables dans les autres localités. En janvier 1881, Suleïman Aga Vogsch de Djakova, à la tête de ce petit corps de troupes levé à Prizren, place Uskub sous l'autorité de Yoschar bey du comité de cette ville ; il se rend de là à Prichtina qu'il occupe ; en février, sous l'influence d'Abdul bey Fracheri, Dibra suit cet exemple.

Le pouvoir comprend alors la nécessité d'une intervention énergique. Des forces militaires occupent le pays. Le mouvement autonomiste est écrasé au moment où il allait atteindre toute son ampleur.

Quelles sont les manifestations les plus significatives de ce moment au point de vue de la nationalité albanaise? On perçoit l'existence d'une conscience nette de l'intégrité du territoire et de son unité; dans l'opinion générale, le pays forme un tout indivisible dont on ne saurait soustraire aucune partie sans mutiler l'ensemble; cette notion n'apparait pas seulement à l'origine de la Ligue, dans l'opposition aux cessions stipulées par le traité de Berlin; elle se révèle non moins clairement dans le vœu général de voir réunir toutes les régions albanaises en une seule province; cette revendication apparaît alors pour la première fois; elle va se renouveler dans tous les démêlés qui se produiront dans la suite avec le gouvernement. Solidairement avec cette conception si précise de l'individualité du pays, des aspirations autonomistes se font jour; elles ne sont pas sans rappeler la longue résistance opposée aux réformes administratives du Tazimat; partout, jusque dans les montagnes les plus reculées, on réclame le rétablissement de l'*Adet* et du *Scheriat*, ancien droit coutumier; on demande que les fonctionnaires soient tous Albanais. Il pourrait sembler au premier abord que c'est un retour au régime du début du XIX^e^ siècle auquel on aspire. En réalité, ces revendications ont une signification toute nouvelle; elles ne sont plus le monopole d'une caste de seigneurs féodaux qui poursuivent

un intérêt égoïste; elles embrassent la généralité de la population; elles se sont étendues en profondeur et en surface. La nouvelle administration, les tribunaux inspirés de la législation française, exigeaient des fonctionnaires capables, entraînés, possédant une certaine moralité civique; ceux aux mains desquels cet appareil a été confié, étaient complètement dépourvus de ces qualités. Les réformes ne correspondaient pas, d'autre part, à l'état d'organisation des populations albanaises; aussi, dans toutes les formalités, les écritures, les exactions, celles-ci n'ont vu qu'un ensemble de mesures vexatoires et arbitraires; et comme la plupart ne connaissaient rien en dehors de l'*Adet* et du *Scheriat*, ce sont ces vieilles institutions coutumières dont elles réclamaient le retour. Quoi qu'il en soit, toutes se sont trouvées également lésées, les chrétiens comme les musulmans, les Guègues comme les Tosques.

En même temps des chefs surgissaient qui transposaient ces griefs dans le domaine de l'idée et du sentiment, qui les justifiaient au nom de l'intérêt général et de la patrie. Ils les coordonnaient en système; pour la première fois, ils rédigeaient un véritable programme nationaliste, ils organisaient une propagande systématique en sa faveur : ils fondaient des comités dans les principales localités; ils entreprenaient des tournées pour la diffusion de leurs idées et pour le rapprochement des principaux éléments de la nationalité; ils constituaient même des ambassades et une administration révolutionnaire.

Le nom sous lequel la Ligue fut désignée en Albanie définit bien sa partie. On l'appela *Milet*, mot emprunté au turc, ou plus exactement à l'arabe, qui signifie *nation*. Il est un témoignage qu'aux yeux de la population, l'action patriotique embrassait le pays tout entier sans distinction de régions ni de confessions. On a voulu lui attribuer une portée hostile aux chrétiens. En fait, la Ligue n'a eu ce caractère que pour le seul comité de Prizren; celui de Scutari, au contraire, réunissait des catholiques et des musulmans; dans le sud, il est vrai, les orthodoxes, gagnés par la propagande grecque, se tinrent aussi à l'écart.

Dans son ensemble, ce fut vraiment un mouvement national. S'il lui manqua, pour aboutir, une maturité suffisante, une autorité centrale puissante, et surtout le concours des circonstances, il faut

néanmoins lui reconnaître, une grande ardeur et un profond enthousiasme dans les sentiments qu'il fit éclore.

4. — L'élite nationaliste et sa doctrine.

Élaboration d'une doctrine nationaliste par emprunt à des civilisations étrangères. — Apport culturel des Italo-Albanais. — Les Albanais assimilés à la Turquie. — Formation d'une élite nationaliste parmi les jeunes nobles qui font leurs études dans les grandes capitales de l'Europe. — Comment ont pris naissance ses aspirations nationalistes. — Comment elle s'organise et s'efforce de propager ses idées en Albanie. — Une personnalité éminente : Faik bey Konitza; sa revue *Albania*.

Vers la fin du XIX^e^ siècle, le mouvement albanais s'affirme sous l'aspect nouveau qui a commencé à se dessiner au moment de la Ligue; il ne se manifeste plus seulement par les réactions uniformes d'une population touchée dans ses sentiments communs ou ses intérêts collectifs : une doctrine nationale s'élabore; une élite intellectuelle se forme, qui porte son attention sur le pays et sur ses destinées; elle s'efforce de démontrer son unité et de mettre en lumière les caractères qui la définissent; elle formule ses apirations; elle agite tout un ensemble d'idées patriotiques et elle s'efforce de les propager dans la masse; elle s'est fixée un programme et un plan d'action.

Cet élément idéologique semble s'être formé sous l'action d'influences étrangères; il résulte d'emprunts; il est le propre des Albanais qui résident au loin.

En Italie vivent environ 200,000 Skjipétars : ils y sont fixés depuis le XV^e^ siècle; ils y ont pris solidement racine; ils n'ont cependant pas oublié leur pays d'origine; ils continuent à en parler la langue ; dans leur littérature orale, transmise de génération en génération, ils ont gardé le souvenir de ses grands événements historiques. Tandis que la figure du héros Skanderbeg semble s'être complètement effacée du folklore d'Albanie, elle survit dans les colonies de la Calabre et de la Sicile. Il apparaît comme un géant qui, dans la chaleur de l'été, déracine les chênes pour s'éventer de leur frondaison. L'écho des luttes soutenues contre les Turcs envahisseurs et des souffrances endurées à cette époque, persiste jusqu'aujourd'hui.

Les Italo-Albanais ont publié des recueils de leurs poésies populaires. Girolamo de Rada, dès 1836, faisait paraître ses « Chants de Milosao, fils du despote de Scutari »; en 1843, ses « Chants de Séraphine Thopia, princesse de Zadrima, au XV^e^ siècle »; chaque page juxtapose, dans deux colonnes en regard, le texte albanais et la traduction italienne. En 1847 et en 1873-1874, il donnait ses « Poésies albanaises ». Ces œuvres, composées sur des thèmes nationaux, jouirent dans l'Europe romantique d'un grand succès. Lamartine, remerciant l'auteur d'un hommage, lui écrivait : « La poésie est venue de vos rivages et doit y retourner. Je n'ai eu d'autre mérite que de le pressentir et de faire les premiers vœux pour la liberté et la résurrection d'Albanie (*sic*) » (1). Au même moment paraissait un petit livre patriotique : *Su gli Albanesi ricerche e pensieri di Vincenzo Dorsa.* Il portait en tête cette devise : *Alla mia nazione divisa e dispersa ma una.* Dans la suite, des journaux rédigés en langue skjipe, voient le jour dans la péninsule : l'un *Fjamura Arberit* (la bannière d'Albanie) en 1883, est dirigé par de Rada; l'autre *Arberi i ri* (le jeune Albanais) en 1887, par Schiro.

Ainsi, au milieu du XIX^e^ siècle, bien qu'émigrés de longue date et définitivement implantés sur un nouveau sol, les Albanais d'Italie avaient non seulement gardé le souvenir de leur pays d'origine, mais ils reportaient vers lui leurs pensées, ils en entretenaient le culte, ils en glorifiaient la mémoire. Orthodoxes de rite grec au moment de leur émigration, les démêlés qu'ils eurent avec l'Eglise romaine, contribuèrent à maintenir et à fortifier le sentiment de leur individualité. Cependant, celle-ci tend à s'effacer sous les influences puissantes dont dispose un Etat moderne. L'usage de l'albanais se perd; les tentatives de renaissance littéraire de Rada étaient trop isolées pour agir profondément sur l'ensemble de la population; la langue elle-même, dialecte tosque grécisé, est trop informe pour pouvoir lutter contre l'italien que l'école, l'armée, l'administration, la presse tendent à imposer (2). Au surplus, elle est

(1) Emile Legrand, *Bibliographie albanaise*, description raisonnée des ouvrages publiés en albanais ou relatifs à l'Albanie du XV^e^ siècle à l'année 1900. — Paris, 1912, p. 83.

(2) Cf. Conférence donnée par M. Bourgeois, à la Société d'études néo-grecques de Bruxelles, sur la nationalité albanaise.

devenue incompréhensible pour les Albanais d'Albanie; ceux-ci ne peuvent tirer profit de l'œuvre nationale de Rada qu'en passant par l'intermédiaire de la traduction italienne.

Cependant, tandis que les réformes du Tanzimat, après une résistance opiniâtre, commençaient à s'imposer dans le sud, un grand nombre de jeunes hommes, appartenant à la caste des beys et des agas, dépouillés de leurs charges héréditaires, quittaient le pays et entraient au service de la Turquie. Ainsi que je l'ai montré précédemment, le gouvernement, fort habilement les attirait à lui, les accueillait avec faveur, leur confiant, dans l'ordre civil ou militaire, d'importantes fonctions. Il espérait ainsi se les concilier et trouver en eux un appui sur lequel asseoir sa politique. Il ne les employait pas dans leur patrie; il les transportait le plus souvent au loin dans les provinces anatoliennes. Son attente ne fut pas déçue : une communauté d'intérêts s'établissait entre lui et cette classe influente de la population ; celle-ci s'adaptait à la tournure d'esprit des sphères officielles et des grandes administrations publiques; sans doute, elle gardait de sérieuses attaches dans son pays, de nombreux membres de sa famille y résidaient encore, elle y possédait encore ses domaines; néanmoins, une notable partie d'entre elle, était soumise à des actions si vives et aux influences d'un milieu si nouveau, que, déracinée, complètement assimilée après plusieurs années, elle se trouvait incapable de se réacclimater dans son propre pays.

La famille des Vlora, l'une des plus considérables de l'Albanie méridionale, permet de suivre cette transformation, depuis le seigneur féodal révolté contre les interventions du pouvoir central jusqu'au noble rallié au nouveau régime, devenu le dignitaire le plus élevé à Constantinople.

Les Vlora avaient longtemps détenu le gouvernement héréditaire du Sandjak de Vallona (en albanais, *Vlora*). Dépouillés de cette charge, en 1809, par Ali Tebelen, un grand faste continuait néanmoins de règner dans leur maison et le prestige de leur nom n'avait guère faibli. En 1846, Vallona était le centre de la révolte soulevée dans le sud par l'introduction de nouvelles formes administratives, de nouveaux impôts, de la conscription. Mahmud bey Vlora en avait pris la tête, entouré de ses féaux attachés de longue date à sa maison.

Le rebelle fut vaincu, livré à l'autorité, banni à Konia, en Asie Mineure; ses cousins Selim et Mustapha partagèrent son sort. Les vastes domaines des Vlora, les richesses énormes accumulées, plus de 70 villages, furent confisqués. Cette déchéance fut brève; sa puisante famille ne tarda pas à se relever, témoignant ainsi de son énergie, de sa souplesse et de son intelligence. Après quelques années, les principaux d'entre ses membres sont revenus en grâce; ils se sont élevés aux charges les plus hautes de la Turquie. Mustapha pacha est gouverneur général de Rutschuk en Bulgarie. L'un de ses fils, Ferid pacha, d'abord gouverneur de Konia, fut le dernier grand vizir d'Abdul Hamid; un autre, Sureya bey, après avoir réédifié, grâce à d'habiles spéculations sur les céréales et sur les terrains, la fortune de sa famille, est appelé à Constantinople, désigné comme membre du conseil d'Etat des finances qu'il préside dans la suite, devient le conseiller d'Abdul Hamid. Le fils de Mahmud bey, Ismaïl Kemal bey est d'abord secrétaire du grand vizir libéral Midhat pacha; il se fait distinguer en haut lieu par ses talents; il occupe longtemps des postes de gouverneur en Asie Mineure et en Syrie.

Un homme d'État arrivé au faîte du pouvoir tel que Ferid-pacha ne peut guère avoir conservé d'attaches dans sa patrie; il l'a quittée tout jeune et n'y est plus revenu; il a parcouru dans la haute administration turque une brillante carrière; il s'est façonné à ses usages et à ses façons de vivre; il a adopté sa morale et ses préjugés; le cadre de la haute société de Constantinople lui est devenu indispensable; il est complètement déraciné. Tel est le cas des descendants d'un grand nombre d'autres puissantes familles albanaises.

L'exemple de Djelal pacha Buchati, n'est pas moins frappant. Le rejeton de cette puissante lignée des Buchati qui, pendant plusieurs siècles posséda le gouvernement héréditaire de Scodra (Scutari), qui tint tête à deux reprises aux sultans et balança un instant leur pouvoir, est devenu le gendre d'Abdul Hamid. Depuis que le sort des armes fut contraire au rebelle Mustapha Buchati et que, assiégé dans sa ville, celui-ci dut se remettre à la discrétion du Sultan, l'antique maison fut transplantée à Constantinople. Djelal pacha ne connaît plus même la langue de son pays. Il la considère sans doute comme un patois méprisable. Ne peut-on pas en dire à

peu près autant de Reschit Agiif pacha Kalkandele et d'Ali Danisch bey Prichtina qui, l'un et l'autre après avoir été longtemps *vali*, devinrent ministres sous le nouveau régime? Combien d'autres qu'il faudrait citer, des officiers tel que Izzet pacha, originaire d'Ochrida, qui devint chef de l'état-major dans l'armée ottomane, des magistrats comme Vessile Effendi, qui fut cheik ul Islam, ont, de même, été gagnés à la culture orientale et aux mœurs turques!

Les Albanais qui, dans la seconde moitié du XIX^e^ siècle, quittèrent leur patrie, ne furent, néanmoins pas tous perdus pour elle. Tous n'entrèrent pas au service de la Turquie. Parmi les générations plus récentes, un certain nombre de fils de familles nobles se rendirent à l'étranger afin d'y poursuivre leurs études. Les uns tels que Murad bey Toptani, Derwich Hima, Mufid bey Libohova, Avony bey Delvina allèrent à Constantinople; d'autres, tels que Midhat bey Fracheri et Ekrem bey Vlora, choisirent Vienne; ou Berlin, comme Namik bey Delvina; ou Paris, comme Faïk bey Konitza et Veli bey Glucure; ou Bruxelles, comme Ekrem bey Libohova. Sans doute, il en était parmi eux qui, comme Ekrem bey Vlora, le fils de Sureya bey, avaient grandi loin du pays natal; la plupart, cependant, y avaient passé une partie de leur jeunesse. Voici qu'ils se trouvaient transportés dans un milieu totalement différent de celui auquel ils étaient accoutumés : de grandes agglomérations, de longues étendues bâties, un dédale de rues, une agitation fiévreuse, des façons singulières de se vêtir, de parler, de penser, de s'amuser, d'organiser sa vie; des étalons tout nouveaux de valeur... Tant d'impressions inattendues, tant de sujets d'étonnement peuvent provoquer au début une légère griserie. Après une courte accoutumance, quand le calme s'est fait dans l'esprit, ils laissent l'exilé perdu, isolé, désemparé, dans un monde étranger. Comment alors ne pas se reporter en pensée vers le pays natal où toutes choses sont familières et enveloppées de douces habitudes, où les gens se connaissent par leurs noms et sont si près les uns des autres qu'ils se comprennent à demi-mots?

Ce jeune Albanais ne connaissait que quelques petites villes de chez lui et leurs campagnes familières; il n'était jamais entré en rapport avec d'autres hommes que ceux qui y habitent; il ne se

ren lait pas compte alors de l'unité de ce petit monde, des traits de ressemblance qui apparentent entre elles les choses, ainsi que les hommes; seule la variété de leurs aspects l'avait frappé jusque-là : ici, une famille noble fort ancienne, entourée de considération; là des ménages d'artisans et de cultivateurs; plus loin, une maison haïe à la suite d'une longue rivalité et de beaucoup de sang répandu; plus loin encore des commerçants dont la vie s'écoule dans le bazar; voici un vieux chef obéi et respecté, un homme adulte réputé pour sa bravoure, un autre pour ses exploits de brigandage; celui-ci est un musulman, celui-là un catholique, un orthodoxe..... Mais l'Albanais, à présent, habite l'étranger; au contact d'un milieu si différent, la multiplicité de ces apparences s'efface; elle se fond dans l'unité qu'impriment quelques grands caractères communs; sans les analyser ni les définir, il en éprouve vivement la sensation; il les reconnaît par un mouvement sympathique; deux catégories s'opposent dans son esprit : ce qui est albanais et ce qui est autre. Mais, confrontant sans cesse ces coutumes, ces types physiques, ces attitudes, ces croyances, ces préjugés inaccoutumés, avec ceux de chez lui, il arrive, par différence, à prendre conscience de ce qui caractérise son propre milieu. Qu'il trouve, dans son exil, quelqu'un de son pays, une vive attraction l'inclinera vers lui. Ce sera peut-être un Albanais avec lequel il ne sentirait, chez lui, rien de commun : un guègue, tandis qu'il est tosque; un catholique, alors qu'il est musulman; un habitant de l'intérieur, cependant que lui appartient au littoral.

Mais ils sont tous deux d'Albanie et il suffit pour qu'ils se rapprochent l'un de l'autre. La même qualité les recouvre vis-à-vis de l'étranger; par rapport aux Allemands, Autrichiens, Français, il n'importe que celui-ci soit du nord et cet autre du sud, ils sont Albanais, pas davantage; ce nom les rend solidaires en même temps qu'il les apparente. Ils se charment par les douces évocations dont il est le prétexte. Des images différentes y correspondent sans doute. L'un, dans sa pensée, associera à la patrie Skjipetar les aspects familiers de Scutari : il reverra le lac ceint de montagnes, les maisons blanches dissimulées parmi le moutonnement des oliviers et des peupliers, les ruelles irrégulières entre les épaisses murailles, les cours fraîches remplies d'ombre; aux carrefours, les petits cimetières envahis par les herbes folles; il aura la sensation de son silence,

de sa vie quiète et monotone. Et l'autre, cependant, songera à Vallona, à son golfe en hémicycle, à ses lagunes qui, à perte de vue, miroitent au soleil, à ses routes poudreuses, à ses ruelles bordées de boutiques et de cafés, à ses mosquées blanches encadrées de cyprès. Tous deux, néanmoins, seront pénétrés de la même atmosphère, de la même lumière éblouissante et des mêmes façons de sentir. Ils appartiennent à une population, issue d'une commune origine et que les mêmes vicissitudes, partagées au cours des siècles, ont modelée également; leur souvenir survit aujourd'hui dans la poésie populaire; les hommes de leur pays ont constamment été unis les uns aux autres par des relations s'étendant de proche en proche; ils n'ont cessé de former un ensemble que recouvrent des usages et des conceptions identiques. Quelle que soient la région ou la confession, les cérémonies qui entourent le mariage, la naissance et la mort, se déroulent sur le même thème; elles sont inspirées des mêmes attitudes, de la même sensibilité; si en certains points elles vont à l'encontre de la règle religieuse, elles enfreignent celle-ci, plutot que de varier dans leur unité; le mariage entre jeunes gens n'ayant plus qu'une lointaine parenté, mais nés sous le même toit, n'est pas moins strictement interdit chez les catholiques que chez les musulmans; chez les uns comme chez les autres il n'est pas moins défendu à la fiancée de se faire connaître à son futur mari, avant la cérémonie nuptiale. La population, dans toute sa masse, est pénétrée des mêmes conceptions morales; il est infâmant de dérober quelque chose à un hôte, à une femme, à un berger désarmé, à celui que l'on a pris sous sa protection; mais en dehors de ces cas, celui qui ne prend pas tout ce à quoi il sait atteindre n'est qu'un être stupide ou un objet de mépris. Car, selon l'Albanais, c'est, un simple d'esprit celui qui ne conçoit pas que posséder 100 moutons vaut mieux que n'en avoir que 50, ou c'est un lâche celui qui recule devant une entreprise hardie et redoute d'en porter la responsabilité. J'ai fait allusion précédemment à la valeur positive du vol dans la morale albanaise; c'est un acte de bravoure : voici un trait qui souligne cette portée : Un paysan des environs de Vallona était venu au marché, accompagné de son fils. Comme ils passaient tous deux devant l'échoppe d'un armurier, l'enfant dérobe un poignard. Le marchand, s'en étant aperçu, saisit violemment le bras du coupable.

— Que ne t'es-tu adressé à moi? s'écrie le père, je t'aurais volontiers payé le double de la valeur de cette arme. Pourquoi vas-tu gâter la main de cet enfant! car, pensait le paysan, après avoir été surpris si sévèrement, peut-être mon fils perdrat-il pour toujours le courage d'accomplir des actes intrépides (1).

Faut-il rappeler aussi les règles rigoureuses que prescrit l'hospitalité ou la sauvegarde donnée à un tiers? elles s'imposent impérieusement à tous, par dessus même des liens de sang qui pourraient unir le meurtrier au garant de la protection. Quant à la vengeance, elle apparaît comme l'institution fondamentale de la population albanaise; elle constitue la principale caractéristique de son esprit; elle est si générale et si profondément enracinée qu'elle semble incorporée dans sa chair. Elle domine, encore une fois, le catholique aussi bien que le musulman. Et pourrait-on cependant concevoir un antagonisme plus grand que celui qui existe entre la morale du Christ ordonnant le pardon des offenses et celle pour qui « le sang ne peut se perdre » ?

Le Guègue et le Tosque se reportent à un champ d'expériences semblables; leurs représentations sont apparentées; elles permettent à leurs pensées de communier intimement; ils se comprennent à demi-mots; ne parlent-ils pas la même langue? deux dialectes différents sans doute, mais sous les modalités de prononciation, les mêmes formes, les mêmes tournures, les mêmes nuances.

Or, plongés dans un milieu étranger, ils ne sont pas sans subir son influence. De toute part, enveloppés dans une nouvelle atmosphère intellectuelle, ils en sont insensiblement pénétrés. Des idées s'insinuent en eux, qui sont issues de contingences totalement différentes de celles de leur pays. Ils les empruntent cependant, ils se les approprient. De l'enseignement qu'ils suivent, des ouvrages littéraires et historiques qu'ils lisent, de la presse, des conversations, de toutes les rumeurs qui bourdonnent à leurs oreilles, ils recueillent d'autres systèmes de valeurs, d'autres mesures pour apprécier les faits, d'autres règles morales. Parmi ces dernières, il en est qui glorifient l'attachement au pays natal : l'amour de la patrie est le sentiment le

(1) Cf. Maria Amélie Freiin von Godin, *Aus dem neuen Albanien*. — Wien, 1914, p. 24.

plus noble qui puisse inspirer un homme; celui qui se dévoue pour son pays, pour sa défense, pour sa grandeur, celui qui contribue à sa gloire, témoigne des plus hautes vertus; son souvenir est digne de survivre après lui; il a droit à la reconnaissance de ses compatriotes; seuls les peuples avilis supportent sans révolte une domination étrangère; celui qui libère sa patrie du joug est l'égal des héros; un pays est d'autant plus estimable qu'il manifeste un plus grand essor intellectuel, une plus grande prospérité économique. Toute une doctrine nationaliste se dégage ainsi; elle est propre à un milieu; elle s'est lentement élaborée au cours de son histoire; elle est le produit d'une longue évolution; elle s'appuye sur tout le patrimoine du passé, sur l'antiquité d'une race, sur le prestige d'une grande splendeur artistique, sur la gloire d'un conquérant, sur de lointaines traditions, sur des habitudes séculaires; elle correspond à un État organisé, à une puissante administration, à un pouvoir centralisé.

Néanmoins, elle affecte profondément le jeune étudiant albanais; elle répond à une disposition spontanée de ses sentiments; elle atteind directement sa sensibilité; elle coïncide avec ses aspirations les plus intimes. Plongé dans un monde étranger, sa pensée ne le reporte-t-elle pas sans cesse vers le pays qu'il a quitté? Heurté à chaque moment par des impressions inaccoutumées, n'évoque-t-il pas l'atmosphère familière de chez lui? Celle-ci ne lui apparaît-elle pas désormais avec une physionomie propre? Ne lui trouve-t-il pas, à présent qu'il en est éloigné, un charme inexprimable, un ensemble de vertus personnelles qu'aucune autre nation ne pourrait égaler? Les préceptes de la morale patriotique pénètrent dans un esprit impatient de les accueillir.

Le milieu où il vit trahit, à son insu, l'orgueil national; il l'exhale inconsciemment et marque la supériorité d'un pays policé entouré du prestige d'un lointain passé sur la peuplade reculée, inculte, aux mœurs barbares à laquelle appartient l'émigré. Comment celui-ci ne serait-il pas sensible à l'infériorité dans laquelle on tient sa patrie? Elle est l'origine dont il doit se réclamer; l'humiliation qui l'atteint, il l'éprouve lui-même et peut-être jusqu'à la souffrance. Dès lors, entraîné déjà par un sentiment spontané de nostalgie, il concentre sur elle toute sa volonté; il éprouve le besoin impérieux de consacrer ses efforts à son relèvement, à son émanci-

pation; il veut la magnifier, faire apparaître ses titres de fierté, relever son prestige aux yeux de tous. Et il transpose nécessairement à son propre pays les doctrines nationalistes empruntées à quelque vieil État d'Occident.

Les jeunes intellectuels albanais, éparpillés à l'étranger, obéissant à une impulsion profonde, se sont spontanément rapprochés; ils sont également affectés par leur nouveau milieu ; ils communient dans le même idéal, dans les mêmes aspirations. Ils s'organisent, ils sont, dans les grandes capitales de l'Europe, les foyers d'une active élaboration d'idées; ce sont les premiers noyaux de l'élite intelligente du mouvement albanais; ils correspondent avec les comités qui, dans le pays Skjipétàr, ont survécu au temps de la Ligue.

Bucarest a attiré un grand nombre d'hommes d'affaires, des négociants, des ingénieurs; c'est la colonie la plus importante; elle a créé la *Drita* (la lumière); cette association tient une réunion annuelle d'où l'on assiste de différents coins de l'Europe; elle poursuit une active propagande; elle publie des livres et des journaux albanais.

Bruxelles est la résidence, pendant plusieurs années, de Faïk bey Konitza, la personnalité la plus éminente de cette élite nationaliste. M. Bourgeois, qui vécut dans son intimité, évoquait récemment cette belle figure (1). Faïk bey Konitza appartient à une famille considérable de l'Albanie méridionale; il est né en 1874; il fit des études latines chez les Jésuites de Scutari; puis, en 1895, après avoir fréquenté quelque temps le lycée impérial de Constantinople, il partit pour l'Europe, afin d'y compléter son éducation. Il suit, quelque temps à Paris, l'enseignement des meilleures chaires de philologie, se fixe enfin à Bruxelles, en 1897. Doué d'une intelligence d'élite, nous dit M. Bourgeois, il l'emportait sur tous ses compatriotes par sa large culture. Ce n'était pas un Oriental mal dégrossi par quelques études superficielles; sa pensée communiait avec ce que l'intelligence européenne possède de plus élevé. Il était en rapport avec un grand nombre de personnalités appartenant aux sciences, aux lettres et aux arts. Tout son temps, ses talents, ses res-

(1) Conférence sur la nationalité albanaise.

sources étaient consacrés à la cause albanaise. Il donna à celle-ci une impulsion puissante; il la marqua de son influence; il fut à maints égards un promoteur et un initiateur. Un journal skjipe rappelait récemment comment, « alors que la renaissance albanaise était encore dans ses langes, alors que l'atmosphère était foncièrement turque, alors que les nationalistes pouvaient être comptés sur les cinq doigts de la main, alors qu'un sommeil léthargique prévalait partout, une voix forte et persuasive se faisait entendre de Bruxelles en Belgique, voix qui arracha au sommeil beaucoup de cœurs albanais. Cette voix, c'était celle de l'*Albania*... » (1).

Faïk bey Konitza fonda cette revue en 1896. Il en était à peu près le seul rédacteur, sous le pseudonyme de Trank Spirobeg.

La couverture indique sommairement son programme: folklore, linguistique, littérature, histoire, nouvelles; chaque fascicule comprend une partie redigée en langue skjipe et une autre en français. Dès le début, il apparaît combien l'auteur de la publication a conscience, à présent, des caractères propres de la nation albanaise. Il semble qu'il se soit surtout proposé de les dégager, de les définir, de les mettre en lumière. Il révèle l'antiquité de la race, ses origines; il commente les travaux des archéologues et des ethnographes qui apportent des contributions à sa connaissance; s'appuyant sur les études de Gustav Meyer, il dit l'originalité de la langue, son ancienneté; loin d'être issue du grec, c'est elle, au contraire, qui a contribué à la formation du vocabulaire hellénique Il retrace les épisodes glorieux de l'histoire du pays: comment Skanderbeg fédéra les princes albanais pour lutter contre les Turcs, comment sous sa conduite, l'Albanie était le boulevard de la chrétienneté contre l'infidèle, dans quelle estime le tenait le pape et quelle était sa renommée dans l'Europe entière; il reproduit le sonnet dans lequel Ronsard le célébrait, en tête du livre que lui consacrait Jacques de Lavardin du Plessis (2); il rappelle l'anecdocte que conte de

(1) Le *Dielli* de Boston, du 20 mars 1914; traduction de M. Bourgeois.

(2) Histoire de Georges Castriot surnommé Scanderbeg, Roy d'Albanie : contenant ses illustres faicts d'armes et mémorables victoires à l'encontre des Turcs, pour la foi de Jésus-Christ. Le tout en douze livres. Par Jacques Delaverdin, seigneur du Plessis-Bourrot. MDLXXVI.

lui Montaigne dans le premier de ses « Essais „, pour montrer comment il appréciait la bravoure; il publie des mémoires et des chroniques qui attestent la valeur du corps de cavalerie légère que formaient les Albanais au service des rois de France Louis XII, François Ier; il évoque le génie, la puissance et l'indépendance des grands seigneurs tels que Kara Mahmud Buchati, Mustapha pacha Buchati et Ali Tebelen, qui tinrent un instant en échec les forces du Sultan; la célébrité dont jouissait en Occident, à l'époque romantique, le pacha de Janina; les vers que lui dédiaient Hugo et Byron; il rapporte le récit de la résistance que souleva dans le pays l'application des réformes du Tanzimat et de la désaffection qu'elles suscitèrent parmi les populations; il expose l'éveil national, au moment de la Ligue et son ampleur. Il révèle l'Albanie dans ses origines et dans sa continuité à travers l'histoire. Il recueille tout ce qui peut préciser ses traits; il publie les chants, les contes, les légendes répandues dans les campagnes ou les montagnes albanaises; il les reproduit avec un soin pieux; il les emprunte aux livres de Girolamo di Rada, à celui de Mitkos, Tosque établi en Egypte, qui fit paraître en 1873 l'*Abeille albanaise*, un précieux recueil de poésies populaires; il collectionne les dictons : « là où le Turc pose le pied, il ne pousse pas d'herbe; il vaut mieux se casser la tête qu'adopter de nouvelles coutumes; il vaut mieux mourir une fois qu'être en danger toujours „; il décrit les vieilles coutumes, la façon dont se célèbre le 1er mai, celle dont on demande la pluie au ciel, par les années de grande sécheresse; il dépeint les costumes : « les manches d'or découpées en ailes d'archange et flottantes, avec la fustanelle de neige serrée à la taille et tombant en cascade harmonieuse sur les genoux, avec les cnémides finement tissées „. Chacune de ces évocations vibre d'une émotion contenue et l'on devine, à travers les mots, le trouble dans lequel ces scènes familières et tout ce parfum du pays jettent les absents.

Il puise aux travaux des principaux albanologues : Gustav Meyer, Emile Legrand, Holger Pedersen; il en extrait les matériaux qui peuvent servir à son œuvre constructive; il passe en revue la grande presse européenne; il épingle ses appréciations élogieuses; il commente les autres avec des traits acerbes; il polémique sur un ton

incisif avec la presse balkanique; vigoureusement, avec des paroles cinglantes, il marque l'individualité de son pays vis-à-vis des apirations nationalistes de la Grèce, de la Bulgarie, de la Serbie, voir même vis-à-vis de l'attitude équivoque des Italo-Albanais : « Vous ne pouvez vous assimiler à nous, dit-il à ces derniers, nous sommes des Albanais en voyage; vous êtes séparés de nous par cinq siècles d'indifférence, par la corruption de votre patois, par les croisements que votre sang a subi, par votre qualité de citoyens italiens. » Il n'est pas jusqu'aux Skjipetars d'Albanie pour lesquels il n'ait quelquefois des paroles amères; c'est que son âme généreuse et sa haute intelligence, ses capacités supérieures, se heurtent, à certains moments, et se blessent aux esprits médiocres.

Au début, il dénonce sans ménagements l'oppression turque; l'ignorance, la stagnation, la misère dans laquelle elle maintient le pays; il combat ouvertement pour la libération de la patrie, pour son indépendance. Après quelque temps, il semble faire un retour sur lui-même. A-t-il davantage pris conscience des réalités et de toutes les difficultés de la tâche qu'il s'est assignée? Il paraît avoir senti la nécessité impérieuse et primordiale d'organiser la propagande, de transformer la masse de ses compatriotes, de la rendre accessible à ses idées, de l'éclairer sur ses véritables intérêts et sur ses besoins essentiels, de l'entraîner dans un mouvement solidaire.

En 1898, la revue est devenue bi-mensuelle; elle fait appel à la générosité des Albanais pour l'aider à la répandre à profusion dans le pays. Le frontispice symbolise le but qu'elle doit désormais remplir; il représente un semeur « dont le geste auguste s'étend au-dessus des sillons. Les Albanais ardents, explique la rédaction, sont de même soucieux de semer dans la terre natale un peu de paix, d'intellectualité et de bien-être. » En même temps, elle observe à l'égard du gouvernement une attitude plus circonspecte; elle s'efforce de rester dans la légalité; elle a visiblement changé sa ligne de conduite; elle s'en justifie : *natura non facit saltus* constate-t-elle; l'émancipation ne saurait être l'œuvre d'un jour; ce n'est que par l'effort tenace, ajoute-t-elle, que nous triompherons, que nous hâterons la renaissance de l'Albanie et non par des déclamations; elle est aussi d'avis qu'à ceux qui crient : « levez-vous et

armez-vous! „ il serait légitime de demander : " et vous-mêmes, qu'attendez-vous? „ ; elle s'est convaincue que ce qu'il y a de plus souhaitable, dans les conditions actuelles, pour l'Albanie, c'est d'obtenir une large autonomie sous la suzeraineté du Sultan; ce dont le pays a le besoin le plus urgent, ce sont des écoles nationales et une instruction généralisée; les intérêts économiques, d'autre part, doivent passer avant toute considération d'ordre politique; car le dévouement à l'Albanie tout entière doit l'emporter sur la sympathie qu'inspirent les Albanais souffrant de la domination étrangère. Le numéro du 15-30 mars 1899 imprime, à cet égard, des paroles fort nettes, qui montrent jusqu'à quel point son rédacteur est revenu des premières illusions : " Aucun Albanais, à moins d'être mentalement souffrant, ne peut rêver une Albanie indépendante séparée de nos souverains traditionnels les sultans. J'espère pour la patrie albanaise que le chiffre de ces souffrants n'est pas important. Je rappelle à cette occasion que notre majorité est mahométane et que Mahomet ordonne la soumission pure et simple au Khalife „. Il ne faudrait cependant pas s'y méprendre; le maintien de l'union politique de de l'Albanie avec la Turquie est souhaitable " non pas à cause de notre sympathie pour les Turcs, ni à cause de la religion, mais à cause de la communauté de nos intérêts... Que les Turcs, jeunes ou vieux, fassent des efforts pour comprendre qu'ils sont Turcs et que nous sommes Albanais. „

Ismaïl Kemal bey Vlora, avec l'autorité que lui donne sa grande expérience politique, recommande la même attitude. Il a quitté le service du Sultan; ses attaches libérales le rendaient suspect à Abdul Hamid; on raconte que, seul, parmi d'autres dignitaires, il se rendit à une invitation de l'ambassadeur anglais, en dépit de la défense formelle du Sultan; sa conduite courageuse, si elle lui valut les sympathies du monde politique anglais, fut l'une des causes de sa disgrâce. Nommé peu de temps après gouverneur général de Tripoli, il apprit que cette promotion correspondait à un bannissement et que l'on se déferait de lui avant qu'il pût occuper son poste; il s'enfuit en Europe; il n'y avait jamais été jusque là; grand seigneur et homme d'Etat avisé, il ne tarda pas à s'y faire connaître; il semble qu'il s'intéressa, dès lors, davantage au mouvement national albanais. De passage à Bruxelles, Faïk bey Konitza a un entretien

avec lui sur les destinées de leur pays: il en résume dans *Albania* les points essentiels : « le mouvement albanais n'aura pas de caractère séparatiste. Il est purement linguistique, réformiste et défensif. Nous continuerons à considérer suivant la tradition politique albanaise, l'existence de l'Empire turc comme la condition même de notre existence. Mais nous travaillerons désormais de telle sorte que si un jour, par la faute des Turcs mais non par la nôtre, l'Empire ottoman s'écroule, l'Albanie ne soit pas entraînée dans cette chute, et que, — ne souhaitant rien mais nous attendant à tout, prévoyants et avisés, — nous ne soyons pas surpris par des événements, mais fortifiés par le sentiment de notre droit à une existence nationale nous puissions continuer à vivre en tant que nation „ (1). L'autonomie linguistique et budgétaire de l'Albanie, dira plus tard Faïk bey Konitza, est un minimum de programme national que tous les Albanais acceptent avec unanimité (2).

Le mouvement national s'est, à ce moment, complètement transformé; il est dans une phase nouvelle; l'élite intellectuelle qui en a pris la direction n'exprime plus que des aspirations vagues, un idéal inaccessible dans les conditions actuelles; elle formule un programme immédiat; elle a élaboré un plan d'action systématique. *Albania*, qui en est l'organe le plus représentatif et qui lui imprime son orientation, vient de subir de nouvelles modifications. Le 30 octobre 1899, elle paraît avec une couverture ornée de l'écusson national, l'aigle à double tête, portant un cartel où figurent les signes de la croix et du croissant; un flambeau le surmonte avec la devise : *unitas*. Cependant, quelques traits sommaires précisent l'orientation nouvelle : « Conservation et développement de la personnalité nationale, culture de la langue qui est l'expression de cette personnalité, amélioration des conditions économiques, qui permettent à la personnalité nationale de se maintenir entière, fière et libre, littérature, folklore, linguistique, histoire et nouvelles „.

Les dirigeants de l'action albanaise ont dès lors atteint un résultat essentiel : par leurs études, leurs recherches, leur attention sympa-

(1) *Albania*, n° 8, p. 12, 1901.
(2) *Ibid.* n° 6, p. 95, 1901.

tique, et tout le travail de leur esprit, ils ont constitué une véritable doctrine nationale. Mais celle-ci ne constitue pas une fin en elle-même. Sans doute, elle leur sert de guide, elle discipline leurs efforts, elle les oriente; il leur appartient à présent d'en pénétrer la masse de leurs compatriotes, de transformer celle-ci jusqu'à ce qu'elle s'y montre accessible. Comment peuvent-ils l'atteindre, comment agir sur elle? ils sont loin; ils n'ont pour communiquer avec elle qu'une langue inculte, inapte à rendre des notions élaborées, une langue à peine fixée par l'écriture; leurs idées sont puisées à des sources françaises, allemandes, anglaises, italiennes; ils ont à les transposer dans leur dialecte grossier. Toute la littérature albanaise, constatait, *Albania*, en 1897, pourrait tenir en cinq ou six volumes pas trop serrés, imprimés suivant des systèmes alphabétiques les plus variables.

5. — L'élaboration d'une langue écrite.

L'action du clergé catholique. — Le véritable promoteur du mouvement abanais : Christoforidis. — La société de Constantinople en 1879. — L'unification de l'alphabet.

Le clergé catholique du nord éprouva le premier la nécessité d'écrire l'albanais. Ses membres se recrutaient essentiellement en Italie. Il fallait qu'ils pussent apprendre rapidement la langue du pays où ils devaient exercer leur ministère. D'autre part, le prosélytisme religieux faisait non moins sentir le besoin de petits ouvrages rédigés en skjipe. Aussi les plus anciens monuments écrits sont-ils dus à l'initiative de la Congrégation de la Propagande de la Foi, dont le siège est à Rome. La graphie qu'ils adoptent est une adaptation grossière de celle qu'emploie l'italien; ils n'observent guère de règles grammaticales; ils font usage de nombreux mots turcs et italiens.

Le premier en date de ces ouvrages remonte à 1635, c'est un lexique de l'évêque Franciscus Blanchus (1). Ceux que l'on trouve dans la

(1) Dictionarium latino episoticum Una Cum nonnullis usitatioribus loquendi formulis. Per R.-D. Franciscum Blanchum Epirotam Coll. de Propag. Fide Alumnum. Romae, Typis Sac. Congr. de Propag. Fide. 1635. Superiorum permissu. (Voir Bibliographie d'Émile Legrand, pp. 26-27, n°60.) Antérieurement à

suite sont des grammaires, des brochures sur la doctrine chrétienne, des recueils de lectures religieuses (1). Le premier livre tosque de quelque importance est le Nouveau Testament édité en 1824 par la société biblique de Londres.

A côté de ces publications de portée religieuse paraît, en 1845, un abécédaire dont le titre peut se traduire littéralement de la façon suivante : « Tout à fait nouveau — abécédaire albanais — pour — enfants commençants — publié et mis en lumière maintenant (pour) la fois — première pour enfants petits — avec un choix de certaines choses bonnes et profitables — par — Naoum P. Véqil-hardjit — de Brédh — de Bythkouki de Kologne. » (2)

Dans la seconde moitié du XIXe siècle, un Gréco-Albanais du nom de Koulouriosis, après s'être enrichi en Amérique, essaie de provoquer un mouvement albanais en Grèce. Il fonde à Athènes une imprimerie et un journal *Zèri-Arbèris* (la voix d'Albanie). Mais son action fut éphémère : sous un prétexte spécieux, le gouvernement le fit jeter en prison; il y mourut (3).

Le véritable promoteur du mouvement linguistique albanais est

---

ce livre, peut-être il y aurait-il lieu de citer le petit lexique albanais contenu dans « Die Pilgerfahrt des Ritters Arnold von Harff von Cöln durch Italien, Syrien, Aegypten, Arabien, Aethiopien, Nubien, Palästina, die Turkei, Frankreich und Spanien, wie er sie in den Jahren 1496 bis 1499 vollendet, beschrieben und durch Zeichnungen erläutert hat. Nach den ältesten Handschriften und mit deren 47 Bildern in Holzschnitt herausgegehen von Dr. E. von Groote. Cöln, 1860 (bibliographie d'Emile Legrand, p. 94, n° 245).

(1) Tels sont, par exemple : *Dottrina cristiana del card. Bellarmino della Compagnia di Gesù tradotta in albanese dal P. Giùseppe Guagliata della medesima compagnia (1845); Confessione pratica italo-epirotica per uso de, novelli missionarii di Epiro scritta dal P. B. D. F. min. oss. dell' alma provincia di S. Bernardino, ex-missionario apostolatico (1863); Regole grammaticali della lingua albanese compilate sulle traccie di buoni grammatici e del P. Francesco M. da Lecce, min. osserv. riform. dal Padre Francesco Rossi da Montalto Ligure dell' alma provincia Romana, min. osserv. riform. ex-prefetto apostolico delle missioni in Servia (1866); Vocabulario italiano-epirotico con tavola sinottica compilato dal Padre Francesco Rossi da Montalto Ligure (1866);* (Voir encore dans la bibliographie Émile Legrand, les publications figurant sous les nos 230, 259, 266, 288, 292, 309, 330, 347, 520, 525, 530, 564, 603.

(2) Bibliographie de Legrand, p. 78, n° 200.

(3) Cf. conférence de M. Bourgeois sur la nationalité albanaise.

Constantin Christoforidis; il lui donna une base solide; il y consacra toute sa vie. Originaire d'Elbassan, au cœur du pays, à la limite du guègue et tosque, il possédait une connaissance également approfondie de ces deux dialectes; il voulut réagir contre la pénétration des mots turcs. La société biblique de Londres eut recours à sa science philologique; elle le chargea de la traduction d'une importante fraction de la Bible. Ce travail constitue le mouvement le plus considérable de la langue écrite albanaise; il a la portée d'une véritable origine. On doit enfin à Christoforidis un dictionnaire albanais-grec qui, avant qu'il parût en 1904, jouissait déjà d'une grande célébrité; c'est également une œuvre durable.

Cependant, une trentaine de notables Albanais se réunissent à Constantinople en 1879; poursuivant une propagande en faveur de leurs idées patriotiques, ils se proposent de susciter l'édition de livres albanais destinés au peuple. Ils précisaient dans ces termes le but de leur groupement : « tous les peuples civilisés n'ont pu se développer qu'à l'aide de livres publiés dans leur langue; aussi ceux qui n'écrivent pas leur langue et ne possèdent pas de livres doivent-ils demeurer dans la barbarie. C'est pourquoi cette société s'est fondée, afin d'apprendre aux Albanais, par des livres publiés dans leur langue, à lire et à écrire. »

Mais, pour accomplir cette tâche, il était nécessaire de se mettre d'accord au préalable sur un alphabet. On en créa un nouveau, de toutes pièces; sa base était latine; les sons manquants étaient représentés par des caractères empruntés au grec et au slave. Le dialecte employé était le tosque. Une pléiade d'intellectuels patriotes publia dès lors une série de journaux et de livres, au moyen desquels elle s'efforçait de répandre son idéal national; on lui doit aussi des manuels élémentaires destinés aux écoles. Son centre resta quelque temps fixé à Constantinople; mais les obstacles que le gouvernement turc mettait à son activité ne tardèrent pas à la faire émigrer à Bucarest. Elle y publia, en 1884, un journal intitulé *Drita* dont le nom devint bientôt *Dituria* (l'éducation). Il convient de citer parmi ses représentants Naïm bey Fracheri, l'un des noms les plus illustres de la littérature albanaise; il est l'auteur d'un recueil de « Lectures enfantines »; il célèbre dans « Les bêtes à cornes et la vie de cultivateur », l'existence champêtre; ses « Récits pour la jeunesse

mûre », sont composés à l'aide de mythes païens, de la Bible et du Coran, dans la but de donner aux enfants, au-dessus des oppositions religieuses, un terrain de concorde propice au sentiment national (1). On lui doit enfin deux grandes œuvres poétiques parues en 1898 à Bucarest : une épopée *Skenderbeg*, comprenant 10,000 *beït* ou vers doubles, et une tragédie intitulée *Kerbela*, où il eut, paraît-il, pour but de donner un idéal national aux Bektachis; son frère, Sami bey, l'auteur de l'encyclopédie turque publia maints ouvrages skjipers : un abécédaire, une grammaire élémentaire, une géographie universelle; on ne saurait non plus passer sous silence le nom plus récent de leur neveu Midhat bey, de Derwich Hima, sans compter celui de Faïk bey Konitza.

L'alphabet composite choisi par la société de Constantinople mettait les auteurs à la merci de deux ou trois imprimeurs. Des schismes étaient inévitables; ils éclatèrent dès le début (2). « Depuis le commencement du XVII^e^ siècle, constatait *Albania*, il n'a pas été proposé moins de quarante alphabets, dont quelques-uns forgés de toutes pièces, la plupart en caractères romains, grecs, ou encore grecs et romains mêlés avec parfois quelques lettres cyrilliennes. Tous ceux qui publient un livre nouveau se croient obligés d'inventer un nouvel alphabet. Il en résuite que, pour les pauvres Albanais, la lecture de chaque livre nécessite un travail préparatoire apprendre l'alphabet (3). »

Cette question continue de peser sur la propagande nationaliste; la variété des caractères employés ne rend les publications accessibles qu'à un petit nombre d'initiés. *Albania* porte toute son attention sur ce grave problème. Elle s'adresse aux lumières des principaux albanologues et des linguistes les plus réputés, afin de déterminer le système le mieux approprié au skjipe et les amendements qu'il convient de lui apporter. Elle se préoccupe de fixer l'orthographe des mots, de déterminer des règles pour la formation des néologismes qu'exige la transposition dans une langue inculte d'idées empruntées à d'anciennes civilisations; elle s'attache à la fusion des différentes formes

(1) Cf. K. Süsshem, Encyclopée de l'Islam, verb. Arnautes, p. 461.
(2) Cf. M. Bourgeois, dans sa conférence sur la nationalité albanaise.
(3) *Albania*, 15-31 août 1898, p. 98.

dialectales; elle essaie d'incorporer au patrimoine intellectuel albanais, les récentes productions du mouvement littéraire étranger; elle publie des études sur l'école symboliste française, sur Stéphane Mallarmé, Verhaeren, Viélé Griffin, Henri de Régnier, Pierre Quillard, Stuart Merril, Gustave Kahn, Adolphe Retté; elle traduit « le cœur d'Hialmar »....

Cependant, au début du xx[e] siècle, deux grands systèmes restent à peu près seuls en présence : celui de 1879, et l'alphabet latin adopté par *Albania* et la société littéraire de Scutari. C'est à ce dernier que se rallie finalement le congrès de Monastir, en 1908. Dès lors, un grand progrès est réalisé dans l'œuvre à laquelle s'est attachée l'élite nationaliste.

6. — Action de l'élite du mouvement nationaliste sur la masse de la population.

Action exercée de l'étranger, par les nationalistes, sur la masse de la population. — Degré de pénétration de leurs publications. — Leur action personnelle; le prestige qu'ils tirent des familles nobles auxquelles ils appartiennent; le mouvement de retour après la révolution de 1908; les difficultés qu'ils éprouvent à s'incorporer de nouveau dans leur milieu. — Les intermédiaires nécessaires pour la diffusion des idées nationalistes dans la haute Albanie : les chefs populaires des montagnes; le clergé catholique. — Circonstances favorables qui rendent plus directe l'action de l'élite sur la masse : l'opposition spontanée soulevée dans le pays par le gouvernement jeune-turc.

La masse de la population albanaise n'a pas participé à l'élaboration de la doctrine nationaliste; elle y est restée complètement étrangère. Les idées nouvelles empruntées à des cultures occidentales, allaient-elles pouvoir parvenir jusqu'à elle? L'élite intellectuelle, qui en était le support, était-elle en mesure de l'atteindre, de communiquer avec elle? Par quels contacts ces deux pôles extrêmes pouvaient-ils entrer en rapport?

Les propagandistes, fixés à l'étranger, — car le gouvernement turc aurait mis obstacle à ce que leur action s'exerçât dans le pays, — font paraître des revues et des journaux, publient des livres. Ils s'efforcent de les répandre en Albanie. Peuvent-ils toucher de cette façon un grand nombre de leurs compatriotes? Il ne semble pas. Il

n'est qu'une infime minorité parmi ceux-ci qui sachent lire; on les trouve dans les villes où existe quelque école étrangère. L'enseignement de l'albanais est interdit sous l'ancien régime; en 1897, un jeune homme est emprisonné à Elbassan pour avoir contrevenu à cette défense, et l'incident soulève une émeute populaire; un seul établissement, situé à Kortcha, est admis par l'autorité supérieure.

Si l'absence d'instruction explique la rareté des lecteurs, la nature inculte de la langue vient, par surcroît, rendre les textes malaisément accessibles. Deux dialectes principaux coexistent : le tosque et le guègue; les mots manquent pour exprimer des notions abstraites ou étrangères à la vie immédiate du pays; les néologismes forgés par assimilation savante et arbitraire, sont pour beaucoup dépourvus de signification.

Dès lors, les publications ne pénètrent que dans les quelques localités où se trouve quelqu'un qui les sache comprendre. Les nationalistes de l'étranger les adressent nominativement à tous ceux qu'ils peuvent atteindre; elles sont reçues et lues clandestinement, car elles sont interdites par le gouvernement; leur attrait est d'autant plus grand; elles passent de main en main; à Scutari et dans les ports de la côte, les postes étrangères, autrichienne ou italiennes leur ménagent une entrée facile. Et ne suffit-il pas qu'elles aient accès dans un seul esprit pour qu'aussitôt elles fermentent et se propagent? Les petites villes paisibles, où de longues heures s'écoulent en d'interminables causeries, sont un milieu favorable à la germination des idées. La politique de café y fleurit. A l'ombre, sur les terrasses fraîches, brochures et journaux, s'ils ont trouvé quelqu'un qui les déchiffre, font l'objet de commentaires; ils sont un aliment impatiemment désiré pour les conversations; leur substance transposée, déformée, émiettée, peut-être, bourdonne aux oreilles et travaille les pensées.

Les intellectuels qui, dispersés dans les grandes capitales de l'Europe, s'efforcent de répandre dans leur pays la foi patriotique, ne jouissent point seulement du prestige que peut conférer leurs connaissances; celui-ci est de faible poids, sans doute, dans la considération que les Albanais leur accordent. Mais ils comptent parmi eux des représentants des plus grandes familles; des Vlora, des Delvina, des Libohova, des Toptani, dont le nom seul confère une

grande autorité. Dans leur nombre, il en est aussi qui, pour être de moins haute noblesse, jouissent cependant dans le pays entier d'une grande célébrité. Tels les Fracheri; quatre frères fondèrent leur réputation : Abdul bey, le chef de la Ligue et le promoteur de l'idée d'autonomie; Naïm et Sami bey, hommes de lettres tous deux, Mehmed bey; ce fut une génération d'ardents patriotes. Certes, le fils d'Abdul, Midhat bey, qui dans la suite devint membre du gouvernement provisoire, conserve le prestige acquis par ses ascendants.

Enfin, certains nationalistes, comme les Fracheri eux-mêmes et Faïk bey Konitza, appartiennent à la secte des Bektachis et y trouvent sans doute un milieu particulièrement favorable à la propagation de leurs idées. Cet ordre musulman, composé d'affiliés laïcs, possède en Albanie une grande extension; on lui attribue 100,000 membres environ. Il confesse l'égalité originelle de toutes les religions et l'inutilité d'un culte extérieur. Il abrite des éléments fort divers : islamiques, chrétiens, gnostiques et païens. L'éclectisme, l'indépendance religieuse et politique qui le caractérisent, contribuent à lui donner une grande faculté d'assimilation à l'égard des idées nouvelles.

Certains représentants des anciennes familles ont pu cultiver leur esprit sans quitter l'Albanie : Abdi bey Toptani, par exemple, Sali Effendi Gjuka. Les dirigeants, fixés à l'étranger, ont en eux un appui; ils en trouvent un autre dans les comités nationalistes qui, dans différentes villes, ont survécu au temps de la Ligue. Mais tant que dure le régime hamidien, l'action des intellectuels s'exerce surtout de loin. Plusieurs se sont compromis vis-à-vis du gouvernement par leurs aspirations autonomistes; l'accès de leur pays leur est fermé; la plupart savent qu'ils y seraient empêchés de travailler efficacement à la cause patriotique.

Mais la révolution jeune turque éclate en 1908. Le règne de la liberté s'annonce; une ère nouvelle commence. Plusieurs rentrent chez eux. Ils espèrent pouvoir se consacrer désormais sans entraves à l'émancipation des leurs, répandre l'instruction, augmenter le bien-être, éveiller l'âme du peuple. De fait, plusieurs interdictions qui mettaient obstacle au développement intellectuel du pays, sont levées. L'albanais s'enseigne et s'imprime désormais librement; le nombre des publications croît dans une importante proportion.

A peine revenus en Albanie, les nationalistes sentent combien ils sont devenus étrangers à leur propre patrie. Ils se retrouvent dépaysés, avec une autre conception de la vie, une autre morale, d'autres besoins, d'autres habitudes.

Après avoir mené plusieurs années durant la vie des grandes capitales européennes, après avoir participé aux grands problèmes de l'intelligence, comment comprendraient ils encore ceux qui sont restés figés dans leur genre de vie et leurs croyances traditionnels ? Tels sont cependant les hommes qui les entourent. Ils leur apparaissent menant une vie médiocre et stérile, ignorants, incultes, préoccupés de soucis mesquins. Les femmes qui composent leur intérieur, leurs mères, leurs jeunes épouses, dévoilent davantage encore la misère de leur esprit; il ne leur a pas été donné, à elles, de parfaire leur éducation à l'étranger; elles ne sont parées d'aucune grâce spirituelle. Leur existence s'écoule inutile; elles ne lisent rien, ne s'intéressent à rien. M^me^ von Godin qui, durant son long séjour à Vallona, au moment de la proclamation de l'indépendance, semble les avoir approchées de près, en a tracé un portrait réaliste, sinon bienveillant (1). La plupart n'ont pris à la civilisation européenne que quelques chiffons qu'elles tiennent pour élégants; elles aiment la parure, sans avoir le moindre goût; négligentes, il est impossible de les trouver avec des robes qui ne soient ou tachées ou déchirées; leur intérieur est aménagé sans aucun esprit d'ordre ou de propreté; les enfants sont sales, aussi mal élevés que possible, bousculés sans raison de la plus extrême tendresse à la sévérité la plus rude. Deux femmes habitent-elles la même maison, une belle-mère et sa bru, deux belles-sœurs? Ce sont des disputes continuelles. L'incident le plus futile devient un événement sensationnel qui fait l'objet de lamentations, des journées entières. Recevant au même moment une mauvaise nouvelle et son démenti, elles se refusent à croire à celui-ci, ou le passent sous silence, afin de pouvoir exhaler sans fin des paroles vaines, des soupirs, des plaintes. Oisives et bavardes, elles sont forcément importunes; elles deviennent une véritable obsession pour leur mari; elles le poussent, sans le vouloir, hors de chez lui; loin de le diriger, de partager ses joies

(1) *Aus dem neuen Albanien*, p. 87-88.

et ses pensées, de l'encourager dans la voie qu'il poursuit et de le réconforter, elles le lassent et énervent son énergie; afin de se soustraire à leurs paroles futiles, les hommes finissent par ne plus rentrer chez eux que pour manger et dormir.

Trouvent-ils en dehors de chez eux un milieu plus réconfortant? Les membres de l'aristocratie sont assaillis par la partie la moins estimable de la population; l'essaim des agas et des effendis, qui gravitent dans les villes autour des maisons puissantes, les harcèle; la plupart ont été corrompus par la domination turque; ils ont rompu avec les vieux usages albanais, ils en font un objet de moquerie; mais ils ne leur ont substitué aucune nouvelle règle morale. Ils n'exercent plus la vengeance, n'en ayant pas le courage; ils se donnent comme les représentants de la civilisation, bien qu'ils n'en aient emprunté que les vêtements. Leur âme est vénale, la soif du gain seule les guide, ils sont sans conviction et sans foi. Bien qu'ils ne constituent qu'une minorité infime de la population, leur nombre paraît cependant considérable. C'est qu'ils sont concentrés dans les villes, qu'ils sont bruyants, loquaces, intrigants, qu'ils s'introduisent partout, participent à toutes les manifestations de la vie publique; c'est enfin, qu'ils constituent, à côté des intellectuels, une incontestable majorité et que ceux-ci, à la suite de leur longue absence, ayant perdu le contact immédiat avec la masse populaire, avec ses usages, ses façons de dire et de vivre, sont forcés de recourir à l'intermédiaire de cette classe pervertie.

Deux traits, que j'emprunte à Mme von Godin, sont de nature à mettre en lumière le conflit qui, au retour de l'élite, éclate entre deux conceptions morales antagonistes; ils montrent comment les intellectuels sont, malgré eux, contraints de se conformer aux attitudes traditionnelles. Murad bey Toptani, puissant seigneur de la moyenne Albanie, constatait, après une absence d'une quinzaine d'années, que chaque jour ses troupeaux diminuaient. Il vit bientôt qu'il n'aboutirait à rien avec de la mansuétude : il avait en vain admonesté les auteurs présumés des larcins. Finalement, il donna l'ordre à ses bergers et ses bouviers de faire une rafle sur tout le bétail qu'ils trouveraient à leur portée. Les hommes lui amenèrent des troupeaux entiers. Murad bey les fit enfermer dans un parc autour duquel il fit disposer ses gens armés de fusils. Leurs propriétaires ne tardèrent

pas à arriver, suppliant qu'on leur rendît leur bien. Murad bey leur fit répondre qu'il le voulait bien, à condition qu'on lui restituât au préalable 8 chevaux, 13 vaches et 19 moutons qui manquaient dans ses écuries et ses étables. « Ce n'est pas nous qui les avons dérobés, lui répondit-on. — Sans doute, repartit Murad bey, mais vous connaissez les voleurs. » Chevaux, vaches et moutons étaient ramenés secrètement la nuit même.

Le fleuve Vojusa coule dans le domaine d'Ekrem bey Vlora, à quelques heures au nord de Vallona. Pendant l'absence du maître, le cours d'eau s'était déplacé, tout en restant sur ses terres. L'ancien lit était devenu une bonne prairie. Un aga des environs la trouva à sa convenance; il y fit paître ses troupeaux. Ekrem bey, auquel ses bergers s'étaient plaints, le convoqua chez lui. Il le pria d'abord poliment, d'éloigner son bétail : « Mais où veux-tu que je le fasse paître, seigneur? Il n'y a pas d'autre prairie dans la proximité. — Cela te regarde, répartit Ekrem bey, choisis celle que tu voudras du moment qu'elle ne soit pas sur mon domaine. » L'Aga ne se soucia guère de cet avertissement. Ekrem bey réunit alors une vingtaine de ses bergers, leur distribua des fusils et leur enjoignit d'abattre quiconque, homme ou bête, s'aventurerait dans l'ancien lit du fleuve. Il fit en sorte que sa résolution ne resta pas inconnue à l'Aga. Celui-ci découvrit aussitôt qu'il s'accommoderait d'une autre prairie.

L'expérience apprit ainsi aux déracinés qu'il leur fallait s'armer de fusils pour défendre leur bien et que, si contre le brigandage et les larcins, ils n'usaient de violence, ils perdraient tout prestige auprès de leurs compatriotes et deviendraient à leurs yeux un objet de mépris. Etrangers dans leur propre maison, obsédés par un entourage dont les traits odieux s'accentuaient encore pour eux, sans contact avec les couches profondes du peuple, ils mesurèrent l'effort qu'ils leur faudrait accomplir pour s'incorporer à nouveau dans la vie de leur pays et pour y faire lever la semence qu'ils voulaient y répandre.

Dans la haute Albanie, où les mœurs sont plus rudes et où, dans les replis des montagnes, les idées ont difficilement accès l'élite intellectuelle avait moins d'action encore. L'autorité est restée plus étroitement entre les mains des chefs de clans traditionnels. Le bey est un grand propriétaire auquel appartient tout le village dont les

habitants sont ses métayers; ou bien, chef d'une famille à qui la coutume confère le commandement héréditaire de la tribu, ce n'est qu'un paysan parmi des paysans. On en rencontre qu'exceptionnellement, surtout en dehors des villes, dont les fils aient résidé à l'étranger.

Il en est deux qui jouissent dans le nord et même dans le pays entier, d'un grand prestige. L'un est un petit homme, dont l'âge a déjà courbé l'échine : Risa bey Djakova. Dans sa ville, on le voit avancer entouré d'une douzaine de ses braves qui l'escortent afin de lui faire honneur. Il se dit issu de l'antique famille des Dukadjin; son influence, à Djakova, est grande et il a soutenu, dans des guerres privées, des combats sans nombre; il fut l'ennemi acharné de Beïram Sur, homme nouveau qui s'efforçait de secouer son omnipotence; dans les dernières années, l'intérêt supérieur du pays parvint à les réconcilier. Un trait marque bien la rectitude impitoyable de son caractère : sous Abdul Hamid, l'autorité saisit une lettre qui excitait à la révolte; elle lui fut attribuée. On le fit venir et on lui demanda s'il en était réellement l'auteur, le prévenant qu'il serait dans ce cas pendu à une corde fixée au plafond. Risa bey considéra tranquillement la corde et répondit que la lettre émanait, en effet, de lui. — « Pourquoi dis-tu cela, s'écria un de ses amis. La lettre n'est pas signée; comment aurait-on pu prouver que c'est toi qui l'as écrite? » Risa bey dévisagea son ami avec surprise : « Parce que je ne l'ai pas signée, en est-elle moins de moi? » Il échappa cependant à la corde.

Au moment de la guerre balkanique, quand il abandonna Djakova devant les Serbes victorieux, il ordonna qu'on mît le feu à sa vieille demeure avant que les envahisseurs en prissent possession. Ses instructions furent scrupuleusement suivies; il ne reste plus une pierre debout de son koulé.

« Comme je m'entretenais un jour avec lui, raconte Mme von Godin, il tenait en main un gigantesque revolver. « Je n'aime pas les petites choses » dit-il avec un large sourire et, considérant avec pitié le pistolet minuscule d'Ekrem bey Vlora, il ajouta : « je veux que, au moment où je saisis mes armes, tout le monde s'épouvante déjà de leurs dimensions. »

Un autre chef de la Haute-Albanie n'est pas moins célèbre que Risa bey. C'est Issa Bolletin. Il n'appartient pas à l'ancienne noblesse; mais il est réputé pour sa bravoure, et sa popularité est extrême. Partout, dans toutes les villes et les campagnes, les garçons le glorifient avec enthousiasme dans un chant populaire « *Issa Bolletin dolli Kapedan...* », « Issa Bolletin s'est montré le chef. » C'est un homme d'une cinquantaine d'années, élancé, de haute stature, avec des traits nettement découpés; il porte serrées dans sa ceinture, un nombre si grand de cartouches, qu'il semble que la défense du pays entier repose sur lui seul. Il est l'un des rares Albanais qui soit parvenu à imprimer aux siens une discipline de fer.

Sans doute, ces hommes sont peu accessibles aux idées nouvelles; ce sont des êtres frustes, aux mœurs rudes; leur esprit est inculte; ils sont restés foncièrement Albanais. Il suffisait cependant qu'ils se laissassent guider par les nationalistes pour que leurs indomptables montagnards fussent entraînés dans une action commune à l'ensemble du pays.

Dans les régions catholiques de la Guègarie, il existe d'autres détenteurs de prestige. Toute une organisation ecclésiastique hiérarchisée: les archevêques de Scutari, d'Uskub, de Durazzo; les évêques de Nenshati, Alessio, Pulatti, l'abbé mitré d'Orosch, les curés et les moines éparpillés dans les bourgades, les plaines ou parmi les sommets les plus abrupts, encadrent les populations. Ils exercent sur elles, une autorité morale sans rivale. S'en sont-ils servis pour répandre parmi elles la civilisation occidentale? se sont-ils faits les agents de leur émancipation intellectuelle? Ils étaient en mesure, semble-t-il, d'accomplir une tâche semblable. La plupart, autrefois, étaient originaires d'Italie ou des côtes dalmates; la péninsule est à quelques heures de navigation du pays albanais; à présent, le clergé se recrute de plus en plus parmi les indigènes; il est cependant resté essentiellement de culture italienne; l'italien est la langue véhiculaire de l'enseignement au séminaire des jésuites comme au collège des franciscains, à Scutari; il est le truchement auquel, aujourd'hui encore, les prêtres recourent entre eux, à tout instant, pour exprimer des notions qui se rendent malaisément en albanais; pour les faire comprendre à leurs fidèles, ils ont introduit

dans leur langue même, un nombre considérable de mots italiens qu'ils soumettaient à la phonétique skjipe. J'ajoute enfin que, jouissant sous la domination turque d'un régime de faveur grâce au protectorat autrichien, ils pouvaient plus aisément se faire les agents du progrès. Si l'on considère l'ensemble de ces circonstances favorables, il est permis de dire que leur action ne fut pas ce qu'elle aurait pu être. Sans doute, on leur doit les premiers monuments écrits en langue albanaise; mais ce ne sont que quelques opuscules destinés au prosélytisme religieux, quelques lexiques ou grammaires, imprimés à Rome par la Congrégation de la Propagande de la Foi. Leur influence au point de vue national apparaît peu considérable quand on la compare à celle qu'exerça, dans des conditions beaucoup moins propices, le clergé orthodoxe grec. Si elle ne fut guère systématique ni personnelle, encore aboutit-elle à répandre parmi les habitants de Scutari la connaissance de la lecture albanaise; elle leur rendit accessibles les publications envoyées par les intellectuels de l'étranger; elle permit, indirectement peut-être, l'existence, sous le régime hamidien même, d'une société littéraire dont l'action fut réelle; et l'on ne peut oublier non plus que des chefs nationalistes tels que Faïk bey Konitza en reçurent les premiers éléments de leur instruction.

Bien que subissant profondément l'empreinte de la culture italienne, bien que subsidié par la monarchie austro-hongroise et dépendant d'elle, il est permis de dire néanmoins, d'une façon générale, que ce clergé a gardé un sentiment albanais intact. Les mots italiens qui viennent spontanément à ses lèvres, l'attachement reconnaissant qu'il témoigne au vieil empereur François-Joseph, dont le portrait occupe la place d'honneur dans toutes les cures et les évêchés, ne l'empêchent pas de se sentir avant tout skjipetar. Il compte dans son sein plus d'un ardent patriote. J'ai évoqué précédemment les personnalités de Mgr Bumci et de Mgr Doczi. Il conviendrait de citer aussi don Andrea di Miedia, le modeste curé de Kukli. Dans le cercle étroit de sa paroisse, il s'efforce de répandre l'enseignement et le bien-être; il essaie d'introduire parmi les paysans zadrimiotes un outillage agricole perfectionné; bien que, quand je le visitai durant l'été 1913, le presbytère eût ses murailles éventrées par les obus de la dernière guerre, il était encore possible de reconnaître comment

il s'appliquait, avec de maigres ressources, à offrir autour de lui, l'exemple d'une habitation et d'une exploitation modèles. Il importe également de ne pas passer sous silence le nom du Père Fishta, franciscain, directeur des écoles catholiques de Scutari. C'est une énergique figure de prêtre, aux cheveux noirs, aux fortes moustaches; c'est un poète et un philologue dont le prestige a dépassé les régions catholiques; c'est un patriote auquel l'autonomie et l'émancipation intellectuelles de son pays apparaissent comme les premières tâches à accomplir. Enfin il est une dernière personnalité que je veux citer, dont le relief est plus accentué encore : don Nikola Katschori. Il s'est de tout temps consacré à la cause albanaise et il y a pris une part prépondérente; intelligent et d'un esprit cultivé, il a fait ses études chez les jésuites de Scutari; il a une confiance sans bornes dans l'avenir de son pays et il est permis de se demander s'il n'y est pas plus attaché qu'à l'Eglise à laquelle il appartient.

Il apparaît, en résumé, que les idées nationalistes dussent trouver des moyens de pénétration et de diffusion particulièrement propices dans les régions catholiques; beaucoup de prêtres constituaient pour elle des supports et des intermédiaires précieux; quelques personnalités marquantes tel Mgr Doczi qui, dans sa jeunesse, n'hésita pas à abandonner momentanément la robe ecclésiastique pour combattre les Turcs par lesquels il fut exilé; tel aussi don Katschori qui joua un rôle militant dans l'opposition à la Jeune Turquie, et dont un emprisonnement consacra également l'abnégation patriotique, apportaient aux aspirations de l'élite intellectuelle, l'appui de leur prestige et de leur popularité.

Cependant, des circonstances favorables, en menaçant des intérêts collectifs allaient provoquer des réactions uniformes dans la masse de la population. Les dirigeants du mouvement nationaliste devaient en tirer profit pour agir plus directement sur celle-ci et pour l'orienter davantage dans le sens de leur doctrine.

A l'étranger, ils avaient été maintes fois en rapport avec les Jeunes-Turcs; les plus clairvoyants observaient à leur égard une attitude de grande réserve sinon de méfiance et d'hostilité; c'est que le mouvement d'où était issu le comité Union et Progrès, s'il avait des origines semblables aux leurs, poursuivait cependant une fin antagoniste. A

côté des libertés constitutionnelles, plus puissant qu'elles peut-être, ils cultivaient un idéal ottoman ; ils rêvaient l'unification de la patrie turque, la fusion de tous ses éléments allogènes ; de semblables aspirations impliquaient l'assimilation des nationalités particulières telles que celle dont rêvaient les intellectuels Albanais.

En Albanie, cependant, beaucoup éprouvaient pour leurs idées plus de sympathie. Il n'en voyaient que l'apparence extérieure, sans en prévoir les conséquences. Certains, tel Basri bey, furent séduits par leur idéal de liberté, d'égalité et de fraternité. Ils croyaient que toutes les entraves qui mettaient obstacle au développement de leur pays, allaient disparaître, qu'ils pourraient en toute indépendance cultiver leur langue et travailler au développement de leur nationalité. Ceux-là, au début se rallièrent avec enthousiasme au nouveau régime. Quant à la masse de la population, elle entrevoyait vaguement un retour aux formes traditionnelles du gouvernement. Les montagnards guègues, réunis au nombre de 10,000 à Ferizonitch, en exigeant la proclamation de la constitution, provoquèrent la chute d'Abdul Hamid.

Les illusions que la révolution avait fait naître en Albanie furent promptes à se dissiper. Dès le début, les Jeunes-Turcs montrèrent leurs dispositions hostiles à l'égard du mouvement albanais; ils tâchèrent d'imposer à ses dirigeants le choix de l'alphabet arabe; il leur parut intolérable de voir les habitants des *highlands*, en dépit des apparences, continuer à mener une existence, en fait, indépendante, à porter librement les armes, à n'avoir aucun respect des lois générales et de la juridiction des tribunaux, à s'administrer conformément à leurs coutumes traditionnelles, à s'exonérer de l'impôt et du service militaire. S'inspirant de leur politique de centralisation et d'unification, ils exigèrent le désarmement général, le paiement régulier de la dîme, l'accomplissement du service militaire; ils prétendirent enlever aux beys les pouvoirs qu'ils avaient conservés. Cette politique était de nature à leur aliéner sans recours les sympathies des nationalistes et de la masse de la population; elle rapprochait celle-ci de ceux-là; aucune ne pouvait être plus impopulaire; elle évoquait le souvenir odieux du Tanzimat dont elle semblait se faire la continuatrice.

Les chefs, dont le prestige est grand, se rebellèrent parce que le

gouvernement leur arrachait leur pouvoir traditionnel; ils n'eurent point de peine à entraîner avec eux leurs rudes montagnards que l'on soumettait à l'impôt et à la conscription, auxquels on enlevait leur fusil, objet qui leur est aussi précieux que la vie et auquel est lié toute leur conception de l'honneur. Aussi, le nouveau régime est-il marqué par des insurrections qui se renouvellent à chaque printemps, durent tout l'été, s'interrompent à la mauvaise saison pour recommencer de plus belle après l'hiver. Elles s'étendent principalement dans le nord du pays, tout en ayant leur échos dans le sud.

A certains égards, ces mouvements paraissent semblables à ceux que souleva le Tanzimat; ce sont des réactions populaires contre des mesures vexatoires du pouvoir central. Ce caractère apparaît bien dans une conversation que M. G.-L. Jaray avait, en 1909, avec des membres de la tribu de Kuksa dans le pays Liumiote. Comme il s'informait de leur sentiment à l'égard de la Constitution, ils lui disaient : « Nous voulons le *Scheriat* comme autrefois ».

« Je leur demande, raconte M. Jaray, s'ils regrettent le sultan Hamid; sans répondre directement, ils disent: Nous étions autrefois tranquilles; nous ne demandions ni ne donnions rien; aujourd'hui, il n'en est plus de même; on commence à nous adresser des réclamations; les Ilasi se sont mis en guerre ce printemps à cause de cela; nous n'avons pas voulu les suivre, parce qu'on ne nous avait encore rien demandé, et que nous pensions que rien ne serait changé; nous voyons aujourd'hui notre erreur; mais nous avons toujours été libres, et nous voulons le rester (1). »

L'état d'esprit des montagnards les plus reculés ressort avec relief de cette réponse. Ils apparaissent isolés au milieu de leur pays escarpé, sans contact avec l'extérieur, en rapport seulement avec leurs voisins; ils n'ont aucun souci de l'intérêt général; ils ont à peine l'air de se douter que quelque chose existe en dehors d'eux; ils demandent seulement qu'on les laisse tranquilles, libres comme ils l'ont toujours été; leurs voisins peuvent partir en guerre, il ne leur chaut; tant qu'on ne leur demandera rien, ils ne bougeront pas; il faut qu'une provocation extérieure vienne les atteindre directement pour qu'ils soient entraînés à réagir uniformément avec les autres.

(1) G.-L. Jaray, *L'Albanie inconnue*, pp. 99-100.

Cependant, les insurrections ne gardent pas leur caractère spontané; elles ne restent pas isolées et locales, indépendantes de la généralité. Les chefs du mouvement nationaliste marquent leur emprise sur elles; c'est ici que leur action devient plus directe et pénètre plus profondément. Dès 1908, ils constituent un comité secret à Constantinople, qui se fixe un programme : la réunion en une seule province albanaise des différentes régions, appartenant aux vilayets de Kossovo, Monastir Janina et Scutari, qui sont peuplées d'Albanais; dans cette province, la désignation exclusive de fonctionnaires albanais; la création d'écoles albanaises; l'accomplissement du service militaire à l'intérieur de ce territoire; le produit de ses impôts consacré à ses propres besoins; la reconnaissance de la nationalité albanaise dans les passe-ports et l'état civil des habitants. Ce sont là, davantage précisées, les principales revendications que soutenait déjà la Ligue, au sujet de l'intégrité de l'Albanie et de l'autonomie de son administration.

Les dirigeants du comité font de l'étranger une active propagande pour la diffusion de ces idées qui, s'accordant avec le sentiment populaire, trouvaient dans le pays un accueil sympathique. Un certain nombre d'entre-eux, tels Abdi bey Toptani, Ekrem bey Vlora, don Katschori, Namik bey Delvino, se tenaient en rapports avec les insurgés. Directement ou bien par l'intermédiaire des chefs, ils s'efforçaient d'amplifier la portée du mouvement; de substituer aux causes locales et particulières qui l'avaient fait naître, l'intérêt de la généralité et le dévouement patriotique; d'uniformiser et de coordonner les manifestations par lesquelles il s'exprimait. Peut-être Risa bey Djakova n'avait-il encore d'autre souci que celui de ne point livrer ses armes ni se laisser dépouiller de son autorité de bey; mais Issa Bolletin, le vaillant capitaine, se rendait compte déjà que l'enjeu de la lutte était plus élevé; tandis que Beiram Sur et Hassan bey Prichtina étaient, dans les rangs de la révolte, les représentants même du comité secret.

Profitant de circonstances favorables, les nationalistes parvenaient ainsi à faire concorder des aspirations dont la portée échappait entièrement à la masse, avec les manifestations spontanées de celle-ci; tandis qu'elle songeait uniquement à obtenir qu'on la laissât en paix comme par le passé tandis qu'à l'assemblée de Kossovo les

Mirdites catholiques réclamaient avec autant d'énergie que les musulmans, le Scheriat islamique, qui dans leur esprit représentait la tradition, eux poursuivaient l'autonomie effective de la patrie, son émancipation complète, sa prospérité et sa grandeur dans l'avenir. Et ils présentaient l'insurrection populaire comme un effort accompli vers le but qu'ils avaient conçu.

Dès le printemps 1909, les Albanais de la Vieille Serbie, inquiets des desseins du gouvernement, de les désarmer, commencent à s'agiter. Djavid Pacha dirige une expédition contre eux. Il parcourt la plaine de Djakova, détruit les koulés qu'il rencontre sur sa route, exécute quelques beys, s'empare de nombreux fusils. Les habitants de ces régions, ayant à leur tête leurs chefs traditionnels, se rassemblent à deux reprises à Ferizovitch, au débouché du défilé de Katchanik, endroit favori de réunion; ils sont dispersés par la force. Durant l'été, un congrès se tient à Dibra, sous l'inspiration et le patronage du gouvernement; sa portée paraît avoir été faussée par la pression officielle; on lui fait exprimer des vœux en faveur du paiement de la dîme, de l'accomplissement du service militaire, du choix de caractères arabes plutôt que latins pour l'écriture. Cette manœuvre provoque, par opposition, la réunion du congrès purement albanais d'Elbassan.

Au printemps 1910, un soulèvement général éclate; il semble plus sérieusement préparé que le précédent; Issa Bolletin, le héros populaire, est à sa tête; il groupe les catholiques à côté des musulmans; Chevket Tourgout Pacha le réprime. Pendant l'hiver, de nombreux montagnards des environs de Scutari passent au Monténégro, s'arment, et repassent la frontière au printemps 1911. Au commencement de l'été les Mirdites se joignent à eux; Chevket Tourgout Pacha les combat; mais, se rendant compte de la gravité du mouvement, le gouvernement s'efforce d'opérer la pacification; sur l'inspiration d'Ismaïl Kemal bey Vlora, devenu député de Vallona et chef de l'opposition au gouvernement jeune-turc, au sein du parlement, les chefs se réunissent à Gertché et à Ferizovitch; ils rédigent leurs doléances; un accord est conclu le 2 août 1911 : les Albanais n'accompliront le service militaire que dans le vilayet de Scutari et à Constantinople, l'administration locale sera albanaise; les bajraktars seront reconnus comme détenteurs de l'autorité; l'impôt sera levé à titre provisoire pendant une certaine période; le port des armes

restera autorisé sauf dans les villes et les bazars; l'albanais sera reconnu comme langue de l'enseignement; des écoles publiques seront créées dans un certain nombre de districts; le gouvernement entreprendra la construction de routes dans le pays.

Mais, en 1912, une nouvelle révolte éclate; les insurgés, commandés par Issa Bolletin, Beïram Sur, Idris Sefer, Ali Risa, occupent Uskub dans le courant d'août et mettent le gouvernement en péril. Un accord est conclu le 24 du même mois; il stipule : une organisation judiciaire spéciale pour les régions où les lois ne sont pas actuellement en vigueur; l'accomplissement du service militaire, en temps de paix, en Roumélie; la connaissance obligatoire, de la langue et des coutumes du pays, pour les employés; la création d'écoles suivant un programme établi; l'autorisation d'ouvrir des établissements privés d'enseignement; l'emploi de la langue maternelle dans les écoles primaires et secondaires; la création de routes et de chemins de fer; l'organisation des municipalités; la protection des usages musulmans, une amnistie générale pour tous ceux qui ont pris part au dernier soulèvement; des indemnités pour les maisons détruites.

La plupart des points de cette entente trahissent l'inspiration ou l'intervention de l'élite intellectuelle; les montagnards frustes, livrés à eux-mêmes, eussent posé des conditions fort différentes; celles-ci reproduisent, dans une large mesure, les articles principaux du programme nationaliste. Néanmoins, la paix qui vient d'être signée est précaire; elle apparaît, aux yeux des chefs, comme une simple trêve.

6. — L'intervention des événements extérieurs : le moment de l'indépendance.

La guerre balkanique et la déchéance de la Turquie prennent les nationalistes au dépourvu. — Sureya bey Vlora suscite les premières mesures d'organisation. — L'arrivée d'Ismaïl Kemal bey Vlora et des patriotes. — La proclamation de l'indépendance. — Composition et portée du premier gouvernement provisoire. — La politique personnelle d'Ismaïl Kemal bey écarte l'élite nationaliste de la direction des affaires. — La rivalité d'Essad pacha Toptani. — La Guégarie reste en dehors de l'action du gouvernement provisoire; influence du prince Bib Doda.

Personne ne songeait à la possibilité d'une indépendance prochaine. Sans doute, en 1901, Ismaïl Kemal bey disait déjà : « Nous

travaillerons désormais de telle sorte que si un jour, par la faute des Turcs, mais non par la nôtre, l'Empire ottoman s'écroule, l'Albanie ne soit pas entraînée dans cette chute, et que — ne souhaitant rien mais nous attendant à tout, prévoyants et avisés, — nous ne soyons pas surpris par des événements, mais fortifiés par le sentiment de notre droit à une existence nationale, nous puissions continuer à vivre en tant que nation. » Malgré la ligne de conduite qu'il traçait dans ces termes, avec un sens prophétique, au moment où la guerre balkanique éclate et où les événements se précipitent, l'élite n'est pas prête, l'organisation qu'elle a créée est encore insuffisante, la population n'est pas assez pénétrée par sa propagande.

Le pays n'a aucune orientation quant à l'attitude qu'il doit prendre; il n'est pas dirigé; il lui manque une impulsion unique et vigoureuse qui s'impose à lui. Les habitants ne répondent qu'à contre-cœur à l'appel sous les armes que leur adresse le gouvernement; ils partent avec le dessein arrêté de se libérer à la première occasion; la politique du comité Union et Progrès a achevé de les désaffectionner; la plupart sont persuadés que les ennemis sont avant tout les Turcs; ils ne voient pas que l'intérêt de ceux-ci correspond, dans la conjecture présente, avec le leur et que la sauvegarde de leur pays commande de résister aux envahisseurs quels qu'ils soient. Aussi les armées victorieuses des alliés ne rencontrent-elles qu'une résistance partielle; si dans tel village on lutte avec une énergie indomptable, dans tel autre on se montre passif et indifférent; il n'existe aucune entente ni aucune action solidaire.

A Vallona, Sureya bey Vlora est à peu près seul à faire face aux événements. Sa tâche est grosse de difficultés. C'est à lui d'inspirer au pays les premières manifestations de son indépendance; de lui faire prendre les mesures urgentes d'organisation; de l'entraîner dans un mouvement rapide et unanime. Il faut qu'il s'affirme comme chef que l'on écoute et que l'on suit. Or, depuis quatorze années, c'est à peine s'il a séjourne en Albanie; il a perdu contact avec ses compatriotes, il n'en a plus le sentiment. Depuis que les Jeunes Turcs ont introduit le régime parlementaire, il s'oppose sur le terrain politique à son cousin Ismaïl Kemal bey; sa popularité est loin d'atteindre celle de son adversaire. Quand celui-ci est rentré à Vallona, après la révolution, il a été accueilli avec des transports d'enthou-

siasme; il a passé pour le héros et le martyr de la cause de la liberté, qui s'était fait exiler pour elle et avait consacré toute sa vie à son triomphe; de suite, au sein du Parlement, il avait organisé l'opposition contre le gouvernement et fondé le parti de l'entente libérale; son attitude avait même fait répandre le bruit qu'il était l'auteur de la contre-révolution de mars 1909.

Sureya bey, au contraire, était entouré d'envie; la puissance de sa famille inquiétait; à la différence d'Ismaïl Kemal, il possédait d'énormes domaines dans les environs de Vallona; il avait un fils, Ekrem bey, doué de grands talents, auquel l'autorité de son père pouvait se transmettre un jour et qui pouvait assurer à sa lignée une véritable hégémonie. Enfin, frère de Ferid pacha, le grand vizir d'Abdul Hamid, Sureya bey passait à la fois pour le représentant de l'ancienne noblesse féodale et de l'ancien régime; il avait accepté du gouvernement une candidature officielle et triomphé de son adversaire, grâce à cette compromission. Aussi, plein de rancune contre lui, le parti opposé s'efforçait-il d'enrayer son action et jetait-il la méfiance sur son attitude.

En dépit de ces difficultés, Sureya bey mande à toutes les villes importantes du pays d'envoyer leurs délégués à Vallona, afin de se concerter sur le salut commun. Il signe la convocation en même temps que quelques notables choisis parmi ses adversaires. La proposition est accueillie avec enthousiasme dans la plupart des villes, surtout dans le nord.

Cependant de sérieuses divergences se font jour à Vallona; d'interminables discussions ne parviennent pas à fixer la date de la réunion ni la portée qu'il convient de donner à celle-ci. Sureya bey, pour se soustraire à ces controverses déprimantes, part pour Durazzo et Tirana; il s'y rencontre avec Abdi et Murad bey Toptani, avec don Nikola Katschari, et examine avec eux la possibilité de tenir l'assemblée des délégués dans le nord. Il gagne ensuite Scutari afin de s'entendre avec les dirigeants des Albanais catholiques; il y est bloqué pendant deux semaines par le siège. Quand il peut enfin quitter la ville, il apprend qu'aucune décision encore n'est prise à Vallona. Découragé, rempli d'amertume, il renonce à la tâche qu'il s'était assignée; au lieu de retourner dans sa ville, il part pour Constantinople.

Son fils Ekrem bey reste seul de son parti; l'autorité lui manque pour prendre la direction des événements; il a 27 ans; dans un pays marqué par l'influence orientale, les capacités et le talent ne suffisent pas à assurer le prestige ; il faut que s'y viennent ajouter les signes de l'expérience et de la sagesse : une barbe ou des cheveux blancs; des hommes d'âge considéreraient comme une honte de s'en remettre à de plus jeunes. D'autre part, Ekrem bey est un déraciné. Il a été élevé d'une façon tout à fait européenne; il a fait ses études à Vienne, au Theresianum ; il a grandi dans un milieu cultivé, loin de son pays. Ayant toujours vécu, sauf quelques rares voyages en Albanie, soit dans les grandes villes de l'Occident soit dans la haute société de Constantinople, s'étant accoutumé au luxe, à l'élégance, à l'oisiveté, il lui est difficile à présent de s'adapter à son pays, de se mettre au niveau de ses compatriotes arriérés et primitifs. Il ne possède pas ce sentiment spontané des choses albanaises, que seule une longue habitude fait acquérir et qui permet de saisir la portée de chaque mot, de chaque geste, de chaque attitude.

La guerre a surpris Ismaïl Kemal bey à Bucarest ; de là il s'est rendu à Vienne. Apprenant le départ de Sureya bey, il se voit désormais le maître de la situation ; il télégraphie à ses partisans l'annonce de son retour.

Cependant les armées alliées continuaient leur envahissement; sans direction, les populations restaient abandonnées à elles-mêmes. Ekrem bey s'efforce en vain de démontrer l'urgence d'une organisation couvrant tout le pays, la nécessité d'une résistance acharnée. Ses instances se brisent contre un irréductible fatalisme : si l'Albanie entre dans les vues de l'Europe, celle-ci assurera notre existence sans que nous nous en mêlions, lui répondait-on; dans le cas contraire, à quoi servirait tout ce que nous pourrions entreprendre ?

Les chefs des différentes parties du pays sont en route pour Vallona. Les arrivées se succèdent presque sans interruption. Un grand enthousiasme règne dans la ville. Coup sur coup débarquent Ismaïl Kemal bey, les députés du nord, un important contingent de patriotes de l'étranger, en particulier de Bucarest, Issa Bolletin, enfin, avec une troupe de ses braves guerriers.

« Le 28 novembre 1912, le lendemain du retour d'Ismaïl Kemal, raconte M^me^ von Godin qui résidait à ce moment dans le palais des

Vlora (1), on m'appelle dans le Selamlik. J'y trouve Hudée Effendi, l'un des agas le plus estimés de Vallona. « Nous savons, me dit-il, « qu'Ekrem bey possède un drapeau albanais; voulez-vous nous le « donner? il doit être arboré aujourd'hui; nous allons proclamer « l'indépendance. » Personne n'y avait encore songé. C'était un drapeau qu'Ekrem bey — parti en ce moment prendre la tête de la résistance contre l'envahissement du sud par les Grecs — possédait depuis huit ans; il l'emportait dans ses voyages à travers l'Albanie, à une époque où le fait de parler l'Albanais était déjà une cause suffisante d'arrestation et de bannissement. »

Le même jour, les couleurs nationales sont hissées à la porte d'entrée de l'habitation de Gemil bey Vlora; aux fenêtres se trouvent Ismaïl Kemal bey et tous les députés arrivés avec lui : Abdi et Murad bey Toptani, Sali Effendi Gjuka, Midhat bey Fracheri, don Nikola Katschori, Risa bey Djakova et bien d'autres. Dans le jardin, une foule enthousiaste, où les Guègues sont mêlés aux Tosques, entonne le chant patriotique *Per memedhen* (pour la patrie). Ismaïl Kemal bey, Murad bey Toptani, Don Katschori prononcent des allocutions et tous jurent de mourir plutôt que de laisser les Serbes on les Grecs s'emparer du pays.

Dès lors, Ismaïl Kemal bey prend la direction absolue des affaires; personne ne l'égale, parmi les nationalistes réunis à Vallona, en expérience, en autorité, en prestige : il est le chef incontesté. En quelques jours, il constitue un gouvernement provisoire, en attendant que l'Europe ait fait connaître ses volontés; il prend la présidence du ministère et s'attribue le portefeuille des affaires étrangères.

Ce gouvernement a son siège dans une maison blanche d'apparence modeste, située au bord du golfe, à quelque distance de la petite agglomération. J'eus l'honneur d'y être reçu par le président du conseil lui-même, dans le courant de l'été 1913. Un factionnaire

(1) J'ai fait, dans ce chapitre plusieurs emprunts au petit livre substantiel de Mme von Godin, *Aus dem neuen Albanien*. Amie de Mme Zenel Vlora, la femme d'Ekrem bey, l'auteur assista à tous les événements qui précédèrent et suivirent la proclamation de l'indépendance. Hôte de la puissante famille des Vlora, elle y fut en quelque sorte directement mêlée. Sans doute, son livre a une portée quelque peu apologétique à l'égard d'Ekrem bey, ce léger parti-pris n'enlève cependant rien à de réelles qualités d'observation et de perspicacité.

gardait l'entrée; les couloirs étroits étaient encombrés de monde; dans une antichambre quelques fonctionnaires attendaient une audience, c'étaient des ingénieurs, des juristes, des hommes d'affaires, ayant acquis à l'étranger, une solide expérience professionnelle et une réelle culture; les récents événements les avaient rappelés dans leur pays; ils étaient venus lui offrir leurs services; à chaque bateau, il en débarquait de nouveau. A l'étage où l'on me conduisit, je trouvai sur le palier quelques hommes réunis, sans appareil, autour d'une table; ils étaient vêtus avec simplicité de costumes européens; la plupart étaient coiffés du fez. L'un d'eux, un vieillard aux petits yeux vifs et perçants, à la figure régulière, encadrée d'une barbe blanche frisée, se leva et m'introduisit dans un salon. C'était S. E. Ismaïl Kemal bey.

Peu de physionomie donne autant que la sienne l'impression d'un politique habile, souple et rusé. Ses manières sont douces et affables; sa parole prudente; ses traits sont fins; un imperceptible sourire effleure la bouche; mais le regard, sous les paupières mi-closes, pétille de malice, vrille l'interlocuteur. Il possède un sens extrêmement avisé des affaires, une profonde diplomatie, un grand opportunisme. Sans doute, il ne manque pas de courage et de caractère; mais il a appris, sous l'ancien régime turc, l'art de tourner les difficultés qui hérissent le chemin de l'homme d'Etat, celui de faire servir les circonstances et les hommes pour des fins personnelles; il a le don de l'intrigue. On le quitte avec une réelle admiration et une légère inquiétude.

Dès son arrivée au pouvoir, il a inauguré, en Albanie, une politique personnelle. Il a choisi lui-même ses collaborateurs; ce sont, pour la plupart, des personnalités effacées, ses fidèles, d'aucuns disent ses créatures. Le ministre de l'intérieur, Mufid bey Libohova, est de longue date en rapports étroits avec lui; il lui est entièrement dévoué; ils ont représenté la même opinion au sein du Parlement turc; c'est, à tous égards, un homme instruit; il parle et écrit couramment le turc, le grec, le français; son activité s'était jusque-là surtout exercée en Turquie; de là lui vient sans doute son opportunisme qui ne manquerait pas de choquer un esprit européen. Il ne verrait, au gré de M^me^ Godin, aucun empêchement à défendre avec la même énergie l'indissolubilité des liens du mariage sous un prince catholique, la

polygamie sous un souverain musulman. Abdi bey Toptani est un fervent patriote; il lui manque malheureusement, suivant son propre aveu, toute compétence spéciale pour le portefeuille des finances qui lui a été confié; il s'est sacrifié à défaut d'un meilleur titulaire; en attendant, il se consacre de tous ses efforts à sa tâche. Gurrakuqji, le ministre de l'instruction publique, a étudié les sciences naturelles à Florence; il a résidé plusieurs années en Europe, s'intéressant aux questions albanaises; il fut le secrétaire d'Ismaïl Kemal; cette circonstance explique suffisamment sa désignation. Le garde des sceaux, Poga, est un honnête avocat d'Argyrocastro. Pandelitschali, qui s'est vu attribuer l'agriculture et le commerce, appartient à une famille bourgeoise de Koritza; en dehors de son commerce, il faisait, avant d'entrer dans la vie publique, un peu de politique de café; il avait pris part aux insurrections qui, dans le Sud, sous le nouveau régime, faisaient écho à celles du Nord. Le ministre des voies de communication appartient à une famille célèbre de patriotes: c'est Midhat bey Fracheri, fils d'Abdul, le chef de la Ligue; il a fait de solides études et s'est, de tout temps, consacré au mouvement nationaliste. Le ministre des postes et télégraphes, Lef Nosi, est l'associé d'une importante maison de commerce d'Elbassan; il s'est signalé à l'attention de ses compatriotes en organisant une école normale dans sa ville, après la proclamation de la constitution; son établissement fut fermé par le gouvernement, lui-même banni à Brousse; il revint en Albanie durant l'été 1912. Mehmet pacha Dralla se vit confier le portefeuille de la guerre; il appartient à une famille noble de Kalkandelen; il s'y signala, dans sa jeunesse, comme le type du seigneur féodal turbulent; désigné comme commandant de gendarmerie, il résida longtemps en cette qualité à Monastir, ainsi que dans d'autres provinces; il montra dans ses fonctions une grande dureté et une complète malveillance à l'égard du mouvement albanais. Nommé général de division, sans avoir subi aucune préparation militaire, il commandait, à Kumanovo, l'une des ailes de l'armée turque; il y combattit avec une grande bravoure et fut mis complètement en déroute. Il était, à Vallona, lors de la constitution du gouvernement provisoire, le seul officier supérieur; il se découvrit, au moment opportun, des sentiments albanais. Enfin, il reste à citer don Katschori, l'une des plus belles figures de ce ministère, dont il avait la vice-présidence.

Chef le plus réputé du mouvement nationaliste, parmi les catholiques, il participa d'une façon directe au soulèvement de Kossovo, en 1910; emprisonné à Durazzo, il fut grâcié lors du voyage pacificateur du Sultan à Monastir; il reprit aussitôt, avec plus d'ardeur que jamais, sa propagande patriotique. Il se caractérise par l'inaltérable optimisme avec lequel il répand la confiance autour de lui. Les Albanais sont, à son gré, le peuple le mieux doué, le plus noble, le plus capable d'accomplir de grandes choses; seul le gouvernement turc est cause de sa déchéance; redevenu libre, il atteindra au bout de peu temps au plus haut degré de développement. Ainsi constitué, le premier ministère albanais se composait de cinq musulmans, trois orthodoxes et deux catholiques, proportion sensiblement exacte des différentes confessions représentées dans le pays.

Le gouvernement provisoire était essentiellement une manifestation vis-à-vis de l'Europe; ses membres eux-mêmes ne se prenaient pas tous au sérieux; souvent ils plaisantaient à propos de leurs fonctions; ils avaient parfois l'impression de jouer une comédie. Toute l'autorité était en fait entre les mains d'Ismaïl Kemal. Sans doute, il y eut une assemblée nationale; elle siégea deux semaines environ; elle réunit des délégués de presque toutes les villes; mais elle n'eut guère de portée. Elle réunissait cependant des hommes réellement instruits et doués de qualités politiques; malheureusement, la formation très différente des esprits, la grande variété qui en résultait dans les conceptions mettaient obstacle à un travail collectif sérieux; ces divergences se retrouvent, sans aucun doute, dans tous les parlements; mais tandis que, dans les pays d'ancienne civilisation, l'ignorant se tait devant l'intellectuel et suit l'inspiration qu'il en reçoit, il est, en Albanie, insensible à son prestige, il échappe à son autorité, il se tient pour son égal; si bien que l'homme cultivé, accablé sous un fatras de paroles vaines, loin de jouer un rôle directeur, se retire découragé et renonce même à faire connaître son avis.

Sur la proposition d'Ismaïl Kemal bey, un conseil fut choisi dans le sein de l'assemblée; placé à côté du ministère, il devait avoir pour mission de l'éclairer. Il fut composé de dix-huit membres; le mufti de Dibra en eut la présidence; Ekrem bey Vlora, la vice-présidence.

Le chef du gouvernement le réunit pour la première fois en février; le moment était venu de lever l'impôt sur le bétail; il sollicita son

avis. Un incident violent surgit à l'une des premières séances; il révèle, non sans relief, les aspérités dont le caractère albanais ne s'est pas encore dépouillé au moment où il s'essaie à la discipline de la vie publique. Sans motif, Aïdin bey Draga et Zenel bey Peja d'Ipek faillirent en venir aux mains dans la salle des délibérations. On les avait séparés, quand survint à l'improviste Risa bey Djakova, le beau-frère de Zenel bey; mis au courant de ce qui venait de se passer, il réclame son mauser et veut se jeter sur Aïdin bey. Zenel bey lui-même parvint cependant à l'apaiser; il n'y eut pas de coups de feu. Le conflit d'ailleurs était resté incompréhensible pour tous les assistants; quelque vieille rivalité de clan l'avait provoqué; il s'était déroulé dans l'espace de quelques minutes et, suivant l'usage albanais, sans que personne eût élevé la voix; Risa bey n'avait pas proféré une seule parole.

Les attributions du conseil ne furent pas fixées; aussi, quoique sa création fût en principe excellente, n'eut-il guère de portée. Ismaïl Kemal bey continuait à conduire seul les destinées du jeune État. Sa pensée restait pour tous impénétrable; sa politique était secrète; personne ne connaissait ses intentions, ni ses projets. Aussi son attitude eut-elle pour résultat d'écarter peu à peu les hommes intelligents et instruits; ceux-ci étaient impatients, cependant, de se consacrer entièrement à leur patrie; mais, voyant leur bonne volonté méconnue, ils se découragèrent et se tinrent à l'écart; la force qu'ils représentaient pour le développement de l'Albanie fut perdue. Le chef du gouvernement perdit ainsi ses meilleurs collaborateurs; le secrétariat d'État au ministère de l'intérieur passa à différents titulaires, aucun ne voulant assumer la responsabilité d'actes auxquels il ne participait pas. Bientôt, Ismaïl Kemal bey ne se vit plus entouré que de personnalités de second ordre qu'il dominait entièrement et de créatures qui lui étaient aveuglément dévouées.

Cependant, sa popularité diminuait; un sourd mécontentement régnait parmi les nationalistes; on accusait le président du conseil de ne songer qu'à ses propres intérêts; quand il fallut désigner des délégués pour se rendre à la Conférence de Londres, son choix se porta sur des Albanais de peu de talent et d'un patriotisme douteux, si bien que leur mission semblait condamnée d'avance à un échec; on fit remarquer qu'il préférait voir les intérêts albanais abandonnés

entre des mains incapables plutôt que de les confier à des hommes pouvant porter ombrage à son autorité; son attitude équivoque à l'égard des soldats qui désertaient à Janina, devant les Grecs, acheva de le déconsidérer dans beaucoup d'esprits. Dès janvier 1913, il s'était aliéné la sympathie et la confiance des représentants les plus éminents de l'élite intellectuelle, même de ceux qui, par patriotisme et désintéressement, étaient portés à l'indulgence.

Or, au moment où pâlit le prestige d'Ismaïl Kemal, une personnalité remuante apparaît au premier plan sur la scène politique: Essad pacha, après s'être couvert de gloire aux yeux de ses compatriotes dans la défense de Scutari, vient prendre sa part dans la direction du pays; son influence s'oppose à celle du premier ministre.

Il appartient à la puissante famille des Toptani, l'une des plus considérables de l'Albanie, à laquelle la Turquie avait confié le gouvernement héréditaire de Tirana; sa parenté offre encore l'exemple de cette noblesse féodale qu'entoure une nombreuse clientèle prête à se mobiliser et à combattre pour ses intérêts particuliers. Lui-même est un officier supérieur de l'ancien régime; il a été promu général sans aucune préparation militaire, sur le simple désir exprimé par Abdul Hamid. Les mœurs turques l'ont marqué d'une profonde empreinte; elles lui ont inculqué son opportunisme sans frein, son goût de l'intrigue, son absence de scrupule dans le choix des moyens; sans doute, a-t-il gardé, parmi les qualités indigènes, l'énergie, la ténacité, la résolution dans l'action. Avant la proclamation de l'indépendance, ses compatriotes et, parmi eux surtout les nationalistes, le tenaient en médiocre estime; ils le considéraient comme complètement rallié à la Turquie; sa fermeté et sa valeur pendant le siège de Scutari l'ont, dans une certaine mesure, réhabilité à leurs yeux. De son côté, l'indépendance de son pays lui a fait entrevoir la place éminente qu'il pouvait y occuper et, en allumant son ambition, lui a révélé au moment opportun le prestige du nom albanais et la flamme du patriotisme qu'il avait jusque-là ignorés. Son influence s'appuya surtout sur l'autorité que possède sa famille dans la région de Durazzo et de Tirana, et sur l'élément musulman de la population; elle lui donna accès au ministère; il y contrebalança de plus en plus le prestige d'Ismaïl Kemal à son déclin; à sa poli-

tique personnelle, il opposa la sienne, justifiée par les mêmes déclarations patriotiques, inspirée en fait par les mêmes intérêts particuliers. Il finit par l'emporter.

Cependant qu'au milieu des intrigues il aspirait au faîte du pouvoir, dans le nord, Bib Doda, prince des Mirdites, était travaillé par des désirs semblables. La Guégarie, en fait, restait en dehors de l'influence du gouvernement de Vallona; elle ignorait son activité; elle n'y prêtait peu d'attention; pour elle aussi, ce ministère, cette administration naissante étaient sans portée; c'était une comédie; l'Europe seule devait décider souverainement du sort de l'Albanie. Elle montrait une tendance à l'autonomie. La difficulté des communications, leur lenteur suffiraient à elles seules à l'expliquer. Au moment où les délégués du nord, se rendant à Vallona pour constituer le gouvernement provisoire, traversaient le pays de Liuma, les habitants leur demandaient s'il était vrai que le Sultan était en guerre; à quelques heures de là, Prizren était déjà aux mains des Serbes. La constitution particulière du pays lui donne, d'autre part, une allure propre.

Les populations catholiques étaient travaillées par un élément particulièrement actif. Par sentiment spontané ou par intérêt religieux, le clergé avait accueilli avec joie la proclamation de l'indépendance. C'en était donc fini de la longue sujétion au Turc, à l'Infidèle ! Les événements apparaissaient à beaucoup comme une revanche, comme une victoire de la Croix sur le Croissant; après avoir été opprimé et décimé, le catholicisme allait sans doute, reprendre son œuvre d'évangélisation et se répandre sur l'Albanie.

C'est dans cet élément clérical que le prince Bib Doda, fervent catholique, trouve son plus précieux appui. J'ai évoqué précédemment sa personne et sa vie. Il n'est pas sans présenter quelques traits communs avec Essad pacha. Comme lui, général de l'ancien régime, il a été soumis à une profonde influence de la Turquie. Enlevé tout jeune à son pays, il a été élevé à Constantinople, il y a fait ses études; il a passé ensuite la plus grande partie de sa vie en exil, en Asie Mineure. Sans doute, il convient d'accorder plus de confiance à ses sentiments patriotiques; quoique ayant subi l'empreinte de la vie orientale, il déteste les Turcs pour avoir souffert par eux. A l'époque de la Ligue, il a combattu pour la cause

nationale, à la tête de ses fidèles Mirdites. Il en est adoré ; il fonde sur eux toute son autorité, de même qu'Essad pacha trouve son plus solide soutien dans la clientèle de sa famille ; comme lui encore, Bib Doda fait servir le sentiment religieux au succès de son ambition personnelle.

D'accord avec le pouvoir ecclésiastique, il s'efforçait durant l'été 1913 de constituer un gouvernement particulier pour l'Albanie du nord. Sur son initiative un congrès devait se tenir à Alessie, ville sacrée pour la cause nationale, où fut enseveli le héros Scanderbeg. Des délégués vinrent des différents coins de la Guégarie; les vieux chefs de clan, les baïraktars, les kren, les gjobars des montagnes, se rassemblèrent ; les prêtres étaient nombreux. Plusieurs, avant la réunion, et parmi eux Mgr Doczi, abbé mitré d'Orosch, reçurent l'hospitalité à l'évêché de Kalmeti. J'assistai à leurs discussions fiévreuses, le soir, à la veillée, autour de la grande table ; ils envisageaient l'accueil que recevrait le prince, les pouvoirs qu'il convenait de lui conférer, les difficultés qu'allaient susciter les musulmans. Car ceux-ci, malissores ou citadins n'étaient point tenus à l'écart; mais ils constituaient un élément qui causait de l'inquiétude ; les Scutarins en particulier étaient connus pour leur fanatisme ; plusieurs fois le prince me fit part de ses appréhensions à leur égard; la Turquie se les était attaché par des faveurs ; ils regrettaient sa domination; musulmans, ils ne se distinguaient pas des Turcs.

Le lendemain, des cavaliers montés sur de petits chevaux nerveux, des chefs entourés de fidèles; des prêtres, la soutane relevée sur les jambes ; des piétons, le fusil en travers des épaules, débouchaient de différents côtés dans la plaine de la Zadrima; tous convergaient le long des sentiers qui serpentent entre les bocages, vers la colline au pied de laquelle sont agglomérées les quelques maisons blanches d'Alessio. Le congrès se tint dans une grande prairie, conformément à l'ordre traditionnel. Malgré le dévouement de ses Mirdites, le prince se vit faire échec; on l'accusa d'être gagné à l'Italie ; la réunion échoua.

7. — La nationalité albanaise devant les difficultés du gouvernement.

Le statut politique du nouvel État. — La composition du premier ministère et les tendances menaçantes qu'elle décèle. — L'État albanais n'est pas une création artificielle; il s'appuie sur un vigoureux mouvement nationaliste. — Les dangers que lui fait courir l'exercice du pouvoir. — Le mouvement séparatiste de l'Épire et sa portée. — Le mouvement insurrectionnel. — Les musulmans de l'Albanie moyenne. — Les éléments avec le concours desquels le pouvoir peut compter. — Le gouvernement reste fondé sur un principe de domination.

S'il est vrai qu'Essad pacha et le prince Bib Doda aspirèrent l'un et l'autre au trône d'Albanie, la volonté des puissances déçut leur ambition. Elle élut Guillaume de Wied, prince protestant, afin qu'aucune religion du pays ne parût l'emporter sur les autres. La commission de contrôle qu'elle avait constituée pour servir d'intermédiaire entre le nouveau gouvernement et elle, continua de fonctionner; des bâtiments de guerre italiens et autrichiens mouillèrent, comme par le passé, dans les principales rades; des officiers hollandais organisèrent la gendarmerie et assurèrent la police intérieure; le corps d'occupation international n'avait point quitté Scutari.

Cependant, le souverain débarquait le 5 mars 1914 à Durazzo et y fixait sa résidence; il constituait un ministère dans lequel il appelait Essad pacha à la guerre et aux finances; le prince Bib Doda aux postes et télégraphes; Aziz pacha, à la justice et aux cultes; le Dr Turtulli, à l'Instruction publique; Assan bey Prichtina, à l'agriculture et au commerce; il en confiait la présidence à Turkan pacha Permeti. Le nouveau chef du gouvernement est le type du haut dignitaire turc; il a parcouru la plus grande partie de sa carrière dans la diplomatie ottomane; il est estimé, dit-on, pour sa foncière honnêteté et ses idées libérales; mais il est devenu à peu près étranger à son pays; s'il connaît encore l'albanais, s'il n'a point montré à l'égard de la cause nationale le dédain ou même l'hostilité qu'ont manifesté la plupart des autres déracinés, son patriotisme n'en resta pas moins exclusivement platonique, jusqu'au moment où on lui offrit le pouvoir.

Le commencement du règne de Guillaume de Wied affirme d'une façon plus accentuée encore, la tendance qui s'était déjà trahie sous

le gouvernement provisoire. Le triomphe du mouvement albanais a enlevé aux ardents patriotes qui lui avaient consacré toute leur activité et tout leur talent, l'influence directrice qu'ils avaient jusque là exercée; ils n'ont point été portés au pouvoir, bien qu'ils fussent assurément les plus qualifiés. Des personnages ambitieux et remuants qui étaient restés en dehors de l'action nationale ou s'en étaient montrés les adversaires, sont survenus au moment propice et se sont substitués à eux. Ce sont des éléments inquiétants; leur patriotisme est de date trop fraîche, il s'est révélé trop brusquement pour ne pas être suspect; ils appartiennent aux grandes familles féodales auxquelles une nombreuse clientèle est aveuglément dévouée; ils sont en mesure de mobiliser la partie corrompue de la population qui, profondément marquée par l'empreinte orientale, n'est pas tout à fait turque et n'est plus albanaise; ils peuvent entraîner dans un mouvement aveugle les paysans incultes de leurs domaines; ils ont l'expérience de l'intrigue, ils disposent de coteries et de partis qu'ils peuvent à leur gré mettre au service de leurs intérêts particuliers; si bien qu'il est permis de douter s'ils poursuivent d'autres fins que celles que leur ambition leur propose.

Telle apparaît l'Albanie sous le statut que lui ont fixé les puissances. Le nouvel Etat n'est-il, ainsi qu'on le soutient communément, qu'une pure création artificielle de la diplomatie autrichienne? Assurément non. Il s'appuye sur un mouvement nationaliste vigoureux, organisé, intelligent; il bénéficie de l'active élaboration et de la propagande inlassable d'une élite ardente et instruite; celle-ci lui a conquis une dignité nouvelle; elle a revendiqué pour lui un passé glorieux; s'appuyant sur les travaux des savants étrangers, elle s'est réclamée d'une antique origine et de noms héroïques, tels que celui de Skanderbeg ou même ceux d'Alexandre et de Pyrrhus; après de longs efforts, elle lui a donné une langue, enfin écrite et fixée, qui suffit aux actes de la vie publique et dans laquelle une jeune littérature se constitue; elle-même possède déjà ses traditions, parmi lesquelles les belles figures de Constantin Christoforidis, d'Abdul bey Fracheri, de Faïk bey Konitza, marquent comme des points lumineux.

Depuis l'indépendance, l'action patriotique, débarassée enfin de toute entrave, s'est encore élargie. Elle a bénéficié de tous les

événements généraux et de tous les actes collectifs qui ont embrassé le pays tout entier : la déchéance de la Turquie, la réunion des délégués des villes, la fixation des frontières, la détermination de la forme du gouvernement, la désignation du souverain, la nomination d'un ministère...; l'étendard rouge aux aigles noirs s'est partout fièrement déployé; la production des livres et des journaux a augmenté dans des proportions considérables; les boutiques ont, de tous côtés, exposé l'image de Skanderbeg, le glorieux ancêtre.

Cependant, si la conscience de nationalité s'affirme énergiquement dans la plupart des villes, elle est loin de s'être étendue à l'ensemble du pays. Les événements sont venus surprendre l'élite dans son œuvre d'organisation et de propagande; sans doute, elle les prévoyait, mais elle n'était pas prête; les circonstances ardemment espérées se sont accomplies prématurément. Si bien qu'il faut se demander si la semence répandue par les patriotes avait suffisamment levé déjà, pour constituer la matière indispensable à la vie d'un État. Car si l'indépendance apportait à la cause nationale des secours et des facilités nouvelles, elle l'exposait en même temps à de graves dangers.

J'ai fait allusion précédemment à l'intervention inquiétante des nobles ambitieux et en même temps qu'à l'éloignement des vrais patriotes. Il est d'autres menaces. Sous la Turquie, l'opposition commune à une politique impopulaire solidarisait la masse de la population, lui donnait une attitude conforme aux fins vers lesquelles l'élite s'efforçait de la diriger. Dès la proclamation de l'indépendance, cet élément de coordination fait défaut; des causes de désagrégation, au contraire, naissent. Ce sont les chefs albanais qui, à présent, se substituant au gouvernement, ont à prendre la responsabilité des actes d'administration sujets à la défaveur populaire : la perception des impôts, le service militaire, la régularité des rouages administratif, l'organisation de la justice, de l'enseignement...

Or, au moment où le prince Guillaume prend possession de son Etat, un grave mouvement séparatiste se dessine en Epire. La grande majorité de la population y est orthodoxe de rite grec; de longue date, l'hellénisme s'y est insinué, sous le manteau de la religion; les prêtres se sont faits les agents actifs de sa diffusion; en même temps que, par l'instruction religieuse, ils répandaient la connaissance de la langue grecque, ils enseignaient le prestige de la patrie grecque, son

glorieux passé, sa supériorité sur les autres nations, le culte qu'elle doit faire naître. La conversion des Epirotes était accomplie, au moment où le nationalisme albanais donnait à peine les premiers signes d'un éveil; aussi, les patriotes skjipetars se heurtent-ils dans le sud à une puissance devant laquelle tous leurs efforts furent vains. L'Eglise orthodoxe n'hésita pas, au surplus, à les combattre ouvertement; en 1879, Anthime, métropolitain de Dryinopoulis, dirige une encyclique contre les livres imprimés en albanais et tout spécialement contre un abécédaire publié la même année, à l'initiative de la société de Constantinople, sous la signature de Jean Vrétos, S. Sami Fracheri, Pashko-Vasa Scodrani (1).

Quand les puissances eurent créé l'Etat albanais, une commission internationale fut chargée de déterminer ses frontières avec la Grèce; une tâche semblable n'était pas aisée; dans une même région, tandis que les habitants de religion orthodoxe se réclament de la Grèce, les musulmans sont restés Albanais. Des limites furent cependant fixées; mais, quand les troupes grecques évacuèrent les provinces méridionales dévolues au nouvel Etat, les populations prirent les armes pour défendre leur qualité d'hellène et pour s'opposer à leur incorporation à l'Albanie. C'est qu'en effet, participant de par leur religion à une culture plus développée, les Skjipetars leur apparaissent comme un peuple grossier et barbare; aucune déchéance ne leur serait plus humiliante que de se voir assimilés à cette nation qu'ils jugent inférieure.

Impuissant à s'imposer par la force, l'Etat albanais s'est vu contraint de composer avec ses nouveaux sujets rebelles. Quelque soit le statut qui prévaille en Epire, il sera basé sur une autonomie plus ou moins large. Mais ce principe, une fois admis, il faut redouter que d'autres groupements, les musulmans, les montagnards que régit encore le Lek Dukadjin, manifestant à leur tour des tendances séparatistes, n'en réclament également l'application en leur faveur. La solution la plus équitable serait, ainsi que l'a signalé M. Bourgeois (2), d'accorder aux Epirotes une autonomie provisoire qui, tout en tenant compte des droits acquis par l'hellénisme, préparerait leur fusion dans la patrie albanaise. Ce serait d'autant

(1) Voir la Bibliographie d'Emile Legrand, p. 126, n° 373.
(2) Conférence sur la nationalité albanaise.

plus justifié, fait-il observer judicieusement, que les éléments nationalistes albanais ne sont pas complètement absents du sud orthodoxe. La ville de Kortcha, par exemple, s'est longtemps signalée par son patriotisme; ce sont les orthodoxes qui possèdent le seul journal albanais paraissant actuellement en Amérique; ils y ont même fondé une église orthodoxe albanaise, pour laquelle la liturgie grecque a été traduite dans la langue nationale. Un de leurs prêtres accompagnait Faik bey Konitza à son retour en Albanie après la proclamation de l'indépendance. Il a entrepris de propager dans le pays le nouveau rite. Ses efforts semblent voués au succès et il est permis de croire qu'ils parviendront à regagner à la cause skjipe, un certain nombre de ceux que l'hellénisme avait conquis. Quoi qu'il en soit de l'avenir, les orthodoxes de l'Epire sont, actuellement, sortis de l'Albanie.

Tandis que les événements d'Epire menaçaient l'unité de l'Etat, une insurrection éclatant au cœur du pays, venait menacer son existence même. Le prince, après une brève expérience, se rendait compte du caractère suspect de l'élément à la fois turc et musulman, sur lequel, par un aveuglement singulier, il avait tenté de fonder son pouvoir. Il découvrait l'intrigue, la duplicité, les intérêts particuliers de ces hommes auxquels il avait eu recours et qui, ainsi que le signalait fort justement M. Bourgeois (1), « auraient, trois ans auparavant, regardé comme une injure le nom d'Albanais, qui avaient toujours combattu la propagande nationale parce qu'elle était une menace pour l'empire ottoman auquel ils s'étaient dévoués, qui se glorifiaient enfin de ne pas connaître l'albanais ». Les événements montrèrent au souverain les forces que ces hommes pouvaient mettre au service de leur ambition personnelle; partisans constituant la clientèle de leur maison; populace dont, indirectement, ils excitaient le fanatisme; ils lui firent apparaître la population musulmane, opposée dans sa masse, au nouveau régime et qui ne s'y résignerait que contrainte par la force; ils lui révélèrent les seuls soutiens de l'État, les catholiques du nord, non pas que ceux-ci éprouvent spontanément plus de sympathie pour le nouveau pouvoir et supportent plus patiemment les manifestations de son autorité,

(1) Conférence sur la nationalité albanaise.

mais parce qu'ils sont encadrés par un clergé que ses dispositions ou ses intérêts inclinent au loyalisme.

En fin de cause, la question albanaise se résoud dans un difficile problème de colonisation : elle met en présence deux systémes d'organisation, deux catégories de morale, d'idées, de préjugés, totalement différents. Le souverain a pour tâche de les adapter l'un à l'autre afin qu'ils se rejoignent; il doit attraire deux groupes de population hostiles à des sentiments nationalistes et à une attitude solidaire avec celle de l'État tout entier. Ce sont d'une part les orthodoxes, au nombre de 100,000 environ, d'autre part les musulmans qui sont à peu près 600,000. Il est permis, quant aux premiers s'ils ne se détachent pas définitivement de l'Albanie, de fonder quelque espoir sur l'influence du rite albanais introduit dans l'Église orthodoxe.

Une division vient heureusement rompre la cohésion des seconds ; ils comptent environ 100,000 Bektachis, secte a laquelle appartinrent plusieurs nationalistes éminents et qui, plus accessibles aux idées nouvelles, témoigne d'une plus grande faculté d'assimilation au nouvel ordre de chose. Les Sounnites, au contraire, sont irréductibles ; les familles féodales, les agas et les effendis corrompus par l'influence turque apparaissent parmi eux comme des éléments disposés à exploiter les mécontentements et à fomenter la révolte. On ne peut espérer les voir ralliés à la patrie albanaise que quand la prochaine génération, ayant passé par l'école, aura grandi, modelée par les influences nouvelles.

Ainsi, pour que l'Albanie se constitue définitivement, il faut que les puissances lui fassent crédit et que les circonstances lui laissent répit, pendant quelques années encore. Cet intervalle lui est indispensable pour accomplir sa tâche. D'autres éléments lui sont non moins nécessaires. Il lui faut des hommes. Elle dispose d'une façon complète des nationalistes, quelle que soit la confession à laquelle ils appartiennent; il importe que, par une politique malhabile, elle ne se prive pas de leur concours. Un grand nombre parmi ces Albanais résidaient à l'étranger; c'étaient des ingénieurs, des hommes d'affaires, ou bien des fonctionnaires au service de la Turquie : officiers, magistrats que l'arrondissement d'Argyrocostro fournissait en grand nombre, une quantité considérable de petits employés des douanes, des contribu-

tions, des postes, du chemin de fer. Beaucoup, spontanément ou expulsés par le gouvernement ottoman, sont rentrés dans leur pays à la suite de la proclamation de l'indépendance et sont venus lui offrir leurs services.

Ils constituent un appoint précieux pour le recrutement du cadre des administrations. Mais quelle que soit la capacité de plusieurs d'entre eux, il semble indispensable, si le gouvernement veut éviter des fautes semblables à celles qu'a commises le prince Guillaume à son avènement et qui ont mis son trône en péril, qu'il fasse appel à quelques personnalités de talent choisies à l'étranger. Celles-ci, échappant aux passions dont se dégagent difficilement les gens du pays, si elles possèdent la formation théorique qui permet de démêler l'enchevêtrement des causes, et la rapidité dans les résolutions qui caractérise l'homme d'action, pourraient, à condition qu'elles disposent de pouvoirs suffisants, imprimer à l'Etat albanais la politique la plus conforme à ses intérêts; les nationalistes seraient les intermédiaires tout indiqués entre elles et la population. Car la tâche que le pouvoir doit accomplir est pleine de difficultés. Non seulement il doit rallier à la cause nationale des éléments aujourd'hui hostiles, mais il doit instaurer un régime qui s'adapte aussi bien à l'habitant des villes qu'ont touché les idées modernes, qu'au paysan et au montagnard qui est resté régi par des coutumes primitives. Qu'on n'objecte point que la participation d'étrangers au pouvoir blesserait l'amour-propre national et serait contraire au sentiment populaire. Les bâtiments de guerre italiens et autrichiens qui mouillent dans les ports et dont les équipages protègent la famille royale, les troupes internationales qui occupent Scutari, la gendarmerie hollandaise qui fait la police de l'intérieur, démontrent suffisamment que l'Etat politique albanais reste fondé, pour plusieurs années encore sans doute, sur un principe de domination.

Variétés

A propos de « Perrons ».

Colonne et Pavillon dans la Représentation du Chef

Goblet d'Alviella incline à voir dans la colonne des Perrons de la Wallonie la représentation du chef (1). Le Perron lui-même est essentiellement un instrument et un emblème de juridiction. Caillié (2) apporte à la première de ces opinions une confirmation intéressante. Le *simo*, « qui est le chef-magistrat », dit Caillié, cumule ce rôle de juge avec celui de législateur. Il exerce aussi les fonctions de président de société secrète. En cette dernière qualité, il fait l'instruction des jeunes initiés. Lorsque ceux-ci rentrent dans leur famille — car l'enseignement, qui dure plusieurs années, a lieu dans les bois, où le *simo* tantôt se déguise en pélican, tantôt se recouvre de feuilles d'arbres, tantôt apparaît vêtu de peaux de bêtes — leur maître leur fait présent d'un arbre, ou, par réduction, d'un piquet, d'un pieu, qui prend le nom de *simo*. L'initié plante ce poteau devant sa porte. Il lui voue le plus grand respect, jure par lui, lui adresse des prières et des sacrifices, notamment pour obtenir justice contre un insulteur, un voleur ou un débiteur récalcitrant; enfin, il tire un coup de fusil a son pied, lorsqu'il veut appeler son attention et le préparer à écouter une plainte, une requête.

Aucun doute n'est possible sur l'assimilation du *simo* poteau au *simo* chef. Quelle est la nature du *simo* chef? C'est un être supé-

(1) Goblet d'Alviella, *Les Perrons de la Wallonie et les Market-Crosses de l'Ecosse*. Bruxelles, 1914, p. 10.

(2) René Caillié, *Journal d'un voyage à Temboctou*. Bruxelles, 1830, t. I, p. 111-114.

rieur, doué d'une force magique très considérable. En s'adressant à lui, il faut avoir soin de lui tourner le dos. Sa dangereuse puissance se retrouve dans le *simo* poteau, qui, dressé dans un lieu, suffit à empêcher les passants d'y entrer. Aucun moyen d'honorer le *simo* poteau ne doit donc être épargné. Outre la prière et le sacrifice alimentaire, l'initié, pour atteindre à ce but, emploie la décoration : il orne son *simo*. Il va sans dire que cette ornementation ne s'accomplit pas moyennant une modification du tissu ligneux ou de sa superficie; elle consiste dans la suspension au poteau d'*un petit morceau d'étoffe*, dont la couleur, souvent blanche, n'est pas fixée.

Ce morceau d'étoffe, en se développant, forma le pavillon, qui, dans la représentation du chef, passe aujourd'hui pour le principal, et a relégué le mât, le poteau, au rang d'accessoire (1).

En cessant de représenter le chef, le poteau, devenu colonne, ne cessa pas de garder quelque chose de son ancien rôle de justicier. Du Cange, *in voce columnae*, rapporte un texte où le reflet lointain de cette conception reste évident : « *Columnae altaris, quibus altar sustentatur, et quas prehensare solebant qui confugiebant ad Ecclesiam.* »

Mais on ne s'adressa plus à lui par des détonations ou d'autres bruits violents. Cet exorde fut réservé au pavillon. Et, tandis que le primitif y avait créé un procédé monitoire destiné à fixer l'attention de son auditeur, le protocole moderne ne vit plus dans l'exorde qu'un salut. Le protocole, ce faisant, restait inventif. Mais son invention par substitution de fin portait en elle ce caractère de logique décroissante propre à la plupart des institutions humaines.

CHRISTIAN BECK.

(1) Dans la légende de Guillaume Tell, l'accessoire du poteau, le chapeau du bailli, tend peut-être aussi, mais avec moins de succès que le pavillon, à dépasser en importance l'élément essentiel, sa « tige ».

Bibliographie

JULES VALERY, professeur à la faculté de droit de Montpellier, lauréat de l'Institut : **Manuel de Droit international privé.** In 12 de VIII-1391 pages. **Paris, Fontemoing et Cie, 1914.**

Voici un excellent manuel qui satisfait très heureusement aux exigences tant de la pratique que de la théorie.

« En écrivant ce manuel, fruit de vingt années d'enseignement, — écrit l'auteur dans l'avant-propos, — je me suis proposé un double but : mettre à la disposition des étudiants un livre qui leur permette de compléter par leur travail personnel les leçons de leurs professeurs; et fournir aux praticiens un ouvrage où ils puissent trouver un résumé des principes dont ils sont amenés à faire l'application en même temps que l'indication soit des monographies, soit des décisions judiciaires, utiles à consulter sur chaque question.

« Une longue fréquentation du Palais m'a conduit à penser que le besoin d'un ouvrage de ce genre se faisait sentir. Ce contact prolongé avec les jurisconsultes consacrés à la pratique du droit expliquera aussi pourquoi, sur un grand nombre de points, j'ai cru devoir écarter les opinions ordinairement professées par les internationalistes qui m'ont précédé. Il y a, d'ailleurs, une autre raison à cela. Né dans un consulat, amené par les hasards de la vie à faire de bonne heure de longs séjours hors de France et à fréquenter de nombreux étrangers, il m'a été donné de voir vivre, en quelque sorte, plus d'un de ces problèmes dont j'ai eu à me préoccuper. Le point de vue sous lequel je les ai envisagés a donc pu n'être pas toujours le même que celui auquel se sont placés les auteurs qui les ont considérés antérieurement. De quel côté se trouve la vérité? Il appartient aux lecteurs de le décider. »

M. Valery commence par faire la critique de l'expression consacrée « *Droit international privé* », et il démontre sans peine qu'il faudrait lui préférer l'expression « *Droit privé international* ». Remarque judicieuse s'il en fût ! Mais pourquoi notre auteur n'a-t-il point poussé l'audace jusqu'à choisir, pour intituler son livre, la dénomination la plus correcte? Personne ne lui eût fait grief d'avoir rompu avec une tradition fâcheuse.

L'évolution historique du droit privé international est tracée dans l'introduction du manuel, et l'auteur indique, en termes heureux, l'importance de la connaissance des origines. « A vouloir se faire une idée de ce que furent les rapports internationaux dans l'antiquité, — écrit-il à la page 9, — il n'y a pas uniquement le désir un peu vain de satisfaire un sentiment de curiosité. De l'examen des institutions juridiques, dès les temps les plus reculés, se dégage cette impression qu'à toutes les époques, quand un même problème se pose, on arrive généralement à le résoudre toujours de la même façon et qu'il serait donc téméraire de vouloir lui donner une solution différente quand il vient à se présenter de nouveau. Mais cet enseignement n'est pas le seul profit qu'on ait à retirer de cette étude. Maints passages de la Bible, les doctrines des auteurs grecs, les théories des jurisconsultes romains, ont inspiré constamment les écrits et les décisions des jurisconsultes qui se sont succédé de la Renaissance à la Révolution. Les idées professées par ces jurisconsultes ont été adoptées en grande partie par le Droit actuel et, par suite, pour si paradoxale que cette assertion puisse paraître, l'intelligence de ce Droit nécessite des investigations s'étendant bien loin dans le Passé. »

La place nous manque pour faire ici l'analyse critique des innombrables solutions proposées dans ce volumineux manuel, que personne ne pourra ignorer et que les théoriciens et praticiens consulteront toujours avec grande facilité, grâce à une bonne table alphabétique. Qu'il nous suffise de relever, pour finir, le plan très méthodique de l'ouvrage. La première partie, consacrée aux théories générales, est divisée en cinq titres : 1. Le territoire; 2. La nationalité; 3. La condition des étrangers; 4. Le conflit des lois; 5. L'application des lois étrangères. La seconde partie contient l'étude des principaux cas de conflit de lois, répartis en trois groupes : 1. La procédure civile internationale; 2. Rapports de droit civil; 3. Rapports de droit commercial.

G. C.

—

T.-G. DJUVARA : Cent projets de partage de la Turquie, 648 pages 18 cartes hors texte. Paris, Alcan, 1914.

Le titre du volume que vient de faire paraître M. Djuvara, Ministre de Roumanie à Bruxelles (et docteur en philosophie et lettres de notre Université) est de nature à piquer la curiosité. Et celle-ci n'est pas déçue à la lecture de ce travail des plus substantiels. L'auteur a réuni avec patience et méthode, en les entourant des explications nécessaires et de nombreuses indications bibliographiques, la centaine de projets de partage de l'empire ottoman qui ont vu le jour en Europe depuis 1270 jusqu'en 1912. Il en est d'inédits (XXIV, XXV, XXX, XXXVI, XXXIX, LVII), il en est d'anonymes (LIX, LXXII, LXXXV, LXXXVI, XC). Les uns sont dus à des souverains (Philippe-le-Bon, Catherine II, Joseph II, Napoléon, Nicolas Ier, etc.), d'autres à des diplomates (Alberoni, Talleyrand, Metternich), ceux-ci à des penseurs (Ramon Lull, Erasme, Liebnitz), ceux-là à des... amateurs. Aucun ne manque d'intérêt. Comme l'écrit fort bien le savant jurisconsulte, M. Louis Renault, dans la préface qui orne le livre de M. Djuvara, l'auteur a eu raison d'admettre dans son recueil non seulement des projets officiels de souverains ou d'hommes politiques, mais encore des projets de simples publicistes, interprètes de tel ou tel souverain ou échos de l'opinion publique. Leurs propositions permettent de savoir quelle idée on se faisait aux diverses époques d'une question politique aussi importante.

La lecture de tous les projets qui ont tendu au dépècement de la Turquie conduit à deux conclusions. La première, c'est que jamais aucun pays n'a été l'objet de pareilles convoitises. Comme le dit M. L. Renault, toute cette histoire est peu édifiante. Un souverain négocie presqu'en même temps une alliance *avec* la Turquie et une alliance *contre* elle, devant aboutir à son démembrement. Il en fut ainsi de François Ier, d'autres encore. Et si l'on se demande pourquoi cette question de partage de la Turquie a été agitée pendant des siècles sans que le caractère au moins singulier de ces projets apparaisse à l'opinion, il faut bien répondre : « Tout cela s'explique par le caractère particulier de la domination des Turcs conquérants qui n'ont pas su administrer normalement et s'assimiler les peuples conquis par eux. »

La seconde conclusion à laquelle on aboutit, c'est que le partage de la Turquie d'Europe auquel nous venons d'assister n'a ressemblé à aucun des *cent* projets. La réalité pratique a grandement différé des théories aventureuses et des œuvres d'imagination. C'est que, comme le constate M. Djuvara, dans sa conclusion historique et

politique, impartiale et très mesurée, les nations balkaniques sont entrées en scène; autrefois, au contraire, c'était au bénéfice des grandes puissances que la plupart des plans de partage étaient conçus. Ce n'est pas un des moindres enseignements de l'œuvre de M. Djuvara que l'opposition manifeste qui apparaît entre le corps de son ouvrage et les appendices où sont réunis les textes des traités qui ont donné récemment à la péninsule des Balkans son nouveau statut territorial.

L. L.

—

F. MARTROYE : **La répression du donatisme et la politique religieuse de Constantin et de ses successeurs en Afrique.** Extrait des *Mémoires de la société nationale des antiquaires de France*, t. LXXIII. Paris, 1914, 110 pages.

Nous avons déjà eu plusieurs fois l'occasion de signaler ici les intéressantes études que M. Martroye, ancien élève de l'Université de Bruxelles, a consacrées depuis plusieurs années à l'histoire politique et religieuse des derniers siècles de l'antiquité romaine et de la période des grandes invasions barbares : *Genséric et la conquête vandale; L'Occident à l'époque byzantine*, etc. Dans le travail dont on vient de lire le titre, l'auteur, en s'aidant des publications de Mgr Duchesne, de M. Pallu de Lessert et surtout de M. Monceaux, aboutit, par une analyse soigneuse des textes, aux conclusions suivantes qui semblent hors de conteste. L'histoire juridique de la répression des donatistes d'Afrique se divise en deux périodes nettement distinctes. L'attitude du gouvernement impérial à l'égard du donatisme fut déterminée par deux conceptions successives et différentes des intérêts et du droit d'intervention de l'État en matière de religion. Depuis Constantin jusqu'à Honorius (324-395), il se borne à réprimer par l'application du droit commun, sans loi d'exception, les délits des schismatiques africains. Sous Honorius, au contraire, il assimile le schisme donatiste aux hérésies proscrites par les constitutions de Théodose. Jusqu'après le règne de Valentinien (mort en 375), se fit sentir en Afrique l'influence (tolérante) de la déclaration de Milan de 313. Ce document, comme l'a montré M. Martroye dans le *Bulletin d'ancienne littérature et d'archéologie chrétiennes*, n'a pas eu le caractère d'un édit, bien qu'il soit connu sous ce nom.

L. L.

—

Ch. PERGAMENI : L'esprit public bruxellois au début du régime français. Bruxelles, Lamertin, 1914, XI-269 pages.

Les années qui se sont écoulées entre le début et le terme du régime français dans notre pays (1795-1814) ont déjà fait l'objet d'assez nombreux travaux d'ensemble ou de détail. Les notes sur l'*esprit public en Belgique sous la domination française* et le livre sur les *institutions françaises de 1795 à 1814 (Essai sur l'origine des institutions belges contemporaines)*, de M. P. Poullet; l'*essai sur la liberté de la presse durant la domination française* et *le tribunal révolutionnaire de Bruxelles*, de M. P. Verhaegen; la *Belgique sous la domination française*, de M. L. Delplace; la *domination française en Belgique*, de M. Lanzac de Laborie, etc. Tandis que ces auteurs ont surtout examiné l'organisation des pouvoirs publics, les questions financières, les événements ressortissant à l'histoire politique et économique, M. Pergameni a traité deux sujets neufs en plus d'un point : le problème religieux, le fonctionnement des rouages administratifs ; et, pour les étudier avec quelque détail, il a circonscrit le champ de ses recherches à la ville de Bruxelles pendant la période antérieure au Consulat (1795-1800). Les archives du royaume et celles de la capitale lui ont fourni une abondante documentation. Il a précieusement utilisé dans son livre toutes les pièces qui ont passé sous ses yeux. C'est un recueil d'études partielles, mais dont les sujets sont parents, comme on peut en juger par les titres des principaux chapitres de son ouvrage : La politique religieuse de la Révolution et ses effets à Bruxelles jusqu'au Concordat; les fêtes et cérémonies révolutionnaires dans leurs relations avec l'esprit public bruxellois au début du régime français; les déclarations, soumissions, serments révolutionnaires dans le département de la Dyle et spécialement à Bruxelles; maladresses, excentricités et exagérations révolutionnaires; le théâtre politique et l'esprit public bruxellois au début du régime français...

Ces chapitres sont tous nourris de faits, semés d'anecdotes pittoresques. Mais l'auteur a su dégager de ces tableaux intéressants et animés de la vie bruxelloise pendant le premier lustre du régime français des conclusions générales. Par là son livre n'a pas seulement un intérêt documentaire, mais encore une valeur historique. Ces conclusions viennent, il est vrai, confirmer celles qui avaient déjà été formulées par certains de ses devanciers; mais elles les complètent et, de plus, elles ont le mérite d'être justifiées par une foule de faits irrécusables.

D'une part, le gouvernement révolutionnaire français a subi un

échec dans les départements qui constituaient des ordres, abus de la paperasserie, action néfaste des *sociétés populaires*, groupements de politiciens soudoyés par le gouvernement, mais en opposition avec l'opinion publique. Ces considérations de M. Pergameni sur l'importance d'une bonne administration pour assurer, surtout en temps de transformation sociale, l'exécution des réformes, sont des plus justes (p. 252-257). Toutefois, l'auteur ne considère pas que l'absence d'un mécanisme administratif perfectionné fut la cause unique de la résistance des Belges, des Bruxellois en particulier, à la politique conventionnelle et directoriale. Il reconnaît que, même si cette cause n'avait pas existé, « si les lois françaises avaient été appliquées avec tact, modération; si les fonctionnaires locaux avaient eu le sens des réalités », le résultat n'eût pas été beaucoup plus favorable, « notre pays n'était pas mûr pour s'assimiler les grandes idées révolutionnaires ». C'est l'évidence même. Le peuple qui s'était soulevé contre Joseph II en 1789 devait être, par sa tournure d'esprit, par son amour des traditions, par son attachement au catholicisme, résolument hostile aux innovations religieuses comme politiques que les révolutionnaires français tentaient d'enraciner chez lui.

Là est la véritable raison de l'échec de la politique religieuse du Directoire en Belgique, bien plutôt que dans les maladresses et les violences des administrateurs français ou locaux. M. Pergameni cite avec raison, à la dernière page de son livre, les opinions clairvoyantes formulées à ce sujet par Robespierre (7 novembre 1793) et par le préfet de la Dyle, Doulcet de Pontécoulant, le 10 avril 1800.

L. L.

FÉLIX GOBLET D'ALVIELLA : **L'évolution du dogme catholique. I. — Les origines** (2e partie). Paris, Nourry, 1914.

L'œuvre entreprise par M. Félix Goblet d'Alviella nécessiterait, pour être traitée à fond, le concours de nombreux spécialistes. Elle embrasse, en effet, une infinité de problèmes particulièrement délicats et à la solution desquels des savants autorisés consacrent le meilleur de leur temps. Aussi bien, le lecteur ne doit-il pas s'attendre, en parcourant ce volumineux travail, à trouver autre chose que la mise en œuvre des résultats auxquels ont abouti les maîtres de la science des origines chrétiennes. L'auteur le reconnaît lui-même au cours d'une intéressante introduction. Son livre ne s'adresse guère à ceux qui sont « du bâtiment ». Je ferai pourtant

cette restriction que ceux-là même qui s'évertuent à mieux comprendre les aspects multiples de l'histoire chrétienne, ne laisseront pas de recourir de temps à autre aux volumes de vulgarisation de M. Félix Goblet d'Alviella. Sous une forme claire et relativement sobre, ils trouveront groupés des éléments d'information très divers, généralement éparpillés dans de lourdes et incommodes publications.

En constatant que le présent livre est destiné aux non initiés et constitue essentiellement une œuvre de vulgarisation, je n'en diminue en rien les mérites; je me borne uniquement à en fixer l'exacte portée. Il m'est spécialement agréable de rendre hommage au talent déployé par le jeune auteur, dont les préoccupations politiques (le lecteur connaît bien certainement les articles qu'il publie régulièrement dans la *Revue de Belgique* sur le mouvement politique belge) n'alimentent pas toute l'activité.

Le livre qu'il vient de faire paraître, suite du début de l'histoire des origines, n'est pas de ceux que l'on résume. Si je devais en faire l'analyse détaillée, je risquerais fort de dépasser les limites d'une copieuse monographie. Je me contenterai donc d'en indiquer les principaux chapitres :

Les Pères apostoliques (Histoire des textes; caractères généraux communs; évolution de la christologie et conclusions). — Les Premières hérésies et leurs conséquences (description; influence des premières hérésies au point de vue dogmatique; influence au point de vue de l'organisation ecclésiastique). — Hellénisation du christianisme (influence de l'hellénisme sur la mentalité chrétienne et formation de la notion de dogme; les Pères apologistes). — La Paganisation de l'Evangile (mystères païens et christianisme; rôle de Paul dans la paganisation de l'Evangile).

L'auteur a fait appel à une bibliographie assez abondante, mais il s'est surtout servi des remarquables travaux de Jean Réville, d'Alfred Loisy, de Cumont et de son père, l'éminent professeur d'histoire religieuse de notre Université

Deux petites critiques pour terminer ce rapide aperçu :1° la critique historique actuelle exige plus de précision dans la citation des sources. Il ne suffit pas de fournir au lecteur des indications bibliographiques vagues : il réclame la mention de l'édition, la pagination exacte, l'année de la publication à laquelle on se réfère, etc.; 2° je signale un écueil à éviter : faire l'histoire de l'évolution du dogme catholique, c'est entreprendre une vaste synthèse d'histoire religieuse et de théologie. Ce n'est pas essentiellement pénétrer dans le champ de l'histoire ecclésiastique, dont la méthode et les pro-

cédés d'investigation ont leurs caractères propres. L'Eglise, envisagée comme corps politique et social, mérite d'être étudiée pour elle-même. Le sujet est déjà suffisamment vaste pour qu'il soit inutile de lui adjoindre toute l'évolution religieuse dogmatique et réciproquement. Evidemment, les relations entre les deux disciplines sont intimes et profondes, mais, sous peine d'enlever à cette synthèse son unité de ligne, il convient d'en circonscrire plus nettement les domaines. Cette remarque m'est suggérée par la direction que prennent de plus en plus, à notre époque, les recherches d'histoire critique.

CHARLES PERGAMENI.

EDMOND COURBAUD, professeur adjoint à la Sorbonne : **Horace. Sa vie et sa pensée à l'époque des Épîtres**. Paris, Hachette et Cie, 1914. Un vol. in-16, broché, 3 fr. 50 c.

M. Courbaud ne s'est occupé que du premier livre des *Epîtres*, tâche restreinte; mais en l'étudiant, il s'est trouvé étudier une époque décisive dans la carrière de l'auteur. Ces vingt petites pièces, en effet, ont été écrites après la quarantième année, à un moment où l'on est tout ce qu'on doit être, où Horace en particulier avait obtenu de la vie tout ce qu'il en attendait. Les prendre une à une, les analyser d'aussi près que possible, démêler les intentions vraies qui les ont dictées au poète et marquer la place qui revient à chacune d'elles dans l'histoire de son œuvre, tel a été l'objet du présent travail.

Mais, d'autre part, comme il s'agissait de faire une *étude* et non une *édition*, on ne pouvait laisser les différentes lettres du recueil à l'état dispersé. Il fallait ordonner cette matière et en grouper les parties autour de certaines idées générales prises comme centre. Quatre chapitres forment ainsi les divisions naturelles du sujet : Horace et ses efforts pour atteindre la perfection intérieure; Horace et la jeunesse contemporaine; Horace et les grands; Horace et la publication ou la défense de quelques-uns de ses ouvrages. L'intérêt qu'ils offrent est de nous montrer les progrès d'un esprit sincère et charmant dans l'étude de soi-même et de nous apprendre à connaître quels ont été ses sujets de méditation les plus habituels et ses occupations les plus fréquentes, pendant la période de quatre ou cinq ans qui coïncide avec sa pleine maturité.

G. DE LEENER : La politique des transports en Belgique. Un volume in-16. Misch et Thron, éditeurs, Bruxelles.

La Belgique, qui, au point de vue industriel, est avant tout transformatrice, qui importe des matières premières qu'elle réexporte après transformation, a besoin, dit M. De Leener, plus que la plupart des autres pays, d'une « politique des transports », d'un ensemble de principes et de mesures favorisant le trafic utile à la communauté.

Toute préoccupation protectionniste doit être exclue de cette politique et l'exploitation des moyens de transport par l'État ne peut pas être un instrument fiscal ; la perception des péages doit se faire sur la base du prix coûtant.

Naturellement, tous les efforts doivent être faits pour réduire ce prix au taux le plus bas possible.

Pour aboutir à ce résultat, l'Etat belge pourrait s'inspirer de différents procédés d'exploitation en vigueur tant sur le réseau de l'Etat prussien que sur les lignes de certaines compagnies françaises.

Dans ces dernières années ont surgi de nombreux projets ayant pour objet soit l'extension des voies navigables, soit leur réfection. L'auteur estime que, bien inspirée, la politique des transports n'en tiendra aucun compte, et remédiera aux imperfections et aux lacunes que présente notre système de voies de communication, en augmentant la capacité de l'ensemble de nos lignes ferrées.

En effet, la voie navigable, lorsque l'on fait entrer dans le prix du péage la charge financière du capital immobilisé pour son établissement, ne constitue pas toujours le moyen de transport le plus économique. D'autre part, la navigation est lente, elle est sujette à des interruptions périodiques et elle ne dessert que des privilégiés.

La supériorité des chemins de fer par rapport aux voies navigables reste aussi vraie dans les relations extérieures du pays que dans les transports intérieurs. De divers côtés l'on demande qu'il soit créé, entre Anvers et le Rhin, une voie navigable artificielle destinée à raccourcir la distance. En admettant que l'insuffisance des voies actuelles soit démontrée, la construction d'une voie ferrée spéciale serait plus avantageuse que l'établissement d'un canal.

Quel doit être le rôle de l'Etat au point de vue des relations maritimes du pays? L'auteur établit que le seul port d'Anvers suffit pour satisfaire les intérêts généraux de la nation, et que tout l'effort du Gouvernement doit avoir pour but d'en assurer le progrès incessant.

Bien qu'il soit écrit spécialement pour la Belgique, le livre exa-

mine, sous leurs aspects généraux, les problèmes les plus intéressants de l'industrie des transports et les discute avec beaucoup de compétence et d'originalité. H. V.

—

Dr R. CRUCHET : **Les Universités allemandes au XXe siècle.** Un vol. de XIV-450 pages. Paris, A. Colin.

Ce livre est vivant, d'une lecture agréable, et renferme quantité de détails intéressants. M. Cruchet a visité les vingt Universités de l'empire. Mais ce ne sont pas seulement des impressions de voyage que l'on trouvera ici. L'auteur retrace brièvement l'histoire des Universités et met en lumière ce qui fait l'originalité propre et l'individualité persistante de chacune d'elles. Il oppose, à l'autonomie des Universités d'Allemagne, la centralisation universitaire dont la France ne s'est libérée qu'il y a peu de temps. Au reste, M. Cruchet n'oublie pas qu'il est Français. Il montre l'orgueil pangermaniste et les prétentions à l'hégémonie européenne que recouvre souvent la pesante condescendance des universitaires allemands. Peut-être même y insiste-t-il trop. Mais les plus impartiaux finissent par mettre en question les qualités les plus sérieuses des Allemands, tant les Allemands mettent d'orgueil agressif et béat à se proclamer les premiers là où ils ne le furent jamais, comme là où ils ont cessé de l'être.

S'il n'oublie pas qu'il est Français, l'auteur oublie moins encore qu'il est médecin, et c'est par là que son livre déçoit quelque peu ceux qu'avait attirés la généralité du titre. Seule l'organisation des études médicales est étudiée d'un peu près. On attendait, on l'avoue, quelques mots sur l'enseignement de la philosophie à Marbourg, comme sur celui, si admirablement compris, des mathématiques à Goettingue. De même pour l'histoire et pour les lettres. Mais si un ouvrage de ce genre donnait pleine satisfaction aux philosophes et aux mathématiciens, les médecins, sans doute, n'y trouveraient plus leur compte !

P. D.

—

HENRI HAUVETTE : **Le Sodoma.** Collect. « *Les grands artistes* ». Laurens, éditeur.

Giovanni Bazzi, un Piémontais élevé aux séductions siennoises, célèbre par le *Saint Sébastien* aux yeux cernés, par ce surnom ambigu

dans lequel les modernes cherchèrent le symbole inquiétant des éphèbes au sourire « égynétique » qu'aimait Péladan.

Quel fut son rôle à Sienne, au Monte Oliveto, à Rome? Quelles œuvres laisse-t-il? Le livre de M. Hauvette contribue à préciser l'énigmatique personnalité de l'un des premiers maîtres de la renaissance qui allia l'idéal chrétien aux séductions païennes.

Critique intéressante, bonne vue d'ensemble. P. P.

G. BRIGODE et M. DUCARNE : **Des bâtiments militaires belges sur l'Escaut hollandais.** Larcier, éditeur, 1914.

Quels seraient les droits des navires de guerre belges sur l'Escaut hollandais? La loi hollandaise ne le dit pas d'une manière précise. Maîtres Brigode et Ducarne tranchent la controverse en analysant les arrêtés royaux néerlandais. Le texte dit sans plus : « Il faut une autorisation préalable pour l'admission dans les *passes* de mer et les eaux *intérieures* du royaume ». Les auteurs se livrent à d'ingénieux raisonnements et la révélation des possibilités que renferme la loi leur permet de conclure à la lumière des textes que l'arrêté du 30 octobre 1909 n'a pas en vue l'Escaut hollandais.

La question est importante; il faut se rallier à l'interprétation courtoise de MM. Brigode et Ducarne, souhaitant qu'en haut lieu leur manière de voir fût appuyée, si la question se posait.

P. P.

Chronique Universitaire

Mort de M. Albert LECOINTE

M. Albert Lecointe, ingénieur en chef honoraire de la Marine, professeur d'Organisation des transports à l'Ecole de commerce, est décédé le 22 mai 1914.

Il était né à Namur en 1853. Après y avoir fait ses études primaires et une partie de ses études moyennes, il suivit son père, professeur réputé de mathématiques, à Anvers, où il termina ses classes d'athénée pour entrer, en 1870, troisième de sa promotion à l'Ecole militaire de Belgique.

Il termina avec succès ses études militaires et il entra, en 1872, premier de sa promotion comme sous-lieutenant à l'Ecole d'application, qu'il quitta après de brillantes études pour entrer, en 1875, à la tête de ses camarades, dans le corps du génie.

En 1876, il partit pour Cherbourg, où il conquit son diplôme d'ingénieur naval à l'Ecole d'application du génie maritime de France. Il fit ensuite plusieurs stages d'études aux usines Cockerill et dans des chantiers étrangers et il fut définitivement nommé en 1878, et après un nouvel examen, ingénieur maritime au service du gouvernement belge.

La direction de l'arsenal d'Ostende lui fut confiée et il y conquit tous ses grades au service technique de la marine. Il fut nommé ingénieur en chef en 1891 et la conduite des divers services du génie maritime lui fut remise.

Au cours de sa carrière au génie maritime, il avait été chargé par le gouvernement belge de plusieurs missions spéciales en pays étrangers et il occupa des situations en vue dans de nombreuses commissions officielles : commission du fer et de l'acier, comité des procédés nouveaux au département des chemins de fer, commission administrative d'écoles industrielles et professionnelles, commission consultative permanente des appareils à vapeur, etc.

En 1901, il obtint un congé d'un an et il fut autorisé par son administration à entrer comme délégué technique au sein du conseil d'administration de la « Société des Chantiers navals, Ateliers et Fonderies de Nicolaieff », société au service de laquelle il se décida, dès l'année suivante, à rester définitivement comme admi-

nistrateur-délégué. Il fut alors démissionnaire sur sa demande et pensionné après trente et un ans de service à l'Etat belge.

Il laisse à l'Ecole de commerce le souvenir d'un professeur remarquable : il aimait à enseigner et il avait hérité de son père de grandes qualités pédagogiques. Sa mort prématurée a causé de profonds regrets pour ses collègues et ses élèves, qui lui étaient fort attachés.

—

Séminaire d'économie politique de M. le professeur E. Waxweiler.

Séances du 15 janvier et du 5 février 1914.

Le rendement d'un gouvernement et les causes de la persistance de certaines institutions américaines. — Le communisme primitif et la notion de la plus-value dans le marxisme.

Mlle Antonopoulo parle d'un ouvrage récent, « Efficient government », qui rend compte des discussions qui ont eu lieu à l'Académie des sciences politiques de New-York, sur le droit public américain appliqué, c'est-à-dire sur l'organisation et le fonctionnement du gouvernement américain. La façon dont la question était envisagée paraîtrait tout à fait étrange aux Européens. On l'examinait non d'un point de vue juridique pur, mais en se plaçant à un point de vue qu'on pourrait qualifier d'économique. Les Américains n'ont pas manqué de considérer leur gouvernement au point de vue de son rendement et de se demander ce qu'il faut faire pour le rendre plus productif.

Tous les orateurs étaient d'accord pour reconnaître que le rendement du gouvernement était minime. On en voyait la cause dans la difficulté extrême qu'avait le droit public à s'adapter aux conditions nouvelles, notamment par suite de la clause dite d'amendement, qui exige le vote affirmatif des deux tiers du Sénat et de la Chambre réunis et des trois quarts des États, pour qu'une révision de la Constitution puisse avoir lieu. Il en résulte qu'en fait, un dixième de la population peut empêcher une revision constitutionnelle désirée par les neuf autres dixièmes. C'est pourquoi la plupart des orateurs demandaient la revision de cette clause.

D'autre part, pour des raisons historiques, les prérogatives du

pouvoir judiciaire sont extrêmement étendues. Les cours des États ou la cour fédérale peuvent se prononcer sur la constitutionnalité de n'importe quelle loi. Or, la démocratie américaine reproche aux cours d'être trop souvent imbues d'un esprit juridique étroit, d'interpréter la Constitution à la lettre et de ne pas pouvoir ou vouloir comprendre l'état des choses créé par des circonstances nouvelles. D'autre part, beaucoup d'orateurs combattaient aussi le mode de nomination des juges : les juges fédéraux sont nommés à vie, ce qui ne permet l'intervention d'aucune autorité en cas d'abus ; les juges d'États sont élus et leurs fonctions sont temporaires ; or, les élections sont faites par les « bosses », les meneurs de cliques politiques, le public se désintéressant complètement des élections ; les juges n'ont aucune expérience et pensent avant tout à leur réélection. Les orateurs se prononçaient donc contre l'éligibilité des juges et, en outre, se déclaraient partisans de la proposition du parti progressiste ayant pour but de modifier la Constitution en vue de permettre aux citoyens d'abroger, par voie de referendum, toute décision de tribunal proclamant une loi quelconque inconstitutionnelle.

D'autre part, une des causes principales du mauvais rendement du gouvernement, c'est l'impossibilité de former un système administratif d'élite, à cause du système des « dépouilles » : tous les quatre ans, lorsqu'un nouveau président arrive au pouvoir, le haut personnel administratif change, sauf dans les services où l'on a institué la permanence des fonctions. Tous les orateurs de l'Académie préconisaient la permanence des fonctions et l'avancement au concours.

M. Waxweiler. — La Constitution américaine a été faite à une époque où le pays avait une population très restreinte, clairsemée dans de petites communautés rurales. Tout le monde s'y connaissait, il était facile de se réunir et l'on ne concevait même pas qu'on pût ne pas élire comme juge celui qui était connu comme l'homme le plus compétent. Or, la révolution industrielle a transformé complètement la face du pays et bouleversé toute la vie sociale des États-Unis. Le système administratif est resté ce qu'il était, et la question se pose précisément de savoir pourquoi il ne s'est pas transformé.

M. Dardenne. — Parce qu'il y a une classe puissante qui a intérêt à conserver l'état des choses existant, à soutenir la vieille machine administrative, dont elle se sert dans son intérêt.

M. Waxweiler. — Notez qu'aux États-Unis les attributions et le rôle des pouvoirs publics sont bien moins essentiels pour la marche

générale de la vie sociale. En Europe, un tel état de choses aurait conduit à l'anarchie. Aux États-Unis, le gouvernement ne touche de près à aucun des grands intérêts sociaux, il n'a dans ses attributions ni les écoles, ni la bienfaisance, ni les régies ; l'armée est composée de milices.

M. Neumann. — Peut-être aussi l'émigration, en déversant toujours dans la population des masses énormes de gens incultes et ne songeant qu'à leur gagne-pain, détourne-t-elle l'opinion publique des questions politiques.

M. Van Langenhove. — Puis il y a l'étendue énorme du pays ; pour les habitants des régions éloignées de la capitale, le gouvernement fédéral doit apparaître comme quelque chose de bien lointain et étranger.

M. Waxweiler. — Il y a là peut-être quelque chose de vrai. Il faut surtout ajouter l'absence d'atmosphère politique. Dans la vie privée, on ne s'intéresse pas aux opinions politiques de ses voisins, comme on ne s'intéresse pas à leurs conceptions religieuses. Des organisations spontanées naissent pour tous les objets possibles. Dès qu'un besoin nouveau apparaît dans n'importe quel domaine — enseignement, hygiène publique, prévoyance, etc., etc. — immédiatement un organe spontané se forme. Chez nous, on songe avant tout à mettre en mouvement l'un ou l'autre pouvoir public.

Et ceci doit constituer pour nous un enseignement. Si, il y a cinquante ans, on avait posé dans une Académie quelconque la question suivante : voici deux pays, l'Allemagne et les États-Unis, le premier possédera une administration modèle, d'une honnêteté et d'une capacité parfaites, *das Beamtentum*, le second aura une administration corrompue ; quelles seront les destinées respectives de ces deux pays ? Tout le monde se serait écrié que le premier prospérerait tandis que le second tomberait dans une décadence rapide. Ceci nous montre qu'il n'y a pas à juger les systèmes sociaux d'une façon absolue. Les hommes cherchent avant tout à s'adapter le mieux possible à leur milieu, mais il y a une variété de solutions pour arriver à cette adaptation.

M. Dardenne. — Cependant tous ces pays ont un fonds commun : le régime capitaliste.

M. Waxweiler. — Certainement, mais cela, c'est le résultat de la

révolution industrielle, et les institutions politiques peuvent s'y adapter de façon différente.

***

M. VAN DAMME parle d'un ouvrage de TUGAN-BARANOVSKI sur l'évolution du socialisme. Le travail ayant un caractère très abstrait et très didactique, l'exposé est interrompu par des discussions sur des points spéciaux.

Une première discussion s'engage sur la question de la suppression de la propriété et l'exploitation.

M. JAMAR. - La propriété tient à la nature des hommes. Il est absolument impossible de concevoir un système social où il n'y aurait plus de propriété personnelle.

M. BAUWENS. — L'exploitation du non-propriétaire a toujours existé, nous pouvons concevoir une atténuation de celle-ci, mais pas sa suppression complète.

Mlle ANTONOPOULO. — D'ailleurs, dans un régime communiste il y aurait aussi une exploitation : celle des forts par les faibles.

M. PLISNIER. — On a dit que jadis les guerriers exploitaient leur tribu. C'est une exagération : ceux-ci jouaient un rôle utile en défendant leur tribu.

M. VAUTHIER. — Il en serait ainsi dans l'état idéal de Platon, on pourrait envisager cela comme une forme particulière de la division du travail, mais dans la réalité, il n'en a jamais été ainsi.

M. DARDENNE. — Cependant, chez les populations primitives on trouve souvent un régime communiste, donc sans explication.

M. WAXWEILER, à titre d'exemple, décrit l'organisation économique d'une tribu primitive. Pas de propriété individuelle ni collective du sol, les plus gros travaux sont faits par les femmes, les autres par les jeunes gens et les adultes. Les vieillards jouissent de toute une série de privilèges; ils régissent toute la tribu et assurent l'observation rigide des usages. Qualifiera-t-on un tel régime de communiste?

M. DARDENNE. — C'est une espèce de communisme.

M. CHLEPNER. — D'ailleurs, qu'un régime communiste idéal ait jamais existé ou non, cela ne préjuge en rien sur la possibilité d'un régime socialiste dans l'avenir. Il vaut donc mieux laisser de côté le communisme.

M. Neumann. — Puis, il faut remarquer que théoriquement la propriété est possible sans l'exploitation, si chacun possède les outils nécessaires pour son travail.

M. Waxweiler. — Avant de continuer la discussion, il faut nous entendre sur le terme « exploitation ». Qu'est-ce que l'exploitation? Voici un exemple : par un accord collectif, le salaire dans telle profession est fixée à 60 centimes l'heure. Un patron paie 50 centimes, un deuxième 60 centimes, un troisième 80 centimes. Où y a-t-il exploitation?

M. Bauwens. — Il faut voir les bénéfices du patron.

M. Waxweiler. — Il est impossible de déterminer les bénéfices sur la journée de travail d'un tel ou d'un tel ouvrier, les bénéfices sont globaux. D'ailleurs, même en connaissant les bénéfices, vous arriverez à l'échelle mobile des salaires. Les ouvriers sont les premiers à la rejeter. Elle va à l'encontre du principe des accords collectifs : le salaire d'une spécialité doit être le même dans toute la région. En réalité, nous n'avons donc aucun critérium objectif pour définir l'« exploitation ».

M. Van Damme fait observer que cette question se confond presque avec celle de la plus-value dans le sens de Marx dont il allait parler. Une discussion s'engage à propos de cette théorie.

M. Chlepner fait observer que cette conception a pour base la théorie de la valeur basée sur le travail, théorie qu'il est impossible d'admettre. En outre, la théorie de la plus-value est considérée à tort comme la base de la doctrine socialiste. On peut être socialiste sans être partisan de cette conception.

M. Dardenne. — Il n'en reste pas moins vrai que, quand un patron achète à un ouvrier sa force de travail pour 3 francs et qu'il revend le produit de ce travail pour 4 francs, il y a là une plus-value.

M. Waxweiler. — Avez-vous jamais vu un patron acheter de la force de travail? Regardez la réalité, lisez les textes des accords collectifs, parlez avec des ouvriers ou des industriels, nulle part vous n'entendrez parler de la *force* du travail; c'est du *temps* du travail qu'on se préoccupe partout. Et le patron ne vend nullement le produit de la *force* du travail de son ouvrier. La conception de la plus-value serait fondée, si les ouvriers étant en possession de leurs outils et machines et produisant tout, les patrons étaient survenus et les avaient expropriés. Mais ce n'est pas ainsi que les choses se sont passées. C'est le

patron qui commence et fait appel au concours des ouvriers. Je suis fabricant de chaudières, par exemple. Pour fabriquer une chaudière, il faut de la fonte, du cuivre, des machines, des outils, etc., et il faut aussi des heures de travail d'ouvriers chaudronniers. Actuellement cela vaut, je suppose, 60 centimes l'heure. J'achète tout cela et je fais une chaudière. C'est tout. Je paye à l'ouvrier ses dix heures comme je paye au patron métallurgiste sa fonte, au constructeur ses machines, etc. A tous je tâcherai de payer aussi peu que possible, puisque plus je dois leur payer, moins il me restera; mais où y a-t-il dans cet enchaînement de circonstances, de la « plus-value »?

Je n'ai jamais pu comprendre qu'on puisse nier la théorie de la plus-value si on accepte son point de départ, mais je n'ai aussi jamais compris comment on pouvait admettre ce point de départ.

La question qui est ensuite soulevée par l'exposé de M. Van Damme est celle de la nationalisation des moyens de production. L'heure étant tardive, la discussion est écourtée.

C.

—

Les nouveaux locaux de l'Université. — On sait que les locaux de l'Université vont être transférés au Parc Léopold.

Le désir des professeurs enseignant les sciences expérimentales était de voir affecter à chacune de ces sciences un institut spécial. Un pareil système eût rendu faciles d'éventuels agrandissements et diminué les risques d'incendie. Mais outre qu'il exigeait des étendues de terrain considérables, il accroissait singulièrement les frais de construction et d'entretien. Il a donc fallu se résoudre à agglomérer dans une certaine mesure, et renoncer à ce projet ambitieux d'une cité de temples consacrés chacun à une de nos disciplines. Consolons-nous en nous disant que des instituts isolés auraient moins favorisé, entre étudiants et entre professeurs des différentes facultés, la vie commune, la solidarité qui sont indispensables à la force de notre Institution comme au progrès des idées.

A l'extrémité de la rue Vautier sera érigé un vaste bâtiment comprenant la zoologie avec ses annexes, la géologie et la minéralogie. Il sera surmonté d'un observatoire.

La botanique sera probablement logée près du parc Josaphat. Deux hectares de terrain lui seront nécessaires, parce qu'elle veut un champ destiné aux expériences.

La chimie et l'Ecole de pharmacie posséderont, rue Wiertz, des

laboratoires isolés. Parallèlement, entre cette rue et les Instituts Solvay, s'élèveront deux autres lignes de bâtiments : la première constituée par les auditoires de chimie et de pharmacie; la seconde, par les auditoires de philosophie, de droit et de mathématiques, et par la physique.

L'étude de ces divers projets est fort avancée. Il reste encore à pourvoir aux besoins de la mécanique, actuellement installée à Anderlecht, et de l'électrotechnie.

—

La population de l'Université de Paris. — Nous extrayons la statistique suivante du rapport présenté au Conseil de l'Université de Paris par M. H. Roger, professeur à la Faculté de médecine.

Le nombre total des étudiants français et étrangers à l'Université de Paris était, au 15 juillet 1913, de 17,556; à la même date de 1912, il s'élevait à 17,822. Il y a donc une diminution (— 266) qui atteint les Facultés des sciences (— 109), des lettres (— 114) et l'Ecole de pharmacie (— 79). Une légère progression s'est produite à la Faculté de droit (+ 33) et à la Faculté de médecine (+ 3).

Quant aux étudiants étrangers, leur nombre a été, en 1912-1913, de 3,505, dont 2,409 hommes et 1,096 femmes. Ces chiffres sont inférieurs à ceux de l'année précédente (— 128). La diminution ne peut s'expliquer complètement par l'influence des événements balkaniques, car elle porte surtout sur les femmes (— 20 hommes et — 108 femmes). A la Faculté de droit, le nombre des étudiants étrangers a augmenté (+ 43), ainsi qu'à la Faculté de médecine (+ 12). La diminution a porté sur l'Ecole de pharmacie (— 6) et la Faculté des sciences (— 74). Comme l'année précédente, elle est surtout sensible à la Faculté des lettres (— 103).

—

L'Université de Londres en 1913-14. — Le rapport sur l'activité de l'Université de Londres durant l'année dernière (1913-14) vient de paraître. Il atteste un remarquable essor, en dépit du fléchissement de la population estudiantine.

Le nombre des étudiants ayant subi un examen durant cette période s'élève à 11.920, contre 12.455 pour l'année précédente.

Cette diminution doit être attribuée uniquement à la création de nouvelles universités provinciales, qui ont permis aux uns de ne pas quitter leur région, aux autres d'y poursuivre les études qu'ils avaient commencées à Londres. Quant au nombre d'étudiants de la capitale entrés à l'Université, il est même plus élevé qu'à l'ordinaire.

L'Extension de l'Université a organisé avec succès trois cours l'été dernier : le cours de vacances pour les étrangers, devenu aujourd'hui permanent; un cours spécial de vacances pour les professeurs anglais et étrangers de langues modernes, à Ramsgate; une école pour le tracé des villes, au faubourg de Hampstead-Garden.

L'Université s'occupe aussi de l'enseignement complémentaire de la classe ouvrière : trente classes ont été créées à cet effet.

Quant à l'échange des étudiants avec les universités étrangères, il se poursuit d'une façon satisfaisante. Des arrangements ont été conclus, jusqu'à présent, avec les Universités de Paris, Montpellier et Caen.

—

Le Bulletin de l'Institut de sociologie Solvay. — Les deux sociétés allemandes de sociologie, la *Deutsche Gesellschaft für Soziologie* et la *Soziologische Gesellschaft* d'Autriche, se sont adressées à l'Institut de sociologie Solvay pour que son *Bulletin* devienne l'organe de ces deux sociétés, qui groupent un grand nombre de professeurs et de spécialistes des sciences sociales.

Un accord a pu s'établir : à partir du 1er mai, une édition allemande du *Bulletin* sera publiée, réservée exclusivement aux membres des deux sociétés; celles-ci interviennent par un subside dans les frais d'édition. Les articles des *Archives* seront conservés dans le texte français et précédés d'un résumé d'une page environ en allemand. Dans la *Chronique du mouvement scientifique*, les extraits des publications resteront dans la langue originale. La *Chronique de l'Institut* sera résumée en allemand en quelques pages. Les deux sociétés pourront ajouter après ce résumé les communications spéciales qui seraient destinées à leurs membres.

Cet arrangement donnera au *Bulletin* une grande diffusion dans le monde scientifique allemand.

1894-1914

L'Extension de l'Université libre de Bruxelles

fondée le 20 juin 1894, vient de fêter son vingtième anniversaire par une série de conférences faites à l'Université et demandées par elle à quatre de ses collaborateurs les plus éminents de la première heure, MM. le recteur J. Demoor, le prorecteur P. Errera, les professeurs P. Heger et A. Lameere. Elle a aussi organisé une promenade scientifique « jubilaire » sous la direction de M. le professeur J. Massart, qui a conduit, depuis 1905, plus de cinquante excursions dans toutes les régions de la Belgique et même hors du pays (Hollande et Grand-Duché de Luxembourg).

Enfin, la journée du 21 juin a groupé autour du comité d'honneur et du comité central les membres des comités locaux, les adhérents de Bruxelles et de la province.

On trouvera ci-après le compte rendu de cette journée, celui de l'excursion du 29 mars, ainsi que les textes des conférences de MM. Errera et Heger. La Revue de l'Université *aurait désiré publier* in extenso *les conférences de MM. Demoor et Lameere. Mais elle n'a pu s'en procurer qu'un bref résumé, suffisant toutefois pour donner une idée de leur caractère et de leur grand intérêt.*

La Leçon des Leçons [1]

Conférence faite le 9 novembre 1913

PAR

M. Paul ERRERA

Prorecteur de l'Université.

Vingt ans, c'est déjà pour la vie d'un homme un long espace de temps; ce ne l'est peut-être pas pour une institution telle que l'Extension de l'Université libre. Mais vingt ans suffisent pour nous permettre de jeter un coup d'œil rétrospectif sur ce que nous avons fait et, ce qui est plus intéressant, de nous rendre compte de ce que nous avons à faire.

Comment ne pas penser d'abord à tous ceux qui, depuis 1893, nous ont aidés et qui sont disparus? Peut-être en est-il entre vous qui se souviennent du premier cours que j'ai eu l'honneur de faire ici même, ayant à mes côtés Charles Graux, alors administrateur-inspecteur de l'Université, et Hector Denis, alors recteur. En encourageant cette œuvre naissante, l'un et l'autre ont témoigné de leur clairvoyance. Ils comprenaient la valeur qu'elle avait par elle-même et la valeur qu'elle avait par rapport à l'Université.

C'était une innovation que ces cours d'extension en Belgique. L'idée nous venait d'Angleterre, où elle avait fait ses preuves ; elle ne devait pas tarder à les faire chez nous et le succès de ses 4,000 leçons données jusqu'à ce jour, les imitateurs que nous avons eus témoignent de l'utilité et de la vitalité de l'idée extensionniste. Un tel effort doit servir à quelque chose, sinon il ne rencontrerait pas tant de bonnes volontés et de sympathies.

---

(1) Nous donnons ci-dessous le résumé, non la sténographie de cette causerie.

Je voudrais aujourd'hui vous montrer ce que nous avons appris, nous les maîtres et vous les auditeurs ; ce sera la démonstration la meilleure de la thèse que je viens d'affirmer.

Les maîtres ont appris à ne pas confiner leur enseignement dans les bornes académiques que leur fixe le programme des cours. Il a fallu tout d'abord vaincre certaines préventions pour sortir ainsi du cadre de l'enseignement universitaire. Ces préventions étaient légitimes sans doute. Elles provenaient de ce sentiment profondément enraciné en nous tous : nous ne devons parler des choses que si nous les connaissons parfaitement. Comment ne pas redouter les critiques de ceux qui nous reprocheraient de traiter un sujet en amateur ? Le temps n'était plus, déjà il y a vingt ans, où un même professeur faisait cours indifféremment sur quatre, cinq, six matières, ou davantage encore. On racontait de certains de nos maîtres de la génération antérieure qu'ils s'informaient, en été, des cours pour lesquels ils figuraient au programme de l'année académique suivante ; et d'aucuns réussissaient même fort bien, l'esprit méthodique, la clarté et les connaissances générales suffisant pour assurer un bon enseignement. Mais les temps avaient changé. Songez au développement qu'ont pris toutes les sciences ! C'est avec peine que nous nous tenons au courant des faits, des livres, des expériences et tout notre temps suffit à peine pour que nos cours ne retardent pas sur les progrès et sur la production incessante du monde savant.

C'est Léon Vanderkindere qui nous encouragea à parler à l'Extension sur des sujets autres que ceux de notre enseignement académique, de les choisir selon nos prédilections, de faire ainsi d'un cours d'Extension un délassement, une joie pour notre esprit plutôt qu'un surcroît de travail. La spécialisation professionnelle, nous disait-il, s'impose, et nous la subissons tous ; mais elle n'entraîne pas forcément la spécialisation intellectuelle. Gardons-nous de celle-ci, elle pourrait rapetisser le champ de la pensée, raccourcir les vues, éteindre toute flamme communicative dans le corps enseignant. A l'Extension, les termes techniques, le jargon professionnel sont choses inter-

dites ; la nature même du public impose une langue facile à comprendre par tous ; les idées doivent être exposées dans le vocabulaire vulgaire. Toute déformation professionnelle apparaît comme dangereuse, dans un milieu comme le nôtre, bien plus que dans le milieu universitaire proprement dit, où ceux qui écoutent ne tarderont guère à devenir les collègues ou les confrères de ceux qui parlent. L'Extension nous a appris aussi à mettre en évidence les idées essentielles de notre enseignement. La courte durée des leçons, la nécessité d'embrasser l'ensemble d'un sujet afin de laisser dans l'esprit de l'auditeur une trace méthodique, obligent le maître à sacrifier les détails, les notions accessoires. Cette façon de s'exprimer très clairement, d'éviter le jargon, ou du moins de ne se servir de termes techniques qu'en les expliquant par la langue usuelle, cette nécessité aussi d'établir des perspectives, en mettant à l'avant-plan les notions essentielles, celles que l'auditeur doit retenir tout d'abord, puis à l'arrière-plan toutes les idées accessoires, toutes les notions qu'il est facile de retrouver grâce aux idées essentielles, tout cela a passé dans notre enseignement universitaire qui s'en est senti, je pense, amélioré et vivifié.

L'un des facteurs de rénovation de beaucoup de cours dans nos facultés, ç'a donc été l'Extension et les devoirs spéciaux que nous impose son enseignement plus varié et plus simple. Grâces lui en soient rendues.

Les auditeurs, de leur côté, ont appris tout d'abord qu'il y avait une Université, ensuite ce qu'elle était. Dans peu de pays, l'enseignement supérieur joue un rôle aussi effacé qu'en Belgique. Il semble étranger aux grandes préoccupations nationales ; c'est à peine s'il est reconnu comme un des facteurs de l'esprit public, du progrès économique et intellectuel. Mieux vaut peut-être ne plus répéter les tristes choses qu'on devrait dire à cet égard, devant un public qui ne mérite pas les reproches adressés à la généralité de nos concitoyens. Avouons cependant que rien n'a été fait, ou bien peu de chose, pour affirmer en Belgique l'importance de l'Université. Et tout d'abord, le mot manque de clarté parce que l'on en abuse, chacun se

sentant le droit de s'en servir comme il l'entend. A côté des Universités de l'Etat, il y a les Universités libres ; nous avons aussi l'Université du Travail, l'Université nouvelle, les Universités populaires, l'Université des Annales ; demain nous aurons peut-être l'Université Delhaize ou une Université Tietz ! Il en est de ce mot comme du titre de professeur qui, lui non plus, n'est pas défendu en Belgique : tout le monde peut le prendre et je l'ai vu porter par des prestidigitateurs...

Pourtant il est utile de rappeler le rôle que l'Université a joué dans l'histoire de notre civilisation comme un de ses facteurs essentiels, comparable depuis le moyen âge, à l'Eglise elle-même avec qui, à l'origine, elle se confondait d'ailleurs dans une certaine mesure.

Quoi d'étonnant à cela ? Durant le moyen âge, seuls dans le monde occidental, les clercs jouissaient d'une certaine instruction; c'est autour des cathédrales et autour des monastères que se fondèrent les écoles où venaient apprendre, ici les réguliers, là les séculiers. A la base des études, se plaçait le latin, unique langue alors formée. Pour la lecture et l'écriture, les livres liturgiques ne furent pas seuls employés : certains auteurs profanes étaient adoptés pour enseigner le latin. Parmi eux, Virgile semble avoir occupé la première place et peut-être doit-il à ce fait l'étrange faveur dont il jouit, alors qu'on en faisait tantôt un magicien, tantôt un prophète.

Au moment où l'Empire d'Occident sembla renouveler l'unité romaine, à la fin du VIII^e^ siècle, Charlemagne voulut créer pour ses conseillers des écoles analogues aux écoles cathédrales et monastiques. Ainsi naquirent les écoles palatines, qui ne différaient guère des autres que par leur origine et par leur patronat.

Un peu plus tard, les études de médecine rénovée par les Arabes apportaient un nouveau contingent à la science profane. La première école de médecine s'ouvrait à Salerne, au IX^e^ siècle. Elle demeura longtemps célèbre, surtout par la bonne humeur qui y régnait et que nous rappellent encore maints dictons que se répètent les carabins d'aujourd'hui.

Mais ces premières tentatives subirent un temps d'arrêt, pour ne pas dire un complet recul, pendant le X^e^ siècle, la seule

période qui justifie peut-être l'expression trop courante de ténèbres du moyen âge. Ce fut le siècle de fer, où les peuples envahisseurs du monde romain semblent avoir fait leur maladie de jeunesse et où, certes, ils apparurent comme plus barbares encore qu'au moment même des invasions.

Le siècle suivant vit renaître l'ordre et l'organisation sur certains points de l'Europe; les villes commerçantes naissaient ou renaissaient à une vie nouvelle. Les rapports n'étaient plus circonscrits entre marchands d'une même localité : le commerce établit des relations extérieures, car il faut appeler ainsi les intercours de ville à ville, alors aussi étrangères l'une à l'autre que le sont aujourd'hui les nations. Les usages locaux, les règles communes établies aux marchés ne suffisent plus; il faut en trouver d'autres reconnus par les vendeurs et les acheteurs des différentes localités. Seul le droit romain pouvait fournir ces règles; la tradition impériale lui assurait une suprématie et les textes maintenaient son unité.

Ce furent des nécessités de ce genre qui amenèrent la fondation, à Bologne, d'une école de droit romain basée sur l'étude du *Corpus juris*. Tout naturellement, au droit civil qui réglait surtout les rapports d'intérêts, vint s'ajouter le droit canon réglant surtout les relations personnelles.

Bien qu'étrangère aux études théologiques et aux discussions dogmatiques, l'école de Bologne attira l'attention de l'Eglise ; celle-ci s'en méfia comme d'une puissance naissante qui pouvait lui faire ombrage. Toutefois, elle ne tarda pas à préférer le système des ententes, auxquelles elle se résigna si souvent, alors qu'elle ne pouvait ni détruire, ni absorber.

L'Eglise ne fut pas seule à accorder son appui à l'école de droit de Bologne : le pouvoir impérial aussi voulut l'attirer à soi. L'alliance était ici bien naturelle, puisqu'il s'agissait de faire revivre et de perpétuer le droit romain.

Bologne se vit donc, dès le XII^e^ siècle, octroyer certains privilèges qui assurèrent la prospérité de son école. Le but poursuivi devait attirer les étrangers, mais ceux-ci se trouvaient sans protection suffisante, alors que les règlements, la police locale, les institutions urbaines ne visaient que les seuls bourgeois de la

cité. Ce furent donc les étudiants étrangers qui, plus que tous autres, eurent recours à la protection impériale. Leurs groupements corporatifs furent reconnus sous la forme juridique d'*universitates*, terme de droit romain qu'il faudrait traduire, non par universités, mais par corporations. Celles-ci avaient à leur tête un recteur qui, pour chaque nation, dirigeait la maison et exerçait une sorte de police. Les maîtres ne tardèrent pas à former entre eux d'autres *universitates*. On le voit, ce terme n'avait pas alors le sens que lui a donné depuis la vie académique.

L'école de Bologne, au XII^e^ siècle, illustrée par le groupe des rénovateurs du droit romain, formait pour l'Europe occidentale tout entière des juristes professionnels, véritables pionniers de l'unification du droit et artisans, à ce titre, de civilisation, autant que les marchands qui établissaient des relations pacifiques de ville à ville, de province à province, de pays à pays. Au-dessus des licences conférées aux étudiants de Bologne, ceux-ci pouvaient prétendre aussi au titre plus élevé de docteur, qui leur donnait la faculté d'enseigner à leur tour *(docere)*. Nous constatons ainsi, dès cette époque, le double rôle d'un enseignement supérieur : il forme aux professions dites libérales et assure la transmission des connaissances d'une génération à l'autre. Ce droit d'enseigner était d'autant plus étendu qu'il avait été conféré par une école dont le renom était mieux établi ; les docteurs de Bologne et de Paris, un peu plus tard ceux d'Oxford, jouissaient ainsi d'un privilège qui leur était partout reconnu.

Parfois, à côté du titulaire d'une chaire, on voyait ses anciens disciples, ou bien ceux d'un autre maître également réputé, faire des cours temporaires sur les mêmes matières. La leçon qui se donnait ainsi était en même temps une leçon que l'on prenait. L'enseignement ne pouvait qu'en tirer profit : il gagnait en vie, en variété, en étendue. Ainsi fut institué le titre de professeur extraordinaire, à côté de celui de professeur ordinaire, réservé au titulaire d'une chaire, destiné à l'occuper sa vie durant. Vous le voyez, ces deux termes de notre organisation académique ont changé de sens, puisque le chargé de

cours devient, chez nous, professeur extraordinaire, puis professeur ordinaire. Mieux vaudrait sans doute revenir à l'ancienne terminologie, philologiquement et historiquement plus exacte.

Bologne ne tarda pas à posséder, à côté de sa faculté de droit, une faculté de médecine et le XIII^e^ siècle ne s'achevait pas sans que fut constituée une troisième faculté, celle de philosophie et d'art, qui comprenait aussi ce que nous appelons aujourd'hui la faculté des sciences. Elle s'inspirait plus directement des traditions de l'Antiquité, connaissant, elle aussi, le *trivium* et le *quadrivium*, cours d'études comprenant le premier la grammaire, la logique et la rhétorique ; le second l'arithmétique, la géométrie, la musique et l'astronomie.

Le siècle suivant vit s'établir à Bologne, auprès de ses trois disciplines, une quatrième faculté, celle de théologie. L'école était devenue assez puissante pour que l'Eglise ne s'opposât plus à cette création. S'agissant de former les hommes destinés aux carrières libérales, d'enseigner toutes les sciences, les théologiens et la théologie ne pouvaient plus être écartés. Alors, et alors seulement, Bologne se prévalut du titre de *studium generale* que nous pouvons traduire cette fois par université, en donnant au mot le sens qu'il devait conserver désormais et dont vous comprenez, je l'espère, toute la valeur.

Si nous en avions le loisir, nous pourrions retracer aussi les origines de l'Université de Paris, qui, dès le XII^e^ siècle, était illustre entre toutes, pour les études de logique et de théologie, études pour lesquelles elle conserva longtemps une sorte de primauté. Plus qu'aucune autre, l'Université de Paris eut à soutenir des luttes contre le Saint-Siège, hostile à de certains moments à son enseignement. Parfois, au contraire, l'Eglise lui fut favorable; dès le XIII^e^ siècle, la sympathie de certains clercs lui était assurée ; c'est ainsi que Robert de Sorbon, chapelain et confesseur de Saint Louis, fonda un collège, une *universitas* pour les étudiants en théologie. Il était destiné aux pauvres escholiers et situé « au beau milieu de la pouillerie », comme dit Rabelais, du Quartier latin, comme on eut dit plus tard. Cette maison, établie rue Coupe-Gueule, entre le Palais des Thermes, aujourd'hui Musée de Cluny, et la Montagne Sainte-

Geneviève, aujourd'hui le Panthéon, occupait l'emplacement où fut bâtie, depuis, la chapelle de l'Université. Elle prit le nom du fondateur et le donna à l'Université de Paris elle-même : la Sorbonne. Celle-ci demeura toujours distincte du Collège de France, fondation plus récente, dont les cours furent suivis par des auditeurs libres et qui ne conféra pas de grades académiques, comme le fit la Sorbonne.

Si vous vous intéressez aux luttes que l'Université de Paris eut à soutenir contre les Jésuites, plus tard contre le Parlement, je vous renvoie aux historiens qui les ont racontées et notamment à Etienne Pasquier, qui fut chancelier de l'Université et son porte-parole contre la Compagnie de Jésus.

Vous savez quel parti Napoléon sut tirer de la centralisation à tous les degrés, en France : les professeurs étaient devenus des fonctionnaires comme les préfets et comme les évêques.

Ce que nous pouvons retenir d'une aussi rapide esquisse, c'est que l'enseignement est, ou bien entre les mains de l'Etat, ou bien entre les mains de l'Eglise. Celui des deux qui se sent le plus fort en revendique la direction au nom de l'autorité; celui des deux qui se sent le plus faible invoque un droit analogue, au nom de la liberté : c'est l'histoire d'hier ; n'est-ce pas aussi l'histoire d'aujourd'hui ?

En apprenant à connaître l'Université, les auditeurs des cours d'extension se sont familiarisés avec ces problèmes dont ils ne se désintéressent plus. Si tel était le seul profit de notre institution, il serait déjà véritable; mais il en est d'autres encore. Nos cours ont appris à quelques dizaines de mille auditeurs à observer, car nous avons pris à tâche d'éveiller leur esprit critique. Les cours scientifiques surtout se proposent ce but : les excursions plus encore que les leçons *ex cathedra* mettent l'auditeur en présence des phénomènes, en contact avec la nature et lui font ainsi connaître mieux le pays parcouru, en même temps que la science enseignée. Les cours de littérature et d'art poussent à la lecture, ce qui n'est que trop nécessaire chez nous. Faut-il rappeler que nous sommes le pays, et le seul pays je pense; dont les gares de chemins de fer n'ont pas de bibliothèques? On ne lit guère en Belgique, même les meilleurs

auteurs belges. Ceux-ci ne doivent-ils pas se faire consacrer grands prosateurs ou poètes à l'étranger ? Nous avons contribué à répandre le goût des matinées classiques, des auditions musicales; nos avons appris à bien des gens le chemin de nos musées. Alors que nos maîtres éveillaient l'esprit d'observation, ils allumaient aussi la flamme de l'enthousiasme; ils faisaient aimer et admirer le beau sous toutes ses formes, tâche encore plus utile, car s'il fallait choisir entre l'esprit critique sans enthousiasme ou l'enthousiasme sans esprit critique, n'est-ce pas le second qu'il faudrait préférer ? Enfin nos corps historiques et économiques ont appris à méditer sur les grands problèmes de la vie nationale. Là encore, l'Extension a déjà rempli une mission éducatrice ; elle pourra la compléter sans doute en organisant des visites et des excursions, faisant revivre notre passé national. Afin de rappeler les luttes anciennes de prince à sujets, de métier à métier, de ville à ville, de comté à duché, promenons-nous autour de nos hôtels de ville et de nos cathédrales, faisons sonner le tocsin et évoquons les morts; retournons sur les champs de bataille; et que le souvenir des misères passées nous fasse apprécier les bienfaits des temps présents. Que ce soit à Courtrai ou à Mons-en-Pévèle que cette leçon d'histoire nous soit donnée ! Ou bien, pour nous raconter le comment et le pourquoi de la puissance des princes, pour dire les obstacles que rencontra l'unification de la souveraineté, qu'on nous mène à Roosebeke et à Beverhout, à Othée, à Gavre, à Montenaeken! Pour nous dépeindre les splendeurs de l'époque bourguignonne, qu'on nous parle, si l'on veut, du faste des cours et de la grandeur de nos ducs; mais qu'on nous montre aussi les villes incendiées et saccagées, Dinant en ruines et Liége en cendres, afin de nous rappeler ce qu'il en coûte aux peuples de vouloir jouer un rôle politique prépondérant ! La domination espagnole pourrait nous réapparaître dans quelques promenades à travers nos villes où se sont déroulées des scènes de furie ou des épisodes sanguinaires. D'autres excursions nous ramèneraient sur les lieux où l'absolutisme monarchique joua ses parties décisives. Notre pays n'eut-il pas le triste honneur d'être choisi longtemps comme champ de bataille de ces puissants de la terre, qui n'entendaient même pas les cris de misère

que de toute part les humbles tentaient d'élever jusqu'à eux ? Relisons à Neerwinden ou à Ramillies quelques passages des mémoires de Fénelon, où il dépeint la misère générale au temps de la guerre de succession d'Espagne, cette misère qui lui arrachait ce cri désespéré : « Les peuples ne vivent plus en hommes ! » Une autre fois, c'est à Jemappes, à Neerwinden encore et à Fleurus que nous pourrons revivre les étapes décisives de la conquête française, pour finir par Waterloo, où — peut-on concevoir calamité plus grande ! — des Belges se battaient dans les deux camps ! Tel est, me semble-t-il, le souvenir affligeant que doit nous laisser cette bataille dont on nous invite à commémorer bientôt le centenaire. Enfin, des promenades dans Bruxelles et autour de Bruxelles, en commençant par la Grand'Place, en finissant par la Place Royale, peuvent évoquer les épisodes principaux de notre révolution de 1830. Toutes ces leçons d'histoire éveilleront sans doute en nous des sentiments d'union et de patriotisme, plus forts que la simple lecture d'un livre ou l'audition d'une conférence.

A ce titre, l'Extension a aussi rendu quelques services. Dans combien de villes les bonnes volontés n'étaient-elles isolées et s'ignorant les unes les autres ? Nous les avons groupées, nous leur avons donné de la cohésion et de la continuité, créant ainsi des foyers d'union intellectuelle, si précieux dans un pays particulariste comme le nôtre. L'impulsion, une fois donnée, le mouvement s'est continué, et même en dehors de nos cours, l'œuvre extensionniste se survit et se perpétue presque partout. Souhaitons que l'Université reste le centre de tous ces groupements locaux et que nos auditeurs de Bruxelles et de province la considèrent un peu comme leur maison, puisqu'ils la connaissent, puisqu'ils savent l'esprit qui y règne, qu'ils y viennent comme au foyer familial : ils en trouveront toujours la porte grande ouverte. En la fréquentant, ils comprendront, mieux que par toutes nos explications, ce que c'est que le Libre-Examen.

Que la tâche de l'Extension soit, par tous les moyens dont l'efficacité est aujourd'hui démontrée, de répandre cette idée-force, trop méconnue dans un pays et à un moment où le dogmatisme semble reprendre, en partie du moins, l'empire que des esprits trop confiants avaient cru à jamais perdu pour lui.

Les fonctions du système nerveux

Résumé de la conférence faite le 18 janvier 1914

PAR

M. J. DEMOOR
Recteur de l'Université.

L'organisme le plus simple — l'infusoire, par exemple — sent et réagit, et possède un « comportement » déterminé et spécifique.

Ses manifestations variées et nombreuses ont toutes les caractéristiques fondamentales des actes réflexes, instinctifs et volontaires, différenciés chez les animaux supérieurs, sans qu'il soit possible, cependant, d'isoler complètement les diverses catégories ainsi arbitrairement établies.

Le système nerveux central se constitue, chez l'animal supérieur, sous l'influence de la poussée héréditaire et des excitations fonctionnelles. Progressivement se forment en lui des territoires autonomes dans lesquels germent les idées simples, les concepts généraux et abstraits et les pensées conscientes et volontaires. L'expérience physiologique et l'observation clinique prouvent qu'il en est réellement ainsi. Le travail nerveux reste d'ailleurs toujours tributaire des conditions générales de la vie, de telle sorte qu'il est, et qu'il reste exact de dire : « Quand l'homme pense, ce n'est pas son cerveau qui agit, c'est son être tout entier qui entre en activité. »

De nombreux faits prouvent que le cerveau — comme tout le système nerveux — est anatomiquement et physiologiquement

variable : des voies de conduction nouvelles y naissent grâce à l'exercice; c'est ainsi qu'apparaissent des idées et des réactions jusque là inexistantes. En étudiant ces modalités nouvelles du travail, ces *réflexes conditionnels*, comme on les nomme en physiologie, on se rend compte de la genèse réelle de la pensée et de l'idée et on découvre aisément les rapports étroits existant entre l'activité psychique du cerveau différencié de l'homme et le travail d'irritabilité relativement simple du protoplasma élémentaire.

Tous les phénomènes d'irritabilité sont régis par les mêmes lois. Il est donc logique de les expliquer et de les interpréter les uns par les autres ; il serait fautif de vouloir les dissocier en groupes de manifestations d'essence et d'allure différentes.

L'évolution et la structure du corps humain

Conférence faite le 15 mars 1914

PAR

M. PAUL HÉGER

Professeur honoraire à la Faculté de médecine.

L'Extension de l'Université libre fête le vingtième anniversaire de sa fondation ; elle a le droit de considérer avec fierté l'étape parcourue ; et c'est un plaisir pour moi de remémorer ses efforts.

Tout en rendant justice à ses fondateurs et en leur adressant l'hommage de nos sentiments reconnaissants, nous ne devons pas oublier qu'il y eut des initiatives généreuses préalables à sa fondation ; et je voudrais en citer deux : M. le professeur Leclère, que j'aperçois ici parmi mes auditeurs, fut l'ouvrier de la première heure qui nous parla de l'*Université itinérante* et des succès que ce genre d'enseignement avait obtenus en Angleterre ; il fut le véritable promoteur de notre *Extension*. Une initiative qu'il convient de rappeler aussi est celle du conseil d'administration de l'Université qui organisa, il y a vingt-cinq ans, les premières conférences universitaires. Vous savez quel succès elles ont obtenu et comment nous avons pris l'habitude de voir se succéder des maîtres éminents, du pays et de l'étranger, venus chaque année porter la bonne parole à notre public universitaire.

J'ai voulu rappeler nos véritables débuts en faisant distribuer à l'entrée de cette salle une brochure que chacun de vous vient

de recevoir et qui est intitulée : *La structure du corps humain et l'évolution*. Ce titre est celui de la conférence que j'eus l'honneur de donner le 5 décembre 1888, et qui fut la première de nos conférences universitaires. C'était un périlleux honneur qui m'était échu dans la circonstance : l'Université allait vers le public bruxellois; les professeurs consentaient, non sans avoir à redouter certaines oppositions, à donner des cours de vulgarisation; chose qui paraît maintenant tout à fait naturelle et désirable, mais qui, en ces temps-là, était diversement appréciée.

Pourquoi ai-je repris ce même titre ou ce même sujet pour notre entretien d'aujourd'hui ? En recevant ces brochures, vous vous êtes demandé peut-être si j'avais cherché à épuiser un stock de librairie ? Mais vous aurez écarté cette idée en remarquant qu'il s'agissait d'une réédition. Oui, j'ai voulu reproduire, sans y changer un mot, le texte de ma conférence d'il y a 25 ans ; je me suis promis d'en faire devant vous la critique, de mesurer ainsi, par la comparaison de ce que nous savions alors et de ce que nous pouvons affirmer aujourd'hui, — le progrès réalisé dans certains domaines de la biologie.

Comme vous pouvez le voir dans le texte que vous avez sous les yeux, j'ai parlé d'abord, il y a 25 ans, des découvertes embryologiques qui étaient alors récentes et constituaient à mes yeux l'argument le plus décisif en faveur de la théorie de l'évolution ; je décrivais l'œuf humain, je m'efforçais de faire comprendre à mes auditeurs le mode de formation des premiers globes vitellins et les phases initiales de la constitution du corps de l'embryon ; je me basais principalement sur les travaux de Fol et d'Edouard Van Beneden.

Aujourd'hui, je puis mettre sous vos yeux les objets dont je parlais alors, car les progrès de la technique ont facilité considérablement la tâche du conférencier. L'ultra-microscope permet d'apercevoir des détails de structure qui touchent aux limites de la visibilité et la projection cinématographique traduit mieux qu'on ne peut les décrire les mouvements qui se produisent dans l'intérieur de l'ovule fécondé. Vous allez pouvoir juger par vous-mêmes de l'exactitude des descriptions faites autrefois.

M. Heger fait ici une première démonstration cinématographique montrant la fécondation d'un œuf d'oursin; on aperçoit nettement les spermatazoïdes entourant l'ovule, on distingue leurs mouvements; aussitôt que l'un d'eux a pénétré dans l'œuf, une membrane s'organise instantanément autour du vitellus, et l'on assiste à la constitution du noyau vitellin; puis celui-ci se divise et les deux premiers globes vitellins prennent naissance; ils se divisent à leur tour et le travail de la segmentation se poursuit

Après quelques mots d'explication, M. Heger passe à une deuxième démonstration cinématographique se rapportant à l'œuf d'Ascaris : on voit se former la *blastula*, puis la *gastrula*, et l'on suit les phases du développement embryonnaire jusqu'à la constitution du corps de l'animal tout entier, dont on aperçoit les mouvements.

M. Heger rappelle ensuite ce qu'il a dit, il y a 25 ans, des organes rudimentaires, ces reliquats ataviques représentant des appareils atrophiés ; il rend compte de certains travaux récents qui ont en tout point confirmé les vues émises notamment par R. Wiedersheim et fait ressortir toute la valeur des arguments tirés de la présence dans notre corps des organes rudimentaires, ces témoins de l'évolution.

Toutefois, dit-il, j'ai fait erreur, il y a 25 ans, en considérant ces appareils atrophiés comme s'ils n'étaient que des vestiges du passé ; j'ai fait erreur en supposant qu'ils étaient sans utilité pour nous. Un grand nombre d'entre eux, comme la glande thyroïde, les capsules surrénales, l'hypophyse, le thymus, ont au contraire un rôle très actuel et très important.

De 1901 à 1903, MM. Demoor et Van Lint ont fait, au laboratoire de physiologie de l'Université de Bruxelles, des expériences sur les fonctions de la glande thyroïde ; déjà, en 1891, MM. Godart et Slosse avaient réussi à transplanter la glande thyroïde, chez le chien, et à démontrer par le fait même de cette transplantation la nature essentiellement chimique du rôle de cet organe. Demoor et Van Lint ont réussi à fabriquer un serum thyroïdotoxique et à provoquer la « cachexie thyroïdienne » chez les animaux. Ce fut vraiment une découverte importante ;

elle était basée sur une autre découverte faite antérieurement par Jules Bordet et dont on peut dire, sans aucune exagération, qu'elle a ouvert des voies nouvelles à la pathologie.

Le procédé employé pour la première fois par Demoor et Van Lint fut utilisé ensuite par Masay, qui fabriqua un serum hypophysotoxique ; puis par Weymeersch, qui démontra, toujours par le même moyen, les fonctions du thymus.

Je ne puis, sans abuser de votre temps et sans sortir du cadre de cette conférence, vous rendre compte en détail de cette série de travaux ; me limitant à mettre en évidence les fonctions des différents organes dont je viens de vous parler, je vais faire passer sous vos yeux des clichés représentant les résultats obtenus chez des animaux privés soit du corps thyroïde, soit de l'hypophyse, soit du thymus.

(Dans une suite de projections des plus démonstratives, M. Heger montre comment la croissance des animaux est influencée par la fonction du thymus et par celle de l'hypophyse; rappelant ensuite les observations cliniques relatives à l'acromégalie, il fait passer sous les yeux du public des exemples de gigantisme ou de déformation du corps provoqués par des altérations dans la structure des glandes vasculaires sanguines.)

En résumé, dit-il, le rôle considérable des éléments chimiques secrétés soit par la glande thyroïde, soit par d'autres appareils dits « rudimentaires », est aujourd'hui démontré ; une notion nouvelle s'est introduite, depuis vingt ans, dans la physiologie : c'est la notion des « sécrétions internes ». En parlant comme je l'ai fait il y a 25 ans, je n'avais pas prévu que les sécrétions internes exercent une action aussi notable sur la structure du corps humain ; action à ce point importante qu'elle se traduit sur l'être tout entier, modifiant jusqu'aux parties dures du squelette, jusqu'à la forme du visage et la taille de l'individu.

Les glandes à sécrétion interne sont comme autant de petits laboratoires où se fabriquent des substances infiniment puissantes, même à de très petites doses : l'extrait des capsules surrénales (adrénaline) agit encore sur le cœur isolé du lapin à la dose de 1 partie sur 48.000.000 *(Aducco)* ; et sur les con-

tractions utérines, à la dose de 1 sur 100.000.000 *(Kehrer)*.

Je n'avais envisagé qu'un problème morphologique. J'éprouve un sentiment que vous comprendrez tous en insistant sur ce fait que je n'avais pas prévu, il y a 25 ans, cette prépondérance du chimisme intérieur sur la morphologie. Je n'ai rien à retirer de ce que je disais alors, mais j'ai à compléter mon exposé en y introduisant des notions dont plus d'une représente une conquête faite au laboratoire de notre Université ; si l'on pouvait me reprocher d'avoir manqué de prévision, je répondrais que mes élèves m'ont préparé une belle revanche. Je me réjouis de pouvoir ici les en remercier.

Messieurs, cette intervention si remarquable des éléments chimiques dans la morphologie se retrouve encore dans d'autres domaines et l'on pourrait dire que la physiologie s'est, à ce point de vue, transformée depuis vingt ans. Sans doute, on savait, depuis le temps de Lavoisier, que la vie est une fonction chimique, mais on ne soupçonnait pas toute la délicatesse des réactions protoplasmiques, et, à vrai dire, on ne s'en préoccupait guère ; on avait à résoudre des problèmes préalables comme celui de la structure microscopique des organes et encore celui de l'étude mécanique des phénomènes vitaux. Nos laboratoires et notre enseignement ont dû tenir compte de cette évolution et la chimie physiologique y a pris une large place.

Cependant la morphologie continue ses conquêtes et vous en avez eu la preuve ici même lorsque M. le professeur Brachet vous a parlé des découvertes récentes faites en embryologie.

Jusqu'où la technique permettra-t-elle de pénétrer dans ce domaine ? Il serait téméraire de le dire ; je puis vous montrer aujourd'hui, grâce à l'obligeance du docteur Comandon (de Paris) un film qui mettra sous vos yeux l'un des phénomènes les plus intimes de la vie cellulaire : la karyocinèse.

(M. Heger fait ici la démonstration d'une préparation de sang de triton ; on aperçoit les globules rouges et quelques leucocytes dont les mouvements amiboïdes sont parfaitement visibles ; l'intérêt de la démonstration consiste surtout dans la netteté avec laquelle se dessinent les phénomènes karyocinétiques dans les hématies. L'animal ayant subi une diète préalable et ayant été ensuite

nourri abondamment, les globules rouges se reproduisent par voie de division nucléaire; on distingue toutes les phases de la karyocinèse; et les mouvements des corpuscules nucléaires sont particulièrement intéressants.)

En présence de tels résultats, dit en terminant M. Heger, on se demande si, grâce à l'ultra-microscope, nous n'arriverons pas à rendre les « molécules » de certains composés organiques visibles pour nos yeux ; théoriquement, cela n'a rien d'impossible. L'avenir permettra sans doute à la morphologie de prendre à son tour cette revanche sur la chimie physiologique qui l'a un instant dépassée.

Lorsque, dans 25 ans, un autre que moi viendra ici — (ou plutôt dans les bâtiments nouveaux de l'Université construite alors) — parler des progrès de la biologie devant le public de l'Extension, je souhaite qu'il puisse faire cette démonstration prévue, et je souhaite surtout à ce successeur de pouvoir s'adresser à un public aussi éclairé, aussi bienveillant que celui d'aujourd'hui.

Édouard Van Beneden

Résumé de la conférence faite le 22 mars 1914

PAR

M. A. LAMEERE,

Professeur à la Faculté des sciences.

Edouard Van Beneden est mort à Liége le 28 avril 1910, à l'âge de 64 ans. Lors des fêtes du soixante-quinzième anniversaire de la fondation de l'Université libre, il était venu recevoir le diplôme qui lui conférait le grade de docteur *honoris causa*; notre Université avait voulu rendre hommage autant à la science qu'à la fidélité au principe du libre-examen de l'un des plus illustres élèves de l'Université de Louvain.

Edmond Van Beneden tenait son éducation scientifique première de son père, le célèbre P.-J. Van Beneden, qui professa la zoologie à l'Université catholique pendant plus de cinquante ans. Le père Van Beneden, par ses études sur les animaux marins de notre côte, sur leurs parasites et sur leur embryogénie, par sa découverte de la migration des vers solitaires, fut une figure importante dans cette période de l'histoire des sciences zoologiques qui précède l'apparition du darwinisme. Le fils continuera l'œuvre de son père à un moment où la science s'est enrichie de la théorie cellulaire de Schwann, et où le transformisme vient avec Darwin et Haeckel de commencer à s'imposer comme l'expression de la vérité. Il marchera hardiment dans les voies nouvelles et sera essentiellement un embryologiste, cherchant par l'étude des animaux à percer les mystères

de l'histoire de l'organisation humaine. Ses nombreux et admirables travaux témoignent d'une parfaite unité; ils touchent tous à des problèmes qui intéressent l'homme même; c'est ainsi qu'il fut amené à étudier le phénomène capital de la fécondation et qu'il réussit à en découvrir les traits essentiels, en même temps qu'il faisait progresser considérablement nos connaissances relatives à la cellule.

L'ouvrage qu'Edouard Van Beneden publia en 1883 sur la fécondation de l'*Ascaris megalocephala*, grand ver parasite du cheval, marque une date cardinale dans la science biologique; elle est le trait d'union entre une période où les savants devaient se contenter de démontrer la réalité du transformisme et la période actuelle, où le problème du mécanisme même de l'évolution a pu être enfin abordé sérieusement, grâce aux lumières que la découverte de ce qu'est la fécondation est venue jeter sur la signification de l'hérédité.

Edouard Van Beneden est un des plus grands biologistes de tous les temps et une gloire pour notre pays.

L'excursion du 29 mars 1914 aux Fonds de Leffe

Relation faite par

M^me^ H. DIRKX

Régente au Cours d'éducation C.

Voici dix ans que l'Extension de l'Université de Bruxelles organise des excursions, dix ans que les coins les plus intéressants du pays sont explorés.

Je n'ai pas à constater le succès : les mesures draconiennes qu'il a fallu édicter pour limiter le nombre des participants sont présentes à toutes les mémoires.

Les résultats acquis sont importants : ceux qui suivirent régulièrement toute la série des excursions ont enregistré une foule de connaissances nouvelles et classé de nombreuses observations. Ces notions, adaptées aux intérêts de chacun, sont transmises à d'autres, et je connais nombre d'excursions organisées « à l'instar » de celles de l'Extension.

La vallée de la Meuse a été choisie comme but de l'excursion jubilaire (fig 1, 2, 3) ; le pays est intéressant à bien des points de vue : la géologie en est claire et précise, la flore des Fonds de Leffe est réputée pour sa richesse et sa variété, le paysage est pittoresque.

Cette première excursion, après l'hiver, par une journée exceptionnellement douce et ensoleillée, a attiré beaucoup de monde, et c'est une vraie colonne qui réveille la calme petite ville de Dinant de son repos du dimanche.

La première étape nous arrête devant la fontaine Patenier,

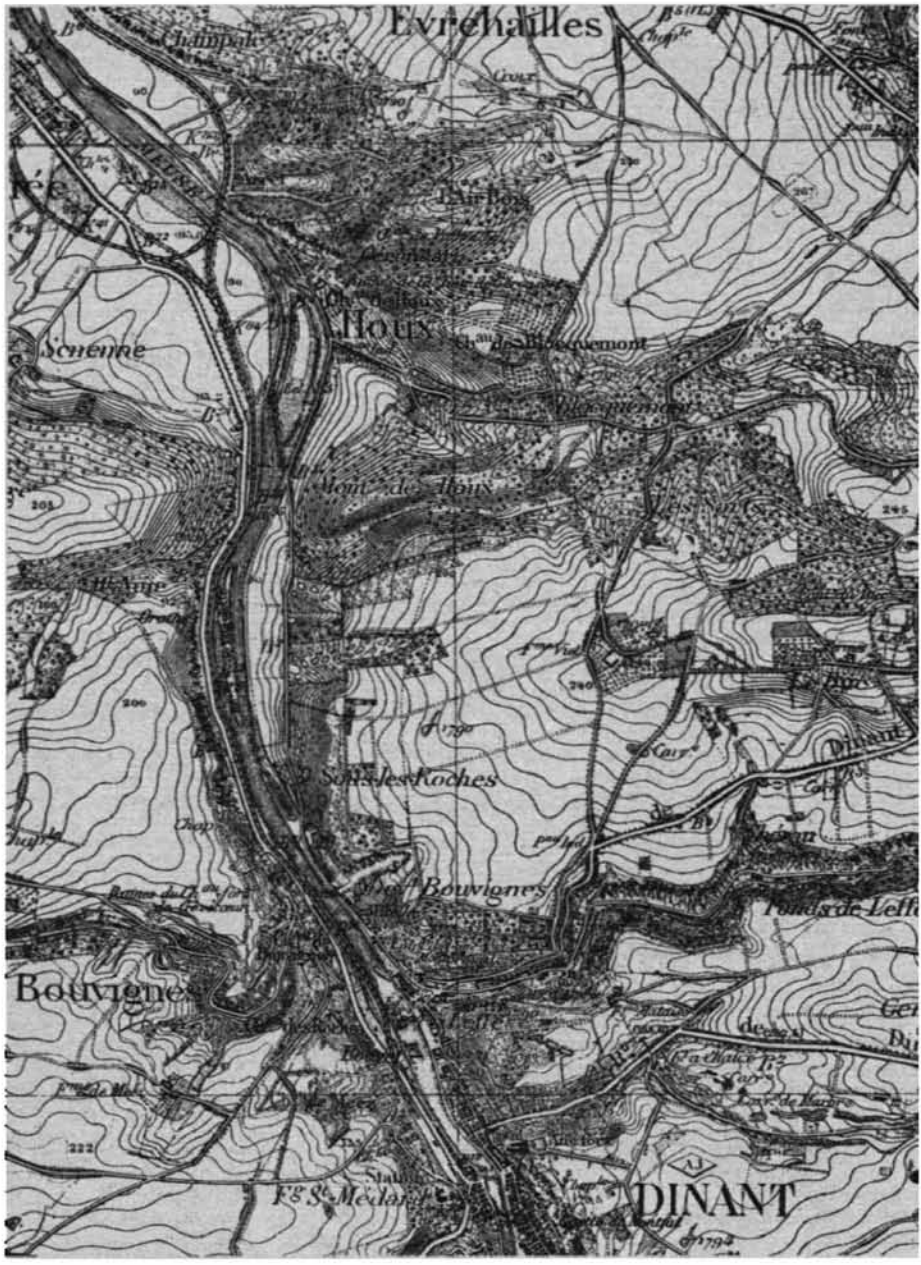

Fig. 1. — Carte topographique au 40.000e de la vallée de la Meuse entre Dinant et Houx.

Légende de la carte géologique et de la coupe géologique de la page suivante.

Alm	Alluvions modernes des vallées.
Om	Sables aquitaniens.
H	Schistes houillers.
V_2	Calcaire du Viséen supérieur.
V_1	Calcaire du Viséen inférieur.
T_2	Calcaire du Tournaisien supérieur.
T_1	Calcaire du Tournaisien inférieur.
Fa	Psammites et schistes du Famennien.

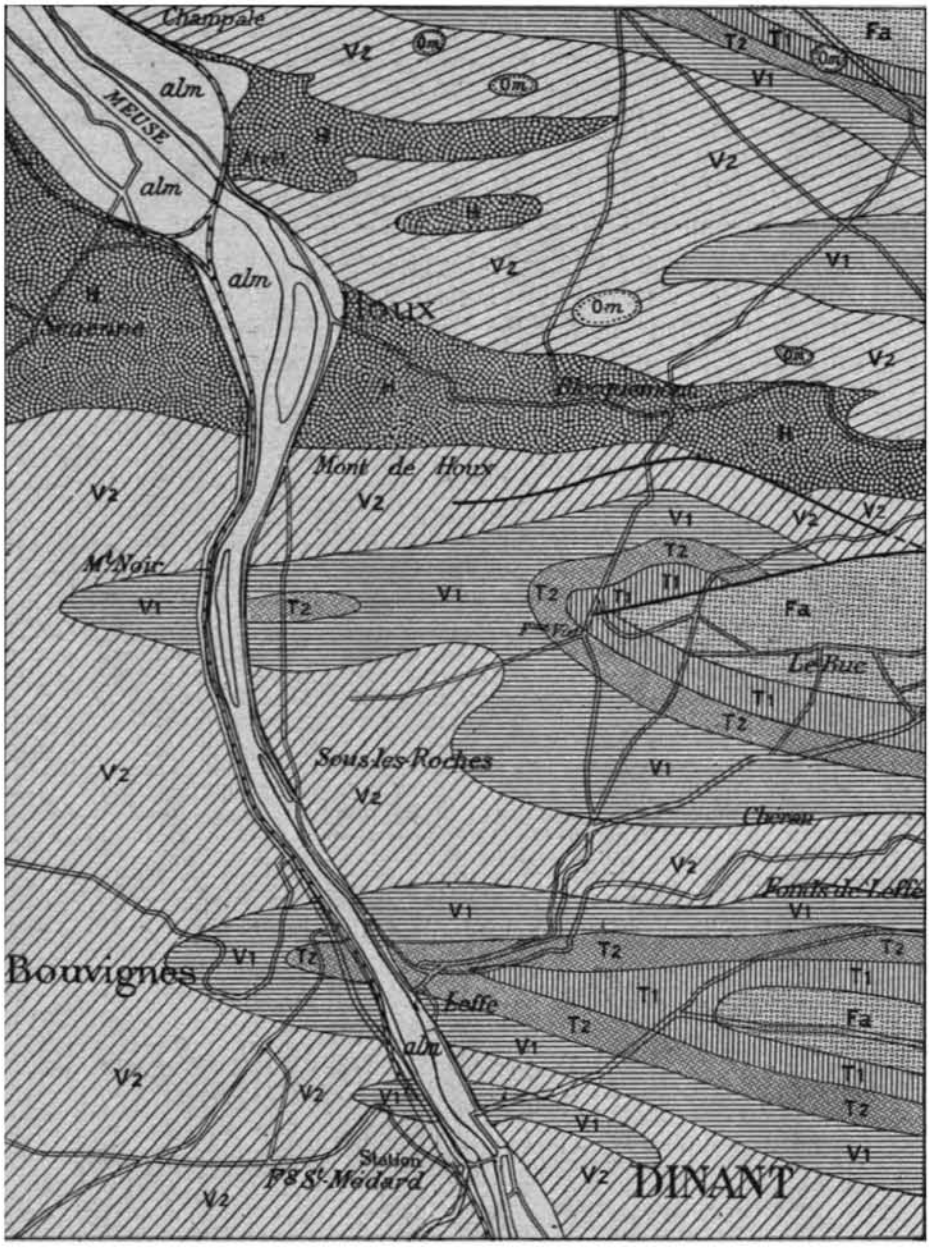

Fig. 2. — Carte géologique au 40.000e de la vallée de la Meuse entre Dinant et Houx.

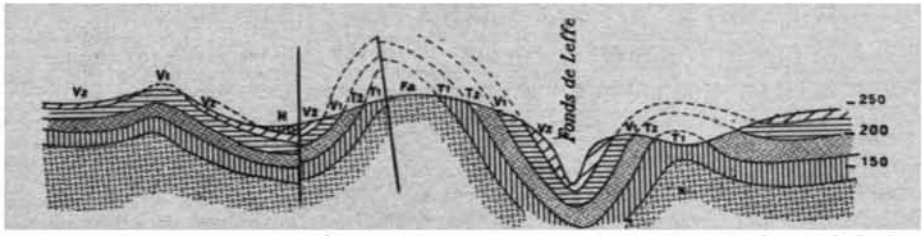

Fig. 3. — Coupe géologique du N. au S. à mi-chemin entre la ferme Viet et les fermes de Le Buc.

Echelle des longueurs, 1 : 60.000e. — Echelle des hauteurs, 1 : 12.000e.

presque au sortir de la ville. Le monument, qui dresse sur la petite place un buste très banal à la gloire du paysagiste dinantais, attire l'œil par une pancarte accolée à la pierre au-dessus d'un jet d'eau claire et abondante : *Eau non potable.*

Considérée pendant fort longtemps comme une source, cette eau n'est, en réalité, que la résurgence d'une rivière qui s'engouffre sur le plateau, dans le calcaire tournaisien, par un aiguigeois situé non loin de Jauvelant, à 7 1/2 kilom. de Dinant (fig. 4). Entre Jauvelant et Dinant, la rivière est souterraine.

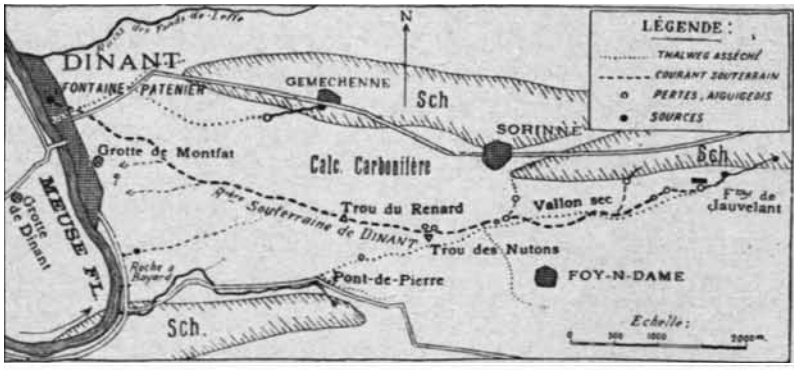

Fig. 4. — Croquis du parcours probable de la rivière souterraine de Dinant.

Les anticlinaux dévoniens indiqués *Sch*, entre lesquels s'ouvre le bassin synclinal calcaire du massif de Dinant, sont constitués par des roches principalement psammitiques.

Dès 1848, le caractère de résurgence avait été reconnu : le lavage du minerai à Jauvelant avait occasionné des troubles ferrugineux dans l'eau de la fontaine Patenier et révélé la communication souterraine du plateau avec la vallée.

En 1903, une expérience à la fluorescéine de MM. Van den Broeck, Martel et Rahir fut concluante : la matière colorante, jetée dans le ruisseau de Jauvelant, réapparut après environ 4 jours dans la fontaine.

Malgré les avertissements, malgré les écriteaux révélateurs, les Dinantais conservent dans la pureté de leur eau une foi inébranlable et dangereuse.

Nous suivons la route qui va de Leffe par Dorinne vers Huy et longe le flanc N. de la vallée des Fonds de Leffe.

Arrêtons-nous un instant à l'entrée de la vallée, afin de nous orienter.

Vers l'W, le tronçon ardennais de la vallée de la Meuse, dirigé S.-N., recoupe transversalement les couches des terrains primaires, de composition et de dureté différentes (fig. 2).

Perpendiculairement à la vallée de la Meuse, le vallon affluent des Fonds de Leffe, dirigé E.-W., est creusé dans le Calcaire carbonifère. L'orientation exerce une influence très grande sur la colonisation des pentes par la végétation. Le contraste est en effet frappant entre les deux versants (fig. 5).

Le flanc tourné vers le S., brûlé par le soleil, ne peut nourrir que des plantes de petite taille, entre lesquelles la roche reste à nu ; aussi le produit de décomposition du calcaire est-il immédiatement enlevé par les pluies. L'ardeur du soleil crée ici un cercle vicieux : les plantes ne peuvent croître, faute de terre ; la terre ne peut rester en place, faute de racines. Sur le flanc qui regarde le N., l'existence est moins pénible : des buissons et même des arbres ont pu se développer à l'aise, grâce à l'humidité, et entre le feutrage de leurs racines la terre est protégée contre le ruissellement. Bien plus, les eaux ont, sur une certaine profondeur, dissous le calcaire, si bien que ce versant porte une végétation calcifuge. On y remarque notamment des Bouleaux, espèce qui ne vit en concurrence avec d'autres arbres que sur des terrains non calcaires.

Rien ne nous presse, nous avons le temps de nous arrêter devant tout ce qui attire notre attention.

Tout d'abord, à un tournant de la route, une muraille calcaire est taillée à coups de mines dans le flanc N. de la vallée. Ici, les couches se présentent sur leur plat; tout à côté, elles sont coupées en travers ; à quelques mètres plus loin, elles sont plissées de la façon la plus imprévue ; les plis sont traversés par une fracture dont les deux lèvres ont glissé l'une sur l'autre, produisant des « miroirs de failles » avec leurs surfaces rabotées, lisses et polies.

Dans la partie superficielle, les eaux de pluie, chargées d'acide carbonique, ont corrodé le calcaire, abandonnant les parties non solubles, argile et silice, ou les entraînant dans les fissures de la roche ; les plantes ont pris aussitôt possession de la couche meuble ainsi formée et dessinent un ourlet de verdure sur la crête.

Plus loin, une petite caverne ouvre dans le rocher la profondeur mystérieuse de son ombre verte. Entrons-y ! Le sol est tapissé de petites Fougères, de Lierre terrestre et de Chélidoine (*Asplenium Trichomanes*, *Glechoma hederaceum*, *Chelidonium majus*). Rien de plus curieux que toutes ces plantes qui tendent longuement leurs feuilles vers l'entrée de la grotte et les disposent ensuite perpendiculairement à la lumière insuffisante.

Une carrière dans le Viséen est fertile aussi en observations : couches dressées à joints de stratifications nettement marqués, diaclases « fossiles » remplies d'une masse cristallisée de carbonate de calcium déposée par les eaux; traces de glissements et miroirs de failles, cristaux de calcite montrant les plans de clivage...

Toute la paroi calcaire exposée au soleil est colonisée par une série de plantes, merveilleusement adaptées au milieu dans lequel elles sont destinées à vivre ; elles résistent à la sécheresse de façons diverses, toutes ingénieuses.

Une petite Fougère, *Ceterach officinarum*, recroqueville et enroule ses feuilles vers la face supérieure, de telle sorte qu'on n'aperçoit plus, au dehors, que le revêtement brunâtre et continu des écailles garnissant le dessous du limbe.

Les plantes grasses résolvent le problème d'une autre façon : le protoplasme est mis à l'abri de la dessiccation par les réserves d'eau des organes aériens; tels sont : *Sedum acre* à fleurs jaunes qu'on trouve non seulement sur les rochers, mais aussi dans les dunes ; *Sedum album* à fleurs blanches, *Sedum reflexum* à grandes inflorescences jaunes.

Les racines de *Galium Mollugo* s'enfoncent si profondément dans les crevasses qu'elles finissent toujours par atteindre un peu d'humidité, même par les jours les plus secs.

Draba verna ne vit que pendant l'hiver, seule saison où la

sécheresse ne soit pas à craindre ; il germe en automne, forme aussitôt sa petite rosette de feuilles, fleurit aux premiers beaux jours, et déjà, à la fin de mars, porte des graines presque mûres ; dans un mois, toute la plante sera desséchée et les graines attendront patiemment pendant les chaleurs de l'été que les pluies d'automne les fassent sortir de leur sommeil.

De nombreuses espèces se conduisent de même; signalons seulement parmi celles que nous cueillons ici, des *Cerastium*, des *Myosotis* et *Saxifraga tridactylites*.

Au milieu de ces plantes dont les graines seules passent l'été, en voici une, *Ranunculus bulbosus*, qui traverse également la saison trop sèche et trop chaude à l'état de vie latente, mais sous forme de tubercule ; les feuilles naissent à la fin de septembre et fonctionnent pendant tout l'hiver ; dans quelques jours, les fleurs s'ouvriront et, dès la fin de juin, tous les organes aériens seront morts, pour ne laisser vivant que le tubercule.

Ainsi, ce coin de pays calcaire, trop rôti par le soleil, rappelle en plus d'un point certaines régions du Congo : là aussi, la saison des pluies est celle où les végétaux s'épanouissent, tandis que la période sèche coïncide avec leur repos.

Cette belle journée de soleil a tiré de leur léthargie un certain nombre d'animaux : le Lézard des murailles vient prendre un bain de lumière; le *Timarca tenebricosa*, vulgairement appelé Crache-sang, se promène lourdement sur les *Galium* dont il vit, tandis que volent de nombreux Papillons « citron », *Rhodocera rhamni*.

Voici, dans le flanc du calcaire, une fente de verdure : c'est le ravin de Goliath. Une belle végétation a pu y croître bien à l'abri : les Pins noirs d'Autriche et les Épicéas tracent une zone sombre sur le gris bleuté de la roche.

Nous entrons dans le ravin par le haut, en suivant la route de Dorinne au delà du chérau de Leffe.

A travers un taillis épais de Ronces et de Prunelliers, nous atteignons la source de Goliath, qui descend de chute en chute sur ses constructions de tuf calcaire les longues lianes des Clématites forment par endroits de véritables draperies et les Épi-

céas dressés sont comme des arbres de Noël avec l'ornement de leurs multiples cônes bruns.

Le ravin descendu, il s'agit de refaire une ascension. En s'accrochant aux rochers, en évitant les Ronces, en enjambant les pierres, on parvient au plateau.

Voici l'heure du déjeuner et du repos bien gagné, dans le soleil qui dore les jeunes verdures de la vallée.

Une halte avant d'entreprendre la descente des Fonds de Leffe, dure besogne qui tendra toutes nos facultés vers un but unique : aboutir au bas sans chutes graves.

La végétation des rochers calcaires exposés au Sud est singulièrement comparable à celle des garrigues méditerranéennes. On sait que les garrigues sont, dans le midi, des régions calcaires, maigrement couvertes de végétation : les Labiées odorantes, Thym, Romarin, Lavande sont ici remplacées par le Serpolet et la Germandrée *(Thymus Serpyllum, Teucrium Chamaedrys)*.

Aux Cistes méditerranéens, dont l'odeur pénétrante faisait battre le cœur de Napoléon quand il approchait de son île, on peut comparer *Heianthemum Chamaecistus* et *H. poliifolium*.

La Graminée la plus commune ici : *Sesleria coerulea*, est une plante méditerranéenne; les Œillets des garrigues sont représentés par *Dianthus carthusianorum*.

La descente. Nous voici sur la route dans la gorge, au bord du petit ruisseau des Fonds de Leffe, qui roule ses eaux pressées sur les cailloux.

Une reconnaissance des plus courageux pour découvrir une station d'*Artemisia camphorata*, l'Armoise à odeur camphrée, une Composée méditerranéenne, rare chez nous.

Sur la pente, à notre gauche, nous remarquons une raie claire.

Un sentier nous permet d'atteindre assez facilement, à environ 20 mètres au-dessus de la route, l'endroit qui nous intrigue.

A l'examen, la raie claire est constituée par une sorte de rainure, sans aucun doute intentionnelle.

L'entaille que nous suivons au flanc de la roche, assez régulière, nous mène à une sorte de palier soutenu par une vieille muraille et planté de deux tilleuls; à partir de la, la rainure,

moins accusée, tourne à gauche et remonte en pente douce un petit vallon qui prend naissance sur le plateau et à l'entrée duquel filtre une source.

En certains endroits, la rainure se complique d'autres travaux : des entailles assez profondes la recoupent perpendiculairement, d'autres ménagent les marches d'une sorte d'escalier.

Nous sommes au lieu qu'on désigne dans le pays sous le nom de *Chérau de Charlemagne*.

D'après les archéologues qui étudièrent sur place le chérau, MM. de Loé et Rahir entre autres, on se trouverait en présence d'une voie romaine, encore utilisée pendant le moyen âge ; la rainure et les entailles seraient les restes d'ouvrages qui auraient soutenu une voie suspendue, construite entièrement en bois.

La légende donne une explication plus simpliste : le fameux Bayard, portant les quatre fils Aymon et poursuivi par Charlemagne, aurait, dans le bond fabuleux qui lui fit franchir les Fonds de Leffe, imprimé pour l'éternité la marque de ses sabots dans le rocher. Le bon empereur fit creuser dans le roc, pour son armée, les escaliers qu'on y voit encore, et sa prière fit jaillir, pour assouvir la soif de ses soldats fatigués, la source qui jamais ne tarit.

Nous voici sur le plateau, réunis autour de pierres qu'on vient de retourner : matières à multiples découvertes : *Glomeris* roulés en boules, à l'aspect de perles grises; *Julus* au corps onduleux, fourmilières dont les individus jaunâtres *(Lasius flavus)* vivent en mutualisme avec des Pucerons; d'autres Fourmis, petites et noires *(Lasius niger)* entretiennent pour de mystérieuses jouissances ces Cloportes blancs et aveugles que nous trouvons avec elles. (Voir J. Barzin, *Sur les bords de la Meuse*, pages 38-39).

Quelques minutes de marche nous amènent en haut, près de la ferme du Buc.

La vue (fig. 6) s'étend au loin, accrochée çà et là aux flèches des églises, aux toits des fermes.

Vers le S.-E., Gemechenne et Sorines ; vers le N., Loyers ; au S.-W., la dépression de la Meuse, où la tour de Montfort situe Dinant.

Devant nous, de l'E. vers l'W., marquée par la cime des Pins, une ligne sombre régulière dans le plateau ondulé : la crevasse burinée par le ruisseau des Fonds de Leffe.

De la gorge d'où nous venons au plateau où nous sommes, la carte géologique indique des couches de plus en plus anciennes (fig. 2, 3).

Au bas le Viséen supérieur, puis le Viséen inférieur. Sur le plateau, des carrières abandonnées sont dans le calcaire tournaisien ; tout en haut, près de la ferme du Buc, nous reconnaissons les psammites rougeâtres caractéristiques du Famennien.

Ainsi donc, plus nous montons et plus les couches que nous foulons sont anciennes. Les terrains seraient-ils culbutés de telle manière que les assises soient superposées dans l'ordre inverse ? L'explication est beaucoup plus simple, nous venons de gravir un anticlinal dont la partie supérieure a été complètement enlevée par l'érosion (voir figure 3).

La vallée des Fonds de Leffe était donc primitivement une vallée de plissement, mais les eaux qui se sont créé un chemin dans le fond du synclinal y ont creusé une entaille profonde ; elle possède le caractère, assez rare en Belgique, d'être à la fois vallée de plissement et vallée d'érosion.

Ici se reproduit la disposition des plis anticlinaux et synclinaux si caractéristiques dans le Condroz, avec ses « tiges » boisés, correspondant aux anticlinaux des psammites et des schistes famenniens, et ses vallées cultivées, toutes parallèles entre elles, correspondant aux synclinaux du calcaire carbonifère.

A l'endroit où nous sommes, près des grandes fermes de Le Buc et de Loyers, les bois ont été presque partout remplacés par des cultures : champs labourés sur les parties psammitiques que nous venons de traverser, prairies sur les parties plus schisteuses ; ces schistes donnent une argile de désagrégation lourde et imperméable : personne n'en peut douter après avoir pataugé dans la boue gluante des chemins.

Le paysage que nous découvrons de l'autre versant du plateau récompense nos efforts : la vallée de la Meuse, à l'W., s'étale large, avec, au fond, le miroitement de l'eau, tan-

Fig. 5. — Les deux versants de la vallée des Fonds de Leffe. (Mars 1914.)

Fig. 6. — La vallée d'érosion des Fonds de Leffe ouverte dans la grande vallée synclinale.
La vue est prise de la ferme de Le Buc, vers le Sud. (Mars 1914.)

Fig. 7. — Pommier chargé de touffes de Gui. (Janvier 1912.)

dis que, vers le N., se devine un vallon parallèle à celui que nous venons de quitter.

Tout près, des plaques fauves se détachent sur une pelouse découverte. ce sont les cercles clairs d'une Graminée, *Brachypodium pinnatum*, qui envahit peu à peu la pelouse, détruisant toute autre vie végétale là où elle s'établit.

Si l'on examine la colonie avec attention, on voit que les plantes les plus anciennes, constituant le centre du cercle, ne fleurissent plus, ou fleurissent peu ; de même les toutes jeunes de la périphérie ; la partie active est constituée par les organismes d'âge moyen entourant la partie plus vieille, centrale.

L'arrivée à Blocquemont nous ménage la surprise d'une découverte : quelques Sapins *(Abies pectinata)*, une rareté chez nous, reconnaissables à leur tronc lisse blanchâtre et à leurs feuilles planes, rayées en dessous de deux traits blancs parallèles. Au même endroit, nous recueillons les longs cônes mous des Pins Weymouth *(Pinus Strobus)*, dont il existe ici des exemplaires de grande taille.

Près de la faisanderie, à l'angle de la prairie ponctuée de Pommiers en boules, nous nous arrêtons pour regarder : l'endroit est des mieux choisis pour se rende compte de la relation qui existe entre la nature du sol et les caractères géographiques du paysage.

A nos pieds, commence un vallon qui descend en pente douce jusqu'à la Meuse ; ses versants à inclinaison faible et régulière profilent la figure classique des vallées dans le schiste houiller. Le houiller se prolonge encore de l'autre côté de la Meuse; ainsi s'explique l'élargissement de la vallée dans ces roches très altérables, peu résistantes à l'érosion; en un point de la rive droite, près du village de Houx, le calcaire s'avance en falaise jusque contre le fleuve, et tout aussitôt les lignes légèrement arrondies font place aux pans abrupts de Poilvache (voir fig. 1, 2).

Près du château de Blocquemont, on longe un magnifique et vaste verger de Pommiers; beaucoup d'arbres (fig. 7) portent de grosses touffes de gui (voir J. Barzin, *Sur les bords de la Meuse*, pages 54 à 56).

Nous descendons maintenant dans la direction de la vallée de la Meuse; au passage, une allée d'Épicéas excite notre admiration : leurs branches courbées aux rameaux pendants jettent une ombre profonde sur le sol jonché d'aiguilles. Au bas de l'avenue, nous renonçons à suivre le sentier trop facile qui nous mènerait tout de suite à la Meuse, pour grimper à travers le taillis jusque sur la crête qui porte les ruines de Géronsart et descendre dans le ravin de la Collébère.

Brusquement, pendant la descente, l'aspect de la végétation change : les *Brachypodium pinnatum* disparaissent en même temps que les Bouleaux deviennent plus nombreux; nos pas font apparaître sous les feuilles le schiste houiller qui forme ici un tout petit îlot (voir fig. 2). Plus bas, nous retombons sur le calcaire : la végétation nous l'indique fidèlement.

Il nous suffira maintenant de descendre le long du ruisseau de la Collébère. Ses sources sont sur le lambeau de schiste houiller que nous venons de reconnaître et sur l'affleurement beaucoup plus large de même roche qui surmonte la colline en face de nous.

A peine le ruisseau touche-t-il le calcaire que nous le voyons s'appauvrir. Quelques mètres plus bas, nouveau trou au fond du lit, nouvelle perte d'eau ; d'aiguigeois en aiguigeois, le ruisselet finit par tarir complètement. Nous le retrouvons, sous la forme d'une forte résurgence, dans le parc du château de Houx, au niveau de la vallée.

Nous voici au village. Au delà, vers la gare, la muraille de calcaire viséen offre de superbes plissements en S ; en certains endroits, la poussée a été si violente qu'il y a eu un véritable laminage des couches et un renversement des plis.

Voici, après le pont sous la voie ferrée, le raidillon qui monte à la petite gare de Houx et la théorie des extensionnistes au terme de leur excursion : vêtements poussiéreux, vasculums débordants, air heureux de gens qu'une journée au grand air a halés et dont l'esprit s'est enrichi au contact des choses de la nature.

Assemblée générale du 21 juin 1914

L'*Extension de l'Université libre* a célébré le XX[e] anniversaire de sa fondation par une assemblée plénière tenue à l'Université, dans le grand auditoire de physique. Un nombreux public, composé de professeurs de l'Université, de membres de la société et de délégations des comités locaux de province, y assistait. Au bureau, avaient pris place, aux côtés de M. Buls, président d'honneur, MM. Leclère, président du Comité central; J. Demoor, recteur de l'Université; Errera, pro-recteur; Dollo, vice-président d'honneur de l'*Extension;* Behaeghel, administrateur de l'Université; Goblet d'Alviella, vice-président du Sénat; Bordet, président de l'*Union des anciens étudiants;* Chavanne, Massart, Slosse, Huisman, professeurs; Mabille, directeur honoraire de l'enseignement de la ville de Bruxelles; Tyck, délégué du comité d'Anvers et représentant des comités locaux; Ruttiens et Demeyer, secrétaire général et trésorier de l'*Extension.* S'étaient fait excuser : MM. Max, bourgmestre de Bruxelles; Jacqmain, échevin de l'instruction publique; Rommelaere et Hymans, président et vice-président du Conseil d'administration de l'Université; Duray et André, présidents des conseils provinciaux du Brabant et du Hainaut; Ensch-Tesch, bourgmestre d'Arlon, vice-président d'honneur de l'Extension; Maurice Vauthier, président du comité de la *Revue de l'Université.*

Nous donnons ci-après le texte des discours prononcés par MM. Leclère, Ruttiens, Demoor et Tyck et celui de la conférence de M. le professeur Chavanne sur les « besoins d'une Université moderne ».

Allocution de M. L. Leclère.

Président du Comité central de l'*Extension*.

MESDAMES, MESSIEURS,

L'*Extension de l'Université libre* s'honore de compter beaucoup d'amis. J'ai l'agréable devoir de les saluer ici et de les prier d'agréer nos remercîments pour les précieux concours qu'ils nous accordent. Nous sommes heureux d'exprimer notre gratitude à l'administration communale de la ville de Bruxelles, aux conseils provinciaux du Brabant et du Hainaut, au conseil d'administration de l'Université, à l'*Union des anciens étudiants* et à la *Revue de l'Université*, ces deux sœurs ainées de l'*Extension*, au comité de l'Ecole modèle, aux journaux de la capitale et de la province qui ont contribué à faire connaître nos efforts au grand public. A nos professeurs et à nos comités locaux, nous devons un témoignage particulier de reconnaissance : aux professeurs qui mettent si généreusement leur talent à notre service, aux comités locaux qui donnent depuis vingt ans de si beaux exemples d'énergie persévérante.

C'est grâce à toutes ces bonnes volontés que l'*Extension* a pu obtenir les résultats très satisfaisants que le rapport de notre actif et dévoué secrétaire général va vous faire connaître avec quelque détail. Mais, si je ne m'abuse, notre succès est dû aussi à d'autres facteurs. Dès 1894, nous avons su ce que nous voulions faire. Nous avons adopté une méthode, nous avons visé à atteindre un but nettement précisé. Tout en tenant compte des leçons de l'expérience, nous n'avons jamais cessé d'appliquer les mêmes règles, de regarder dans la même direction. Dès la première heure, nous avons pensé et nous avons affirmé qu'une Extension universitaire, pour mériter ce titre, doit remplir certaines conditions. Elle doit, en premier lieu, être une *Extension* : en d'autres termes, elle n'organise pas seulement des cours dans la ville où se trouve l'établissement d'enseignement supérieur dont elle se réclame, elle étend surtout son action dans les provinces et plus spécialement dans les localités les moins favorisées au point de vue intellectuel.

L'*Extension*, c'est, en quelque mesure, l'Université allant vers ceux qui ne peuvent pas commodément venir à elle.

Elle doit ensuite être *universitaire*. Pour mériter ce qualificatif, il lui faut recruter ses « missionnaires[1] » parmi les professeurs, chargés de cours, agrégés, assistants, docteurs spéciaux, diplômés de l'enseignement supérieur. C'est exceptionnellement et après s'être entourée de toutes les garanties désirables qu'elle peut admettre d'autres collaborateurs.

De plus, son organisation doit être décentralisée. Au comité central à dresser le programme des cours, à diriger la gestion financière de l'œuvre, à coordonner les efforts. A des comités locaux, agréés par le comité central, appartiennent la propagande, le choix des cours d'après les besoins et les préférences des adhérents, les détails de l'organisaiton matérielle. Enfin, l'*Extension* ne peut jamais perdre de vue que c'est un enseignement supérieur et non élémentaire qu'elle s'est donné pour tâche de fournir à ceux qui le désirent « Il n'y a vraiment d'*extension universitaire*, disait naguère M. le professeur Larnaude (de la Faculté de droit de Paris) que lorsqu'on habitue, par un enseignement analogue à celui des Universités, les auditeurs à la patience intellectuelle, lorsqu'on développe cette qualité de l'esprit qui empêche de résoudre légèrement et comme au pied levé les graves problèmes de la science. » C'est pourquoi nous avons toujours tenu la main, malgré certaines critiques et quelques difficultés, à l'observation de trois règles caractéristiques : le cours de quatre à sept leçons, la perception d'un droit de fréquentation, la distribution d'un résumé imprimé (syllabus).

Les professeurs de l'*Extension* n'ont pas à distraire leurs auditeurs; ils cherchent à les instruire, à leur exposer, preuve à l'appui, les résultats acquis en telle ou telle matière déterminée; ils cherchent à concentrer leur attention sur quelques problèmes importants et non à l'éparpiller sur une foule de sujets. C'est pour cette raison qu'ils doivent faire des cours et non des conférences isolées, dont il ne reste trop souvent que des traces fugitives. Toutefois, nous estimons que si les cours sont la condition essentielle, la raison d'être d'une véritable Extension universitaire, l'emploi de la conférence peut être utile en deux cas : pour inaugurer ou pour clore, par l'exposé d'un sujet particulièrement attrayant, une série de cours ou pour préparer, dans des localités où l'organisation immédiate d'un cours est difficile, la formation d'un groupe d'auditeurs sérieux.

Le paiement d'un droit de fréquentation assure l'assiduité aux leçons, indispensable pour que leur but pédagogique soit atteint. Si l'auditeur n'est pas tenu d'acquitter une taxe d'entrée, il est à craindre qu'il n'assiste qu'à deux ou trois leçons sur six ou sept; or, après une ou deux absences, il lui sera difficile, sinon impossible, de comprendre la suite des faits exposés par le professeur. Le principe une fois admis, les comités locaux peuvent d'ailleurs fixer au plus bas prix possible le montant de la rétribution; de plus, ils peuvent consentir sur ces droits déjà minimes des réductions aux membres du personnel enseignant, aux écoliers, aux sociétés ouvrières, etc.

Nous considérons enfin comme un élément indispensable d'un cours extensionniste la distribution du syllabus avec références bibliographiques. Grâce à ce sommaire, l'auditeur pourra suivre les leçons avec fruit. En le relisant, il fixera dans son esprit les faits qui ont été exposés oralement. Des personnes qui ne peuvent pas assister aux cours ou qui ne demeurent pas dans les localités où ils se font ont la faculté d'acheter ces résumés imprimés. Grâce au syllabus, l'influence de l'*Extension* se fait sentir au delà des limites de ses auditoires.

Telle est la méthode que nous pratiquons depuis vingt années. A l'épreuve, elle s'est révélée efficace. Nous continuerons à l'employer. Si, comme je viens de l'indiquer, notre titre nous dictait un système d'enseignement, il nous montrait non moins clairement le but à atteindre. Il s'agissait, ici comme en Angleterre, d'établir un trait d'union entre le public et l'Université par l'organisation de « cours populaires d'enseignement supérieur » selon l'expression brève mais complète de nos statuts. Il s'agissait de répandre dans le pays les connaissances scientifiques; il s'agissait aussi de travailler pour l'Université de Bruxelles qui nous a formés intellectuellement et moralement. Sommes-nous parvenus à exécuter ce programme? Avons-nous, au moins en partie, réalisé les espérances des premiers jours? En toute sincérité, j'estime que nous pouvons répondre affirmativement à ces questions. Dans la mesure de nos forces et de nos moyens d'action, nous croyons avoir rendu quelques services au public et à l'Université.

Au public d'abord. On vous dira dans un instant que plus de 100,000 auditeurs ont assisté aux 700 cours que nous avons organisés et que nos 150 syllabus ont été tirés à 200,000 exemplaires. Ces chiffres sont respectables. Par eux-mêmes, ils ne signifieraient pourtant pas grand'chose, si nous ne pouvions attester que cet effort fut fécond. De cela, nous sommes assurés par l'étude des rapports de nos comités locaux. Nous ne prétendons pas, sans doute, que chacun de nos auditeurs s'est assimilé d'une manière complète toutes les notions que nos professeurs lui ont fournies. Mais nous avons largement répandu des connaissances de toute nature, nous avons aidé à faire naître ou à développer des besoins intellectuels, la soif de connaître plus et mieux; nous avons fait comprendre ou pressentir à ceux qui nous ont écoutés, le caractère de l'enseignement supérieur, ses tendances, ses méthodes, sa valeur non seulement scientifique mais sociale. Ainsi nous avons créé dans nombre de nos communes des foyers de vie intellectuelle. Nos auditeurs, en effet, qu'on ne l'oublie pas, ne viennent pas seulement entendre,

comme en passant, une ou deux conférences. En général, ils suivent pendant plusieurs années des cours qui traitent des matières les plus diverses. Par là, l'empreinte qu'ils reçoivent n'est pas superficielle, mais profonde et durable.

L'*Extension* peut donc, sans vanité, se rendre le témoignage qu'elle a contribué à augmenter le nombre de ceux qui ont, dans ce pays, le goût et le respect des choses de l'esprit et le désir de posséder une culture générale.

Et puis, nous avons, du moins le croyons-nous, servi de notre mieux et de deux manières cette Université que nous aimons filialement. L'*Extension* n'est-elle pas, en quelque sorte, une « école d'application » où beaucoup de jeunes docteurs spéciaux, de jeunes agrégés, avant de monter dans les chaires de nos Facultés ont acquis et acquièrent les qualités professorales si nécessaires pour l'enseignement à tous les degrés. Avec beaucoup d'esprit et de raison, M. le professeur Errera a mis en relief cet heureux résultat dans la belle conférence qu'il fit ici même, il y a quelques mois. Mais nous espérons surtout avoir été utiles à l'Université de Bruxelles en propageant ses doctrines, en lui conquérant de nouvelles sympathies. Nous qui la voulons toujours plus grande et plus forte, nous avons eu la joie d'accroître son influence dans toutes les parties de notre pays. C'est pour resserrer les liens qui nous unissent à elle que nous avons demandé à M. le Recteur de bien vouloir prendre la parole dans cette assemblée, et que nous avons prié M. le professeur Chavanne de faire connaître à nos membres et aux délégués de nos comités locaux les « besoins d'une Université moderne ». Nous leur adressons à tous deux d'affectueux remerciments.

Mesdames, Messieurs, l'*Extension* accomplit aujourd'hui sa vingtième année. Elle est en bonne santé; elle n'a aucun désir de se reposer sur ses succès. Je fais donc, en son nom, appel à ses amis; qu'ils l'aident à prospérer encore dans l'avenir. A l'heure présente, plus que jamais, son activité est de celles qu'il importe de développer. Faisons nôtre la devise inscrite, en 1900, au livre jubilaire de notre Université, unissons nos efforts pour que l'*Extension*, comme l'Université, continue à marcher « par la liberté vers la science et par la science vers la liberté ».

Rapport de M. R. Ruttiens.

Avocat près la Cour d'appel, secrétaire général.

MESDAMES, MESSIEURS,

L'achèvement de notre vingtième exercice social emporte l'obligation pour votre secrétaire général de vous présenter un résumé de l'activité de notre œuvre durant ces deux décades.

C'est pour moi un honneur et c'est aussi une joie.

C'est un honneur, parce que parler de grandes choses vous grandit, parce que parler de belles choses vous ennoblit. Ainsi la lentille participe de l'éclat de la lampe sans émettre par elle-même un seul rayon.

Et n'avons-nous pas de belles et de grandes choses à notre actif?

Ce sera une joie pour moi de vous les dire, parce qu'arrivés où nous en sommes, nous pouvons, avant de nous élever plus haut encore, nous retourner, regarder le passé et mesurer la route parcourue.

Les origines.

Vingt ans nous séparent de la fondation de l'*Extension*. C'est peu pour ceux qui les ont vécus. C'est déjà beaucoup pour ceux qui ne participent que depuis peu de temps à l'œuvre extensionniste.

Les derniers venus doivent déjà fouiller dans nos archives pour faire un peu d'embryologie extensionniste, pour se faire les historiens de nos origines.

Au début de 1893, à la suite de conférences faites (à Gand, où venait de se fonder un enseignement extensionniste) par notre président actuel sur les *University Extensions* un comité se créa à l'Université de Bruxelles pour organiser une œuvre analogue à celle qui avait fait ses preuves ailleurs.

En faisaient partie : Hector Denis, Eugène Lameere, deux disparus; et aussi Guillaume Degreef, Paul Héger, Auguste Lameere, Eugène Vander Rest, Emile Vandervelde, Léon Leclère, Jean Demoor, Michel Huisman, Jean Massart.

Après une année d'exercice, l'*Extension universitaire*, emportée dans des événements dont l'histoire ne nous apporte plus que l'écho bien affaibli, se scinda en deux sociétés. L'une a gardé le nom d'*Extension universitaire* (de Belgique). L'autre, qui groupa la majorité des membres du corps professoral, prit le nom d'*Extension de l'Université libre*.

Le comité.

C'est le 20 juin 1894 qu'elle fut fondée. La présidence était dévolue à M. Dollo; le docteur Paul Vandervelde occupait le secrétariat que M. Herlant devait reprendre en 1895 et conserver près de quatorze années. Le docteur Demoor s'était chargé de la trésorerie. Les membres du comité étaient les professeurs Paul Héger, Eugène Vander Rest, Léo Errera, Léon Leclère, le regretté Jean De Boeck, alors agrégé, les étudiants Convert et Henry.

C'est ce comité qui devait recruter le corps enseignant, organiser des comités locaux, réunir des ressources financières.

En 1898, M. Massart assuma les fonctions de trésorier.

En 1908, M. Dollo céda la présidence à M. Leclère; l'avocat Herlant était remplacé par le secrétaire du comité local de Bruxelles. En 1909, le docteur Demeyer succédait à M. Massart.

Notre comité actuel est placé sous la présidence d'honneur de M. Buls. Que le fondateur, en 1864, de la *Ligue belge de l'enseignement*, toujours dirigée par lui, que l'homme universellement respecté, qui a consacré toute sa vie à la cause de l'enseignement, nous permette de le remercier publiquement pour l'appui précieux et la collaboration active qu'il a bien voulu nous accorder. Nous saluons à ses côtés notre vice-président d'honneur, M. Dollo, qui fut pendant quatorze ans président du Comité central; M. Ensch-Tesch, bourgmestre d'Arlon et président du comité local de cette ville, second vice-président d'honneur, est retenu loin de nous par ses obligations.

Au bureau effectif sont attachés trois secrétaires adjoints, le docteur Adrien Nyns, MM. André Deschamps et Marc Van Laer, candidats en sciences.

Les membres du comité sont encore pour la plupart ceux de la première heure. MM. Héger et Demoor, qui ont accompli vingt années de fonctions, Massart, Herlant; M. Alfred Errera a succédé à son père, trop tôt enlevé à l'amitié reconnaissante des extensionnistes.

Le succès.

Notre vingtième exercice révolu, nous vous apportons notre bilan. Il se résume en quelques chiffres.

70 comités locaux ont été agréés depuis la fondation. 711 cours ont été faits; nos auditeurs ont dépassé le chiffre de 106,500. Dans ces chiffres, ne sont pas compris ceux des conférences isolées. Celles-ci, en effet, constituent une exception. Nous ne les organi-

sons que pour l'inauguration ou la clôture d'une saison de cours, ou à titre de propagande dans les localités où nous espérons favoriser la création d'un comité local.

D'emblée, l'*Extension* avait conquis le succès.

L'œuvre était nouvelle. Partout où elle s'établissait, elle suscitait un véritable enthousiasme.

Le corps professoral s'y consacrait avec un dévouement extraordinaire. J'en veux prendre seulement deux exemples, sans révéler de noms; en 1900-1901, l'un de nos professeurs donna 9 cours à lui seul. 9 cours, c'est-à-dire 54 leçons, 54 dimanches ou soirées de semaine se succédant à Dison, La Hulpe, Termonde, Anvers, Courtrai, Dinant, Braine-l'Alleud, Charleroi et Lessines!

Un autre, qui nous donne encore actuellement toute sa mesure et plus encore, durant six fois consécutives a parlé le samedi soir à Ostende, passait la majeure partie de la nuit en chemin de fer et conférenciait le dimanche après-midi à Arlon!

Au début, les cercles de conférences n'étaient pas aussi nombreux qu'à l'heure présente; les cinémas ne pullulaient pas et pour cause; les comités bouclaient honorablement leurs budgets.

Aujourd'hui, le public est sollicité de toutes parts. Il n'y a presque plus de village où l'attraction principale, facile et peu onéreuse, le cinéma, n'attire les familles. Des cercles de conférences fonctionnent partout, où les auditeurs trouvent chaque semaine un autre conférencier et un sujet nouveau. La variété attire, il faut un moindre effort et combien d'hommes obéissent à la loi du moindre effort que certains pensent même aujourd'hui pouvoir établir comme base, comme explication de la morale.

La bourse des particuliers est aussi appelée à alimenter des œuvres plus nombreuses de tout genre.

L'*Extension*, malgré cela, se maintient toujours et gagne du terrain. N'est-ce pas là une preuve solide de sa vitalité?

Trois éléments favorisent cette vie. Les ressources, le corps professoral, les comités locaux.

Les ressources.

Notre activité entraîne de grands frais : transport, syllabus, locaux, matériel de projections, etc.

Des subsides nous sont accordés qui nous permettent, grâce à l'administration sage et prudente de nos trésoriers successifs, de ne pas connaître le déficit.

L'Université, l'*Union des anciens étudiants*, la *Ligue de l'enseignement*, le fonds de l'Ecole modèle, les conseils provinciaux du

Brabant et du Hainaut par leurs subsides, quelques générosités privées, trop rares, nous ont permis, par d'opportunes interventions, de répandre l'enseignement universitaire dans le pays entier, voire même au delà des frontières, car pendant plusieurs années, nous eûmes des comités à Luxembourg et à Esch-s/Alzette.

Ces ressources nous mettent à même de soutenir certains comités locaux qui ont connu des heures difficiles. Notre existence est donc assurée. Nous en témoignons notre plus vive reconnaissance à ceux qui nous soutiennent : sans eux, nous ne pourrions rien. Nous formons cependant le vœu de voir nos subsides s'accroître pour nous permettre de lutter mieux encore contre les circonstances hostiles et de développer sans cesse notre sphère d'action par l'adhésion de nouveaux comités. Déjà nous avons pu réduire pour nos comités les frais de syllabus; nous devons viser à pouvoir un jour les leur octroyer gratuitement. Ce que d'autres peuvent faire, qui s'appuient sur des principes moins élevés que les nôtres, nous devons, nous aussi, être en mesure de le réaliser.

Le corps professoral.

Avec les principes que nous défendons, avec les ressources qui nous permettent de les propager, nous serions bien peu avancés si nous n'avions avec nous des hommes dont le dévouement touche à l'abnégation, qui se sont faits les pionniers de l'*Extension*. Je veux parler de notre corps professoral.

Nous trouvons toujours en lui le concours qu'il nous faut.

Cette année, les noms de 71 professeurs sont portés à notre programme avec 146 cours, sans les cours communs.

Tous sont prêts à partir au premier signal. Reconnaissons qu'il faut un vrai courage pour ne pas hésiter à consacrer six soirées ou six dimanches successifs (c'est le nombre de leçons de la plupart des cours) pour porter au loin notre bel enseignement universitaire, pour en faire profiter ceux qui ne peuvent en jouir dans les conditions normales. Il faut renoncer à certains travaux, il faut priver sa famille d'une bonne part des heures qu'on peut lui accorder.

Messieurs les professeurs, nous vous devons un grand, un cordial merci. Vis-à-vis de vous tous, nous avons une dette de reconnaissance que nous pourrions difficilement éteindre.

Faut-il vous rappeler vos états de services? Faut-il compter vos chevrons? Vous vous y opposeriez certainement si je vous le demandais. Nous ne pouvons cependant passer sous silence ce que vous avez fait, ce que vous continuerez à faire.

Voici d'abord nos vétérans.

Notre champion, si j'ose employer ce terme sportif, a fait 77 cours en 20 ans, c'est notre vice-président d'honneur, M. Dollo. Il est suivi par M. Massart, 55 cours, Leclère, 44 cours, Chot, 32 cours, Demoor, 31, Plas, 30. Il y a 24 cours à l'actif de M. Pelseneer, 20 pour MM. P. Errera et Philippson. Ont donné au moins 10 cours : MM. Bordet, 12, Cosyns, 12, Deleener, 16, De Reul, 10, Des Marez, 13, Dwelshauvers, 10, P. Héger, 10, Jonckheere, 10, Lameere, 18, Piérard, 11, Querton, 12, Van Kalken, 14, Waxweiler, 12.

Une trentaine d'autres professeurs ont encore collaboré activement à notre œuvre. La plupart d'entre eux figurent depuis peu à notre programme; ce sont de précieuses recrues. Nous avons le légitime espoir de les voir égaler leurs anciens.

Nous associons tous nos professeurs dans un même sentiment de reconnaissance et nous leur répétons ce mot, trop simple pour tout ce qu'il renferme :

Merci.

Les comités locaux.

Persuadé que la précieuse collaboration de nos professeurs sera assurée comme par le passé à nos comités locaux, il me reste à parler de ces derniers. Ils sont le troisième élément de notre vie et de nos succès, et leur participation est tout aussi essentielle à notre œuvre.

Qui nous dira le zèle, le courage, la persévérance qu'il faut à nos représentants dans le pays entier? Chaque année, avec une vigueur nouvelle, avec un désintéressement absolu, ils reprennent leur bel effort. Des difficultés sans nombre les assaillent, leur tâche est ingrate, ils se heurtent parfois à l'hostilité, souvent à l'indifférence; toujours ils restent au poste, soutenus par les nobles idées qui nous guident.

Messieurs les délégués des comités locaux, quand vous retournerez parmi les vôtres, dites-leur que nous savons ce que notre œuvre vous doit, et que nous sommes confiants dans son avenir parce que nous sommes assurés que, partout, elle se trouve en de bonnes et de vaillantes mains.

N'oublions pas non plus ceux qui ont été à la tâche, mais qui, moins heureux que vous, ont été vaincus et ont dû succomber, la mort dans l'âme; ceux qui furent les chevilles ouvrières de nos comités disparus et qui ont peiné dur pour essayer de faire germer la bonne semence sur un sol trop aride.

Que pour vous aussi, Messieurs les délégués, il me soit permis de donner quelques chiffres, de citer quelques exemples qui nous réconfortent lorsque la besogne semble nous peser et qui nous rendent le fardeau léger.

Bruxelles a, depuis 1894, organisé 69 cours, Anvers, 49 cours. Anvers est notre premier centre : il constitue un phénomène déroutant plus fort que la parthénogénèse : ici le fils est plus ancien que la mère; c'est l'an dernier que le comité d'Anvers fêtait son XX^e^ anniversaire! Charleroi a 32 cours, Verviers, 30, Arlon, 29, comme Wavre, Huy 26, Tirlemont, 23, comme Saint-Gilles, Namur, 22, Andenne, 10, Braine-l'Alleud, 17, Braine-le-Comte, 12, Châtelet, 18, Courtrai et Dison, 17, Fontaine-l'Evêque, 15, Gembloux, 12, Jodoigne, 17, La Louvière, 10, Malines, 17, Nivelles, 16, Renaix, 12, Ypres, 13.

Je dois me borner à citer encore Alost, Amay, Ath, Bascoup, Binche, Boussu, Bruxelles N.-E., Chapelle-lez-Herlaimont, Court-Saint-Etienne, Dinant, Dour, Ensival, Esch-s Alzette, Fléron, Frameries, Genappe, Haine-Saint-Pierre, Hal, tout jeune comité qui a organisé 8 cours en 5 ans, Hannut, Hasselt, Ixelles, Jumet, La Hestre, La Hulpe, Lessines, Leuze, Luxembourg, Marchin, Menin, Mons, Morlanwelz, Ostende, Remicourt, Saint-Josse, Soignies, Spa, Stavelot, Termonde, Thuin, Tongres, Tournai, Tubize, Uccle.

Ces 70 localités sont ainsi réparties par province : 22 dans le Hainaut; 17 dans le Brabant; Liége, 12; Flandre occidentale, 5; Flandre orientale, 3; Namur, 3; Anvers, 2; Limbourg, 2; Luxembourg, 1; Grand-Duché, 2.

Les cours.

Les cours de sciences ont été les plus nombreux : 265. Puis viennent ceux de la Faculté de philosophie : 197, qui tendent à devenir plus fréquents. La médecine suit avec 142, et enfin la Faculté de droit, 89.

Une mention spéciale doit être faite aux cours communs à plusieurs Facultés (18).

C'est là une innovation du président actuel de l'*Extension*. Il y a trois ans qu'a été organisé le cours sur la civilisation française. L'an dernier, fut créé le cours sur la civilisation anglaise, et voici que le cours sur la civilisation allemande est prêt à son tour.

Notre président s'est inspiré de l'intérêt qu'offre la connaissance précise des grandes civilisations dont la Belgique est en quelque sorte le point de convergence. L'étude des manifestations caractéristiques de la vie intellectuelle et sociale des peuples voisins de la

Belgique à l'époque contemporaine fait ainsi l'objet de séries de conférences dont l'ensemble forme un cours (avec syllabus) de sept leçons. Plusieurs professeurs choisis parmi les différentes Facultés se sont partagé les leçons, d'où le titre de « cours communs à plusieurs Facultés ».

Ces cours ont obtenu partout un succès retentissant, et l'embarras n'est pas mince de satisfaire les demandes de nos 35 comités actifs. Qu'ils veuillent bien patienter et considérer que ce n'est pas chose aisée d'organiser, comme cette année, 41 leçons réparties entre 12 professeurs et de régler les dates qui s'enchevêtrent comme les pièces d'un véritable échiquier.

Les excursions.

Une autre organisation appelle aussi une mention toute spéciale. C'est celle de nos excursions, ou, pour mieux dire, des excursions de M. Massart. En grand nombre, en trop grand nombre parfois, les extensionnistes se pressent autour de lui, lorsqu'à grandes enjambées il parcourt les plaines et les bois ou qu'il escalade les montagnes. Les heures les plus matinales, le temps parfois abominable, rien ne décourage ceux que passionne son enseignement si vivant, si parlant et dont le cerveau garde les traces ineffaçables. Avec lui et avec ses collaborateurs, le pays entier a été méthodiquement exploré. M. Massart ne s'en est pas tenu là : il a franchi la frontière pour aller en Luxembourg, en Allemagne, en Hollande, où l'illustre botaniste Hugo de Vries a bien voulu recevoir les Extensionnistes. Nos amis de Hollande sont venus aussi dans nos provinces faire un court séjour.

De précieuses collaboratrices, M^mes^ Schouteden-Wéry, Lefebvre et Dirkx et M^lle^ Barzin ont noté les leçons de M. Massart, ont recueilli ses exposés ; et les recueils ainsi constitués connaissent un légitime succès qu'a sanctionné, à plusieurs reprises, l'attribution de prix académiques ou de mentions honorifiques.

Rappelons aussi les visites scientifiques de 1912-1913 données par MM. Lameere et Massart qui eurent un succès tel qu'il fallut les dédoubler ; et enfin les leçons de M. Rutot au musée d'histoire naturelle.

Nos publications.

A côté des recueils d'excursions, se place notre collection de syllabus comprenant, à l'heure actuelle, 156 numéros et constituant une encyclopédie d'une grande valeur scientifique.

Leur tirage a atteint 200,000 exemplaires. De plus, une importante brochure de cartes et graphiques a été publiée pour les excursions. Différents suppléments sont venus la compléter.

Notre jubilé.

Voilà le bref résumé du travail accompli. Peut-être aurions-nous dû fêter ces résultats plus solennellement que nous le faisons. Mais c'est le propre des œuvres d'où le lucre est absent d'avoir des ressources modestes et qu'elles n'ont pas le droit de consacrer à d'autres buts qu'à celui qu'elles se sont assigné.

Alors nous avons trouvé mieux; nous nous sommes adressés aux pionniers de l'*Extension*, et pour leur témoigner notre reconnaissance, nous leur avons offert... de prendre une nouvelle fois la parole ici à notre tribune! C'est ainsi que le 9 novembre 1913, M. Errera, pro-recteur de l'Université, occupant la même place qu'il y a vingt ans, a inauguré, comme il l'avait fait jadis, notre cycle de cours. Il avait pris comme titre : « La leçon des leçons »; il a caractérisé l'œuvre extensionniste en ces termes heureux, dans cette langue si riche et si châtiée que nous lui connaissons.

M. le recteur Demoor parla du système nerveux en une admirable leçon. M. Aug. Lameere retraça la carrière de Van Beneden, le savant biologiste de l'Universtié de Liége, et proposa sa vie comme un merveilleux exemple du travail et de la liberté de conscience.

M. Héger a repris le sujet qu'il y a vingt-cinq ans, il traitait au Palais de la Bourse sous les auspices de l'Université. Il a pu montrer aussi les grands progrès que la physiologie avait faits depuis cinq lustres. Le texte ou le résumé de ces belles conférences paraîtront dans le numéro spécial que la *Revue de l'Université* va consacrer à notre jubilé. J'ajoute qu'un autre de nos vétérans, M. Massart a, pour fêter à sa manière nos vingt ans, conduit ses fidèles dans la belle région de Dinant jusqu'à Houx.

Enfin, M. Dollo fera aujourd'hui même une leçon jubilaire en nous faisant parcourir son domaine du musée d'histoire naturelle.

Notre œuvre extensionniste est devenue aujourd'hui, nous pouvons le reconnaître, un besoin, une nécessité.

Son action ne s'est pas étendue seulement aux 106,500 auditeurs de nos leçons.

Partout, dans l'entourage de ceux-ci, dans l'atmosphère de leur vie, ont pénétré nos principes, nos méthodes et avec eux cette tolérance éclairée qui est le propre de la vraie santé morale.

Ainsi l'*Extension* possède un rayonnement considérable, une influence que l'on ne peut nier. Nous tous qui sommes ici, soyons fiers d'y avoir collaboré pour une part, si modeste qu'elle ait été. Mais que ce sentiment n'arrête pas notre élan, qu'il l'accentue au contraire, et que ce soit avec des résolutions nouvelles, avec une énergie encore augmentée que nous reprenions demain le pacifique combat que nous livrons à l'ignorance et aux tendances dogmatiques qui rendent inerte l'esprit humain.

Nous commençons une nouvelle période décennale. Qu'elle voie s'épanouir notre œuvre. Puissions-nous, dans dix ans, nous retrouver tous ici, et de plus jeunes avec nous, pour nous retremper à nouveau, après de nouvelles campagnes, pour constater notre marche ascendante vers plus d'humanité, par plus de lumière et plus de vérité. *(Applaudissements.)*

Allocution de M. J. Demoor,

Recteur de l'Université.

MESDAMES, MESSIEURS,

Il y a un peu plus de vingt ans, M. le professeur L. Leclère faisait connaître au monde universitaire bruxellois ce qu'est l'enseignement extensionniste anglais.

Il le faisait avec enthousiasme.

Avec enthousiasme aussi, ses collègues et les étudiants répondirent à ses suggestions : l'*Extension de l'Université* se constitua. Son succès fut immédiat et considérable.

L'Université adhéra à son programme. Favorable à l'idée, elle fut, dès le début, le soutien moral puissant de l'œuvre nouvelle.

* * *

Vingt ans se sont écoulés!

Léon Leclère, notre président, en regardant le chemin parcouru et en considérant l'avenir ensoleillé, peut et doit être heureux. — Avec émotion, j'en suis convaincu, il reçoit les remercîments que lui adresse l'Université de Bruxelles, l'institution-mère à laquelle il est si profondément dévoué, et qu'il défend toujours avec cette calme énergie qu'enveloppe sa douceur, avec cette grande science que cache sa modestie.

* * *

Nous félicitons l'*Extension*, l'œuvre qui fait que nous sommes réunis, en ce moment, nombreux, femmes et hommes conscients de

ce qu'est la science, et fidèles au grand principe de liberté intellectuelle, qui caractérise le haut enseignement de Bruxelles.

L'Université a, jadis, accordé volontiers son appui à l'*Extension*, qu'elle est heureuse, aujourd'hui, de voir à côté d'elle, grande et forte.

Elle sait qu'elle élargit son champ d'action, qu'elle diffuse ses principes, qu'elle intensifie son influence.

Elle sait aussi, qu'en s'adressant à la masse intelligente et, pénétrant dans les localités les plus reculées du pays, elle fait connaître la science sans rien enlever ni de sa rigueur ni de sa simplicité.

On dit que la vulgarisation est dangereuse!

Si elle consiste essentiellement à schématiser, à simplifier et... à représenter erronément la vérité, oui, alors elle est fautive. Mais, en réalité, ce n'est point ainsi que l'*Extension* la conçoit.

La recherche et le travail scientifiques appartiendront toujours exclusivement à ceux, qu'une discipline, acquise avec patience et ténacité, guide, inspire et soutient. Mais toutes les sciences conduisent à des observations, des conclusions, des lois et des vérités qui, dégagées des matériaux variés ayant servi à les édifier, sont compréhensibles pour tout homme réfléchissant, méditant et travaillant. Parce que nous ignorons la technique qui permet à l'artiste et à l'ingénieur d'édifier le monument devant lequel nous restons émerveillés, ne pouvons-nous pas admirer la grandeur et l'élégance de ses lignes et la majesté de son ensemble?

Il en est de même en science!

La vérité scientifique appartient à tous. Elle est objective, progressive, évocatrice des plus puissantes idées et des plus pénétrantes émotions. — Elle est éducatrice. — Elle guide efficacement l'évolution générale.

C'est elle que l'*Extension* fait connaître. Elle est la raison d'être de l'Université; elle seule, guide l'*Extension*.

* * *

L'*Extension* a ouvert largement les croisées de notre Université, ensemble vivant de séminaires, de cliniques, de laboratoires et de musées d'études et de recherches; elle a permis au souffle du labeur, qui y éclot, de passer sur le pays entier pour y collaborer à la genèse de l'idée et de la pensée collectives.

L'*Extension* complète l'Université, au nom de laquelle elle agit et travaille, et au nom de laquelle aussi, je suis fier de pouvoir la saluer, la remercier et la féliciter.

Allocution de M. Tyck,

Délégué du Comité local d'Anvers.

Messieurs les président et membres du comité central,
Messieurs les professeurs,

C'est à juste titre que vous retracez fièrement les vingt années de carrière de votre œuvre d'extension d'enseignement universitaire : elle s'épanouit aujourd'hui grande, forte, solide; elle est devenue la fonction sociale féconde, dont vos auditeurs ont constamment pu apprécier les bienfaisants effets.

Modestes collaborateurs de votre œuvre, simples ouvriers qui nous sommes toujours chargés avec plaisir du travail matériel d'organisation des cours, honorés de la tâche que vous vouliez nous confier, comités locaux au nom desquels m'est dévolu l'honneur de parler, nous avons l'impérieux devoir de vous exprimer, en ce vingtième anniversaire, le respect que nous vous portons, et vous remercier d'avoir créé, fait vivre et développé votre œuvre de culture sociale, autant que des cours et leçons que vous nous avez donnés.

Comme l'enfant voue à ses parents un amour filial, en souvenir de tout ce qu'ils ont fait pour l'instruire, l'éduquer et en faire un homme, nous vous assurons de notre reconnaissance; nous nous souviendrons que c'est vous, Messieurs les professeurs, qui avez formé et consolidé notre esprit, meublé nos cerveaux, contribué largement à rendre profondes et durables nos convictions, à former nos caractères et à faire de nous des hommes qui se consacrent aux choses de bonté, de justice, de progrès, d'indépendance intellectuelle, avec l'espoir d'être des humbles collaborateurs de la grande lutte pour l'égalité et la fraternité sociale.

L'Université libre de Bruxelles est fille de la pensée libre; le libre examen fut inscrit aux bases de l'édifice; il reste la grandiose affirmation d'émancipation dogmatique. Par lui, les connaissances devinrent scientifiques. Le savoir sortait des laboratoires d'idees que sont les nombreux instituts créés autour de l'Université; par ses professeurs savants, l'Université libre de Bruxelles devint ainsi le berceau de la science libre, indépendante et sans contrainte.

Mais l'Université ne pouvait se limiter aux seuls travaux de savants recherchant la vérité dans le silence de leurs cabinets et laboratoires. Consciente de sa raison d'être et de sa mission sociale, elle ouvrit toutes larges ses portes.

Par l'œuvre extensionniste, l'Université étendait sa fonction

sociale. Par les soins du savant, le contact s'établissait entre la science et le peuple.

Et depuis vingt ans, l'*Extension de l'Université* fait culture d'esprits et développe nos intelligences.

Par la diversité des cours que vous nous donnez, vous nous formez une culture générale qui nous permet de nous élever au-dessus des masses, et de nous mesurer parfois avantageusement même avec ceux qui, ayant acquis des grades académiques ou occupant des carrières libérales, ne se sont développés que dans le savoir d'une seule Faculté.

Nous apprécions vos cours de philosophie, de psychologie, de littérature et d'art qui nous apprennent à connaître l'essence, l'origine et la transformation de la pensée humaine, toujours à la recherche du bon, du juste, de la beauté, de la vérité.

Nous apprécions vos cours de sciences naturelles et positives qui nous font connaître la matière, sa formation, ses origines, ses fonctions, son existence et son essence, et parfois soulèvent un peu le voile des grands problèmes touchant à la vie, à la mort des êtres; ces sciences nous font concevoir l'insignifiance du rôle de l'homme dans la vie de l'univers; elles nous disent combien il nous sied d'être modestes; elles nous intiment le devoir conscient de vivre utilement pour nos semblables, d'être braves et bons, envers tous, et pendant toute notre vie.

Nous apprécions vos cours de droit, d'histoire, de sociologie, qui nous font connaître les sociétés humaines dans leurs origines et leur évolution, les phénomènes de la vie sociale, le rôle relatif et dépendant de l'homme, et qui nous transportent vers la politique large des sociétés humaines et des individus qui les composent.

Messieurs les professeurs, en faisant sortir votre savoir de l'Université, vous faites de celle-ci le foyer de régénération des forces intellectuelles, et vous étendez la zone du rayonnement de la science.

Importante entre toutes, votre œuvre mérite la sollicitude continuelle des pouvoirs publics, car, plus encore que par la lecture, c'est par la diversité et la permanence de vos cours que se forment des intelligences et des caractères.

Vous avez entrepris une œuvre d'émancipation intellectuelle; nous en comprenons l'importance et la nécessité, et nous ne manquerons pas de travailler à vous offrir des auditeurs nombreux, afin qu'elle prenne contact de plus en plus avec les masses; que s'étende toujours croissante la participation de l'Université à la vie sociale de la nation.

En complément de vos cours et conférences, vous avez institué

des excursions; pourquoi ne chercheriez-vous pas à rendre plus pénétrante votre œuvre, à lui donner un caractère, une mission sociale plus complète? Pourquoi, entre autres moyens à mettre en pratique, ne donneriez-vous pas par exemple à vos syllabus plus d'étendue, de manière à en former des brochures, de petits livres?

Pourquoi ne pas songer à former définitivement des bibliothèques dans les différents centres et localités d'extension?

Pourquoi, en ces temps où l'imprimerie est rapide et peu coûteuse, ne songeriez-vous pas à créer une *revue de l'extension universitaire*? Autant que par les cours et les conférences, les idées et les connaissances se propagent par la revue; elle est peut-être un des moyens les plus sûrs et les plus pénétrants. Pareille publication serait la vulgarisation continuelle de vos connaissances et du rôle social de l'enseignement supérieur.

Enfin, pourquoi ne pas tenir des assises annuelles avec programmes déterminés?

Ne pensez-vous pas que par ces différents moyens et par d'autres, l'Université deviendrait l'organe social par excellence?

Nous le disions au début de ce discours, le libre examen et la recherche de la vérité scientifique sont la base, la raison d'être de l'Université libre de Bruxelles.

Les connaissances scientifiques s'imposent jusque dans les Universités à base d'enseignements dogmatiques, et ébranlent l'esprit des croyants; leur pouvoir fait reculer l'ombre. Mais la science n'est pas l'apanage exclusif des savants, des académies, des séminaires universitaires, c'est le patrimoine le plus resplendissant de la nation; c'est à celle-ci que vous êtes redevables de votre savoir, c'est pour elle, pour son amélioration, pour son bonheur, que vous devez le lui communiquer. Allez vers le peuple, Messieurs les professeurs, faites pénétrer plus encore votre science dans la masse; vous formerez des hommes forts, indépendants et libres; c'est par le savoir ainsi répandu que vous sauverez la nation.

Les besoins d'une Université moderne

Conférence de M. G. CHAVANNE,

Professeur à la Faculté des sciences.

Beaucoup parmi vous ont fait leurs études supérieures à l'Université de Bruxelles; ceux-là lui ont conservé depuis lors une solide affection et sont restés librement attachés à ses principes. Il en est d'autres qui n'ont jamais été ses élèves; à ceux-ci elle s'est imposée par le renom des hommes de valeur : hommes politiques, juristes, médecins, qu'elle a formés et dont certains président maintenant à ses destinées; depuis vingt ans, l'Extension, par son organisation de cours et de conférences, a groupé toutes ces sympathies.

Aujourd'hui donc ce sont des amis de l'Université qui se trouvent réunis pour fêter une date marquante de sa vie. N'est-ce point le moment, entre nous, de parler un peu d'elle, de sa mission et de ses besoins; n'est-ce pas l'occasion de faire ensemble pour elle des projets d'avenir ?

Les vingt années écoulées depuis la naissance de l'Extension marqueront dans l'histoire du développement de l'Université; cette journée vous permettra à tous d'en juger. Il y a des signes extérieurs qui ne trompent point. En arrivant, il y a un instant, vous avez vu notre vieille maison bien outragée par les ans et les bourrasques d'ouest; elle disparaît peu à peu sous le flot des constructions nouvelles. Vous verrez cet après-midi les instituts de médecine autonomes avec leurs grands laboratoires qui ont surgi dans les frondaisons du parc Léopold il y a près de vingt ans.

Les besoins de l'enseignement médical et de la recherche avaient rendu nécessaire cette émigration; des bienfaiteurs que vous connaissez tous l'ont rendue possible. A côté de ces instituts d'anatomie, de physiologie, de thérapeutique et d'hygiène, vous verrez encore l'Ecole de commerce et l'Ecole de sociologie, fondées par M. Solvay, et inaugurées entre 1902 et 1904; elles témoignent d'orientations nouvelles dans l'enseignement et la recherche. Vous vous rendrez compte ainsi de vos propres yeux, de ces transformations auxquelles aucun établissement d'enseignement supérieur ne peut se soustraire.

Si, par la formation de leurs élèves et par leurs productions intellectuelles, les universités influent sur la vie de la nation, elles doivent, d'autre part, s'adapter aux modifications continues des conditions économiques et sociales. Ces transformations dans l'enseignement supérieur sont capitales; il est nécessaire qu'on leur prête une grande attention. Nous allons examiner rapidement ensemble comment les universités évoluent et pourquoi leurs besoins deviennent sans cesse plus grands. Vous m'excuserez si je m'en tiens à l'enseignement supérieur des sciences. La faculté des sciences avec la faculté de médecine et celle des sciences appliquées qui utilisent l'enseignement de base qu'elle fournit sont certainement les plus intéressées dans cette évolution. Et puis ma compétence est limitée.

Une université est, pour le plus grand nombre, un établissement d'instruction où l'on va pour faire son droit, sa médecine, sa pharmacie, pour devenir ingénieur ou professeur. C'est, en somme, pour beaucoup un simple établissement d'enseignement *technique*, en prenant ce terme dans un sens très large. A ceux qui doivent plus tard succéder à papa dans la direction d'une maison de commerce ou dans la jouissance d'une fortune, l'Université apparaît souvent comme une institution superflue. Ceux-là considèrent qu'à 18 ans, leur développement est complet ; l'enseignement secondaire leur a donné, pensent-ils, l'idéal de la culture générale.

Il est bien certain que l'enseignement supérieur doit *préparer l'application de la science*, qu'une université est un établissement d'enseignement *technique;* personne n'en doute. Mais avant de

préparer l'application de la science, une université doit *enseigner la science*. Nous voyons, en effet, les études de candidature en sciences et de candidature en médecine préluder à l'enseignement technique de la médecine; nous voyons deux années d'enseignement général des sciences physiques et mathématiques précéder les années d'enseignement technique pour les ingénieurs. Mais pour quelques-uns ces années d'enseignement de la science sont trop longues. On y enseigne, pensent et disent certains étudiants, des matières dont l'étude n'a pas de rapport immédiat avec le métier qu'ils exerceront plus tard. Ceux-là ne comprennent pas que le développement de l'individu doit passer avant l'acquisition de la spécialité; les pouvoirs publics qui ont admis l'épreuve unique en candidature en sciences ne l'ont d'ailleurs pas compris davantage.

A ces deux devoirs d'une université, il faut en ajouter un troisième : *créer la science*.

« La science qui se crée, la science qui s'enseigne, la science qui s'applique, tel nous a paru être le triple objet de l'enseignement supérieur », disait avec raison en 1908 M. Steeg, rapporteur du budget de l'instruction publique à la Chambre française.

Créer la science, voilà la fonction essentielle de l'enseignement supérieur. C'est une conception admise depuis près d'un siècle en Allemagne; elle s'est révélée juste et féconde; elle finira bien par s'implanter un peu partout. Les universités ont par leurs maîtres, professeurs, chargés de cours, assistants, le devoir de faire progresser la science et d'initier sans cesse de nouvelles générations à l'art de la recherche. Tant vaudra la manière dont elles s'acquitteront de cette mission, tant vaudra leur enseignement, tant vaudront pour le pays les hommes qu'elles auront instruits, tant grande sera leur influence.

Vous conviendrez, en effet, tout d'abord, que les maîtres qui continuent à faire de la recherche ont plus de chances de toujours connaître le fond des méthodes propres à leur science; vous conviendrez que seuls ils peuvent communiquer à leurs élèves l'esprit de curiosité scientifique, et que, par conséquent, ils sont les plus aptes à faire éclore et se développer la qualité la plus essentielle de l'individu : sa faculté de penser, son originalité.

Si lointain de l'application que paraisse l'objet de la recherche, celle-ci doit toujours être encouragée; d'abord parce qu'elle forme l'individu, en développant sa curiosité et son initiative, ensuite parce que des résultats ne paraissant avoir qu'une beauté théorique peuvent avoir des conséquences d'une importance inattendue. Les exemples abondent dans les domaines les plus divers. Ce sont les études astronomiques qui ont amené Newton à énoncer les principes de la dynamique et qui ont préparé la mécanique moderne, descendue du ciel sur la terre. Ce sont les recherches de Pasteur sur les microorganismes qui ont révolutionné la médecine et l'hygiène. Il vous est arrivé sans doute de lire dans les quotidiens des faits divers du type suivant : « Grâce aux installations de télégraphie sans fil, les passagers et l'équipage de tel navire en perdition ont pu être sauvés. » Cette découverte de la télégraphie sans fil n'est que la conséquence des recherches expérimentales de Hertz, recherches de physique pure effectuées au laboratoire de l'Université de Bonn. Celles-ci, à leur tour, avaient été suggérées par la théorie de Maxwell.

Et puis la recherche prend une importance de plus en plus grande dans l'industrie. L'Université doit dans ses laboratoires former des chercheurs pour l'usine.

Il n'y a qu'une nature. Les forces de la nature animent les appareils de nos laboratoires et ceux qu'on utilise dans l'industrie; il n'y a donc qu'une science; la science expérimentale est l'art de manier méthodiquement les forces naturelles. Aussi l'industrie et la science se sont développées parallèlement. S'il faut dans l'usine un personnel technique bien instruit, il faut aussi des chercheurs. Tant qu'une fabrication se résigne à rester stationnaire, elle peut se contenter d'un personnel technique expérimenté. Mais, il y a la concurrence. L'industrie est une lutte sans fin et sans trêve; la nécessité du progrès se fait sans cesse sentir. Mais dès qu'on sort de la routine, on tombe dans l'imprévu; il faut des chercheurs. Il faut à l'usine un personnel scientifique, pourvu de laboratoires de recherches, et dressé à la recherche dans les laboratoires des universités.

C'est parce que l'Allemagne a compris que le premier devoir des universités était de créer la science et d'initier les jeunes à

l'art de la recherche qu'elle a dans son industrie chimique organique, par exemple, presque un monopole mondial. Voici quelques exemples qui vous montreront quelle place elle a fait à la recherche dans son industrie.

La firme Zeiss, de réputation universelle pour ses instruments d'optique, a 14 docteurs en sciences, mathématiciens et physiciens, dans ses établissements d'Iéna.

La Badische Anilin und Soda Fabrik, société d'industrie chimique, a 148 chimistes, uniquement occupés à faire des recherches, alors qu'elle n'a à son service que 75 techniciens.

Aux usines Baeyer, à Elberfeld et Leverkusen, 145 chimistes se livrent exclusivement à la recherche.

Ces usines ont des laboratoires puissants, bien outillés, de riches bibliothèques qui reçoivent tous les périodiques de chimie pure; la seule bibliothèque des usines Baeyer possède 14,000 volumes. La méthode est coûteuse, mais elle est bonne. Ces grandes usines ont distribué jusqu'à 20 et 30 p. c. de dividende à leurs actionnaires. En 1904, l'Allemagne a exporté 195 fois plus de couleurs d'aniline que la France. Et la Belgique ne change point en un or pur, le plomb vil de ses goudrons de houille. Si l'Allemagne dépense des millions pour ses chercheurs : mathématiciens, physiciens, chimistes, elle récolte des milliards. C'est un placement intelligent. Et l'Allemagne y gagne d'exercer une influence mondiale par ses universités, qui fournissent aux usines d'Europe et d'Amérique une bonne partie du personnel savant dont elles ont besoin. J'ai reçu hier le n° 6 de la 13e année des *Mitteilungen des Bezirksvereins Belgien des Vereins deutscher Chemiker.* Il y a depuis treize ans une section belge de l'Union des Chimistes allemands. Elle tient des réunions mensuelles, soit à Anvers, soit à Bruxelles, et dans la séance d'hier, le professeur Fischer parlait *du développement actuel de l'électrochimie.*

« L'avenir est à l'industrie scientifique, et malheur aux nations insouciantes qui restent au-dessous de ces nécessités nouvelles », a dit le professeur Haller.

Je pense vous avoir montré à suffisance l'importance primordiale de la recherche dans les universités : la recherche pour elle-même en dehors de tout profit immédiat, la recherche pour

le développement de l'originalité de l'individu, la recherche pour son retentissement sur l'enseignement de la science, la recherche comme auxiliaire nécessaire de l'industrie. C'est l'importance croissante de la recherche qui est la cause première des transformations incessantes des universités.

Il faut donc en tout premier lieu à une université des laboratoire de recherches, des collections, des bibliothèques. Ces laboratoires permettront les travaux du personnel enseignant, abriteront les jeunes gens qui seront initiés à la recherche dans les différents doctorats et qui entreront ensuite, soit dans l'enseignement, soit dans l'industrie. L'organisation et l'outillage des divers laboratoires de recherches exigent des modifications incessantes, des extensions progressives. Il n'y a pas un siècle, les chimistes ne connaissaient encore qu'un seul instrument de mesure : la balance. Mais depuis lors, la chimie a progressé. Des relations entre la constitution des espèces chimiques et les propriétés physiques sont apparues. Les chimistes ne font plus seulement des mesures de masse; ils mesurent des indices de réfraction, des résistances électriques, des chaleurs de combustion, des susceptibilités magnétiques, etc. Il ne leur suffit plus d'avoir à côté du laboratoire proprement dit une salle de balances; il faut des salles de mesures diverses. Et cette complexité de l'outillage s'accentuera de plus en plus vite. Puis les sujets de recherches vont toujours se multipliant. On découvre de temps à autre des mines nouvelles, ondes électriques, phénomènes de radio-activité, etc., dont l'exploitation entraîne de nouveaux besoins. Le domaine du connu et le domaine de l'inconnu sont séparés par la surface d'une sphère dont le rayon va sans cesse croissant. Les laboratoires de recherches coûteront donc de plus en plus cher. Ils doivent être dotés de larges crédits, mais ne doivent pas être installés dans des monuments coûteux inextensibles et qu'on hésite à transformer.

L'enseignement de la science dans les universités a bien évolué depuis un demi-siècle. Dans certains pays au moins, en France, par exemple, le rôle des facultés fut tout d'abord de donner des cours publics. Leur enseignement était un enseigne-

ment de vulgarisation. Les cours publics que la ville de Bruxelles a organisés, les cours et conférences de l'Extension, les conférences de l'Université nouvelle nous donnent une image assez exacte de cette première période.

Mais la nécessité d'un enseignement méthodique s'imposa vite pour la préparation des techniciens, terme entendu toujours dans sens le plus large. En France, c'est Duruy, à la fin du Second Empire, qui rassemble et discute les doléances générales et conclut en disant que l'enseignement méthodique doit devenir le principal rôle des facultés, l'enseignement de vulgarisation pour le grand public, l'accessoire. Peu à peu s'organisent les cours, puis aux cours viennent s'adjoindre des travaux pratiques; il faut des assistants à côté des professeurs.

Cet enseignement méthodique doit de plus en plus évoluer vers un état où l'acquisition de la science se fera surtout dans les laboratoires et les séminaires.

Pourquoi cela ? Les jeunes gens arrivant à l'université ont reçu dans les athénées surtout un enseignement dogmatique. Ils ont fatalement à l'entrée la tendance fâcheuse d'apprendre dans des manuels, ou ce qui vaut déjà mieux, d'écouter et de répéter sans beaucoup de réflexion la parole du maître. L'enseignement pratique a l'avantage d'inciter les jeunes gens à la réflexion, de faire naître les demandes d'explications, de développer l'observation et d'éveiller l'esprit de recherche.

La conséquence de cette évolution nécessaire sera le développement des laboratoires d'enseignement. Il faudra que l'élève y vive le plus possible, et y travaille en la présence et avec l'aide des assistants et des moniteurs, sous la direction du chef de service. Le nombre des assistants devra être accru. Mais la plupart n'auront là qu'une situation temporaire, qui leur permettra pendant trois ou quatre ans de perfectionner leur éducation de chercheur avant d'entrer définitivement dans l'enseignement ou de passer au laboratoire de l'usine. Vous comprendrez que cette évolution fatale de l'enseignement de la science entraînera un accroissement des besoins, une augmentation des dépenses de matériel, des dépenses de collections, des dépenses imputables au personnel des assistants et au personnel subalterne des gar-

çons de laboratoires, dont quelques-uns doivent être spécialisés comme mécanicien, souffleur de verre, etc.

Puis vient l'application de la science, la formation des techniciens.

Cette formation se fait dans des instituts d'application adaptés aux nécessités générales, et aux besoins particuliers de la région voisine. Ecoles de pharmacie, cliniques annexées aux hôpitaux, instituts de science appliquée. Dans une région minière, une école des mines s'impose; dans un pays de houille blanche, c'est un institut électrochimique qu'il faut tout d'abord prévoir; dans un pays agricole on doit songer à une école d'agriculture. En Belgique, il faut penser à la mise en valeur du Congo et les universités doivent fournir des hommes pour cette œuvre. Ces instituts exigent un outillage qui doit pouvoir être renouvelé assez souvent; il y faut toujours les types récents de machines ou d'appareils; les types démodés que l'industrie n'utilise plus doivent passer dans des musées historiques. Les revenus de ces écoles d'application doivent être suffisants pour qu'elles puissent suivre l'évolution des sciences et de l'industrie. Quel que soit celui des trois objets de l'enseignement supérieur que l'on envisage, création de la science, ou enseignement de la science, ou application de la science, on peut dire que si une université veut faire son devoir, il lui en coûtera de plus en plus cher.

Le moment est venu maintenant de vous indiquer par quelques chiffres ce que coûte une université moderne. Je prendrai tout d'abord comme exemple les budgets de deux universités libres, matériellement indépendantes de l'Etat, actuellement en voie d'organisation, les Universités de Francfort et de Hambourg.

La ville de Francfort sur le Mein possède depuis longtemps déjà des établissements d'enseignement supérieur fort propres au développement de la culture scientifique.

C'est d'abord l'Académie des sciences sociales et commerciales, qui possède 26 chaires magistrales, dont 6 reviennent aux sciences, 7 aux lettres, 8 au droit. Elle fonctionne comme institut commercial supérieur et en même temps comme institut de perfectionnement. C'est ensuite le groupe d'établissements, connu

sous le nom de Fondation Senkenberg : institut médical avec cours et exercices pratiques, jardin botanique avec organisation de cours et exercices correspondants; bibliothèque. Puis ce sont des instituts médicaux et des cliniques entretenues dans les hôpitaux par la ville de Francfort, avec organisation de cours de perfectionnement pour médecins pratiquants.

L'ensemble de ces diverses institutions à caractère scientifique dépense annuellement *1 million 750,000 marks*, soit environ *2,185,000 francs*. Les bâtiments représentent un capital de 16 millions de marks. Ces ressources proviennent de fondations particulières et de subventions de la ville, qui compte 500,000 habitants.

Francfort a formé le projet de transformer cet ensemble en université. On estima qu'il était en tout premier lieu nécessaire de trouver un capital de 7 millions de marks, dont les revenus viendraient s'ajouter aux revenus anciens. Ce capital, l'ancien maire de Francfort a su l'obtenir de riches donateurs. Il ne reste plus que l'autorisation de l'Empereur pour que l'université puisse ouvrir ses portes. On dit que l'autorisation se fait attendre, parce que cette université rompt avec la tradition en ne se préoccupant pas d'installer une faculté de théologie.

Hambourg possède également divers instituts d'enseignement supérieur. C'est d'abord l'Allgemeines Vorlesungswesen (organisation générale de cours et de conférences). C'est une institution de perfectionnement. En 1907 elle se développa particulièrement au point de vue scientifique, grâce à l'apport de 4 1/2 millions de marks par de généreux donateurs. C'est ensuite l'Institut colonial, l'institution hambourgeoise par excellence. L'étude des langues européennes et coloniales, vivantes et mortes, y est particulièrement développé. De nombreux maîtres y traitent dans leurs leçons de politique coloniale, d'agriculture, de médecine des pays tropicaux, etc. Les jeunes gens qui se destinent à la carrière de fonctionnaire colonial y viennent de tous les Etats de l'Allemagne.

Puis, c'est l'*Institut de physique et de chimie*, qui comprend ces deux sections que leur importance croissante va obliger à séparer. De nouvelles constructions sont prévues pour le labo-

ratoire de physique; elles coûteront un million de marks. On prévoit que d'ici huit ans il sera procédé à la construction d'un institut de chimie isolé; ce service abandonnerait alors la totalité des locaux actuels à la physique. Pour 1913, le budget du service de chimie a été de 110,35 marks (environ 138,000 francs), celui du service de physique de 134,550 marks (environ 169,000 francs).

L'Institut de minéralogie et de géologie a disposé la même année d'un budget de 74,740 marks (93,000 francs), le musée et les services de zoologie de 185,065 marks (231,000 francs; l'*Institut de botanique et de botanique appliquée* de 293,480 marks (367,000 francs), somme considérable due à ce que cet institut est chargé de l'examen de marchandises variées provenant de toutes les parties du monde.

Au total, les établissements d'enseignement supérieur de Hambourg ont dépensé en 1913, 2,990,000 marks, (soit 3,740,000 francs environ), et ces ressources énormes sont constituées par les revenus de donations particulières et par les subventions de la municipalité d'une ville d'un million d'habitants.

Hambourg projette aussi de transformer cet ensemble en une université complète. Il y a encore lutte entre les deux assemblées délibérantes de la ville libre, le Sénat et la bourgeoisie sur l'utilité de cette transformation. Il faudra trouver pour la réaliser un capital de 9 millions 500,000 marks, dont les intérêts viendraient s'ajouter aux revenus actuels. Il est probable que l'Université sera fondée dans un avenir assez proche.

Voici maintenant les budgets, pour 1912, de quelques universités d'Etat :

Kœnigsberg . . .	1,696,785	marks,	soit	2,121,000	francs.
Greisswald . . .	1,494,000	»	»	1,867,500	»
Breslau.	2,191,000	»	»	2,738,750	»
Kiel	1,966,000	»	»	2,457,500	»
Göttingen	1,897,000	»	»	2,371,250	»
Marbourg. . . .	1,416,000	»	»	1,770,000	»
Bonn	1,971,000	»	»	2,463,000	»

Vous voyez par ces chiffres que les Etats allemands sont

pénétrés de l'idée que nulle ressource, nulle opulence ne doit être ménagée à l'enseignement supérieur. L'Allemagne sait tout le bénéfice matériel qu'une nation peut retirer de la culture désintéressée des sciences. Pour elle, l'enseignement supérieur est

« Tête de source et père de la fécondité ».

C'est cette même conviction profonde qui entraîne les villes de Hambourg et de Francfort et de petits Etats comme la Hollande et la Suisse, à dépenser sans compter pour leur enseignement supérieur.

Un point qui doit être mis en relief, c'est qu'une université dépense pour un étudiant beaucoup plus qu'elle ne reçoit de lui sous forme d'inscriptions aux cours et aux laboratoires. A Gand, par exemple, il y avait en 1909, 1,097 étudiants. Le budget total de l'Université ayant été cette année-là de 1,407,418 francs, chaque étudiant a coûté 1,280 francs, alors qu'il ne verse à la caisse de l'Université que 250 ou 300 francs.

A Kœnigsberg un étudiant coûte 1,540 francs; à Greifswald, 1,625 francs; à Kiel, 1,400 francs. C'est Marbourg qui s'en tire à meilleur compte, avec 820 francs. A Lille, l'étudiant coûte environ 970 francs.

Si la réussite des sociétés industrielles ou commerciales se mesure aux dividendes qu'elles servent à leurs actionnaires, on peut dire, au contraire, que mieux une université réussit plus elle coûte, plus il lui faut de ressources nouvelles.

Dire qu'une institution d'enseignement supérieur, une fois lancée avec un revenu assuré pendant un laps déterminé d'années, doit pouvoir continuer à vivre passé ce délai, si sa fondation répondait à un besoin réel, ne peut, à mon avis, signifier que ceci.

Qu'il y aura toujours assez d'hommes capables de réflexion pour juger si oui ou non l'établissement est d'utilité publique, et si oui assez dévoués à la chose publique pour imiter le geste du fondateur.

Voici bien longtemps que je reste dans les généralités, longtemps que vous m'entendez parler d'universités, mais pas de l'Université de Bruxelles. C'est cependant un sujet qui doit vous être à cœur. Arrivons-y.

L'Université de Bruxelles est-elle un établissement d'utilité publique ? Etant donné sa vitalité et la qualité et le nombre des hommes qu'elle a fournis au pays, il n'y a qu'une réponse possible. Oui. Est-ce un établissement d'utilité publique, communal seulement ? N'est-elle utile qu'à l'agglomération, qu'à la province, ou bien est-ce un établissement d'utilité publique générale ? Elle instruit et forme non seulement des jeunes gens de Bruxelles, mais d'Ixelles, de Saint-Josse, de Saint-Gilles, et d'autres communes, souvent sans que les municipalités paraissent s'en douter, des jeunes gens du Brabant, d'Anvers, du Hainaut, du Luxembourg. La réponse n'est donc pas douteuse. C'est un établissement d'utilité nationale.

Est-ce l'établissement d'un parti ? Pas plus. Son idéal est d'être aussi peu dogmatique que possible, comme toute université digne de ce nom. Comme toute université véritable, elle aspire à développer le libre examen de l'individu. L'Université de Bruxelles est l'Université de la libre pensée belge, en prenant le terme de libre pensée dans son sens le plus large.

Mais alors, quel est le devoir de tous ceux qui doivent leur formation à l'Université, de tous ceux qui se réclament de la pensée libre ? C'est de faire que l'Université de Bruxelles soit à même de remplir son rôle.

Mais n'a-t-elle pas tout ce qu'il lui faut ? Hélas ! non, bien loin de là. Lors de son soixante-quinzième anniversaire, des amis, des hommes dévoués et désintéressés, qui ont compris la grandeur de sa mission, lui ont apporté des concours généreux. Mais les revenus des sommes reçues ont été bien vite engagés pour créer certains enseignements, en développer d'autres, accroître les crédits de bibliothèque, fonder une caisse de pensions, etc. Mais il y a encore beaucoup à faire. Les ressources manquent pour créer ou mettre à niveau les bibliothèques de divers services scientifiques, pour doter les services de physique et de chimie d'appareils de mesure fondamentaux, pour faire sortir de leur état embryonnaire les collections de géologie par exemple, etc. Je ne parle pas encore ici de l'organisation des travaux pratiques de physique ou de développement à donner aux travaux pratiques de chimie, ni en général de l'extension à donner à la recherche

et à l'enseignement pratique. Aurait-elle des ressources illimitées, qu'il serait impossible à l'Université d'apporter actuellement dans ce sens la moindre amélioration, faute de place. Ce n'est que le jour où elle aura des locaux dignes d'elle qu'elle pourra songer à donner à la recherche, à l'enseignement pratique et à l'application de la science, toute l'importance qu'on leur donne ailleurs et qu'on doit leur donner aujourd'hui, sous peine de déchéance. Mais alors ses ressources seront encore bien plus loin de correspondre à ses besoins qu'elles ne le sont aujourd'hui.

Vous allez pouvoir juger de l'effort à accomplir.

D'abord par quelques exemples particuliers.

Les services de géologie et de minéralogie ne peuvent guère disposer ensemble aujourd'hui de plus de 2,000 francs par an pour les travaux pratiques et l'entretien de leurs collections, et je suis sûr d'être encore au-dessus de la vérité. Liége, en 1909, avait déjà pour ces mêmes services un budget de 5,300 francs. Et je vous signalais tantôt le crédit de l'Institut de minéralogie et de géologie de Hambourg pour 1913, 93,000 francs.

Le crédit pour la bibliothèque des Universités de Gand et de Liége était, en 1909, de 34,300 francs pour la première, de 33,245 francs pour la seconde. A l'Université de Lille, la somme affectée au service de la bibliothèque est de 36,000 francs par an. On estime en Allemagne qu'à l'heure actuelle, une bibliothèque universitaire a besoin d'un revenu annuel de 45,000 marks. A Bruxelles, depuis les fêtes du 75e anniversaire, le crédit bibliothèque a pu être porté de 6,000 à 12,000 francs. Vous voyez par ces deux exemples pris au hasard, combien nous sommes peu favorisés.

Examinons la situation en employant un autre procédé. Considérons des universités dotées d'une organisation moderne ou à peu près et telles que leur population estudiantine soit comparable à celle de notre Université. Lille (1,100 étudiants), Kœnigsberg (1,380), Greifswald (1,139), Kiel (1,750), Gand (1,100 en 1909). La population de l'Université de Bruxelles est actuellement de 1,400 étudiants. Revenons aux indications antérieures relatives au coût d'un étudiant dans chacune de ces universités : 970 francs pour Lille, 1,540 francs pour Kœnigsberg, 1,625 francs

pour Greifswald, 1,400 francs pour Kiel, 1,280 francs pour Gand, et plaçons à côté ce que coûte un étudiant à l'Université de Bruxelles. A très peu près 620 francs. Il ne pourrait pas lui en coûter plus et pour cause. Il y a déjà un enseignement à tirer de cette comparaison. Certes, le jour est proche où, grâce à la ville de Bruxelles, qui a si bien le sentiment de son devoir et de l'intérêt public, les nouveaux locaux universitaires seront construits au parc Léopold. Ce jour là, l'Université aura à peu près la place suffisante pour s'acquitter convenablement de sa mission. Mais elle aura des ressources beaucoup trop faibles.

Essayons d'évaluer le supplément de revenus annuels qu'elle devra trouver d'ici à ce jour pour pouvoir faire face à ses besoins. Soyons modestes et admettons qu'avec une somme de 920 francs par étudiant — inférieure, par conséquent, à celle que dépensent toutes les universités précédemment signalées — l'Université de Bruxelles soit à même de donner un enseignement moderne. L'accroissement de son budget devra être dans ce cas de

$$300 \times 1{,}400 = 420{,}000 \text{ francs.}$$

Et je ne fais pas mention du capital nécessaire à la mise à niveau des bibliothèques et collections. C'est une nécessité absolue pour l'Université de trouver ce supplément de revenus d'ici à quelques années, soit sous forme de donations de capital, soit sous forme de subventions annuelles régulières. En supposant cet effort accompli, nos ressources seraient encore bien inférieures à celles de l'Université libre de Francfort, la moins favorisée des deux universités libres de l'Allemagne. Cet effort a pu être réalisé par ces universités libres en voie de formation dans des centres qui ne doivent pas avoir beaucoup plus de ressources que Bruxelles. S'il y a une ville où une université doit devenir prospère et puissante, c'est bien Bruxelles. Elle est au centre d'un pays riche par sa culture, son sous-sol, son commerce. Elle est un confluent de civilisations. Il me semble que dans ces conditions, nous ne devons pas désespérer.

Il y a donc un but bien défini qui doit être atteint à tout prix pour que l'Université sorte vigoureuse de cette crise de croissance. Pour l'atteindre, il faut que toutes les sympathies que

compte notre vieille maison se groupent et s'organisent. Il faut que tous les anciens étudiants de l'Université s'inscrivent à l'association, que celle-ci serve de noyau à un groupement de propagande plus vaste, une ligue des amis de l'Université en voie de formation aujourd'hui. L'Extension a un beau rôle à jouer : que tous ses membres fassent partie de cette ligue, qu'ils lui recrutent des adhérents, que dans toutes les villes, que dans tout le pays on sache par elle quels sont les besoins d'une université moderne, que l'on sache d'elle quels moyens d'action doit posséder l'Université de Bruxelles, personne civile, libre des entraves des universités de l'Etat, pour accomplir sa mission dans le pays : le développement du libre examen de l'individu.

Après la séance jubilaire, un déjeuner de 90 couverts a réuni, sous la présidence de M. Buls, les membres du comité central et des comités locaux.

L'après-midi a été consacrée à la visite de plusieurs des établissements scientifiques du Parc Léopold. Elle avait réuni un grand nombre des participants. Les extensionnistes ont été guidés au Musée d'histoire naturelle par M. Dollo; ils ont été reçus à l'Institut de sociologie — où leur fut offerte une collation — par M. Waxweiler et à l'Institut de physiologie, par MM. Demoor, directeur de l'Institut universitaire, Slosse, directeur de l'Institut Solvay, et Demeyer.

Des causeries qu'ils ont entendues, des expériences auxquelles ils ont assisté, les membres de l'*Extension* ont emporté une ineffaçable impression.

En leur nom, le comité central a adressé de vifs remercîments à MM. Dollo, Waxweiler, Demoor, Slosse et Demeyer et transmis, par télégramme, à M. Ernest Solvay l'expression des sentiments de respectueuse admiration qu'ils éprouvent pour le généreux fondateur des Instituts de sociologie et de physiologie.

La fête jubilaire de l'*Extension* a été réussie de tous points. Le 21 juin 1914 fut une belle journée, à la fois pour l'*Extension* et pour l'Université, dont le rôle social et national s'est, à cette occasion, affirmé avec une force particulière.

Table des Articles

parus pendant la 19e année : 1913-1914.

Pages.

Ansiaux, Maurice. — Hector Denis économiste. — Aperçu des transformations du monde économique depuis la fin du XVIIIe siècle 25-40

Boni, Giacomo. — Les nouvelles découvertes du Palatin (5 illustrations) 85-95

Bouché, Benoit. — La politique agraire et le salariat agricole 567-589

— — (suite et fin). 675-700

Chandler, Stéphanie. — Rabindranath Tagore 541-565

Chavanne, Georges. — Les besoins d'une université moderne. 909-923

Chlepner, B. S. — La question des assurances sociales en Belgique 591-624

Chodat, Robert. — La notion d'espèce et les méthodes de la botanique moderne 721-744

Cosyns, Georges. — Le Congo belge (notes de voyage) (fin) (4 illustrations) 293-300

de Martonne, Emmanuel. — Tendances et avenir de la géographie moderne 453-479

Demoor, Jean. — Le mécanisme de la pensée, discours rectoral 1-24

— Les fonctions du système nerveux (résumé d'une conférence) 869-870

Denucé, Jean. — L'histoire de la géographie 281-292

Dirkx, Henriette. — L'excursion aux fonds de Leffe 879-890

Dwelshauvers, Georges. — L'inconscient psycho-physiologique. 265-280

— A la mémoire de Claude Bernard 345-355

Pages.

Errera, Paul. — La leçon des leçons 859-868

Gengou, Octave. — Leçon d'introduction au cours d'hygiène 219-237

Hébert, Marcel. — Les martyrs céphalophores Euchaire, Elophe et Libaire 301-326

Hegenscheidt, Alfred. — La géographie scientifique à la Faculté de philosophie et lettres 129-148

Héger, Paul. — L'évolution et la structure du corps humain. 871-876

Héger-Gilbert, Fernand. — Leçon d'introduction au cours de médecine légale 357-371

Lameere, Auguste. — Edouard Van Beneden (résumé d'une conférence) 877-878

Ledoux, Auguste. — Le rôle de la minéralogie dans l'enseignement technique 745-752

Leriche, Maurice. — Les régions naturelles de la Belgique (avec 18 illustrations hors-texte et 4 figures dans le texte). 185-217

Ostwald, Wilhelm. — Le christianisme précurseur du monisme. 425-452

Plisnier, Oscar. — Le contrôle de l'exécution des budgets du Congo belge 41-63

— — (suite et fin) 97-128

Van Langenhove, Fernand. — Notes sur la nationalité albanaise (avec une carte) 373-391

— — (suite) (avec 12 illustrations) 481-524

— — (fin). 753-834

Vauthier, Maurice. — La doctrine du contrat social . . . 637-674

Table des Variétés

Pages.

Beck, Christian. — A propos de Perrons. — Colonne et Pavillon dans la représentation du chef 835-836

Hébert, Marcel. — La force magique; à propos d'un livre récent 701-707

Héger, Paul. — Les bases de la pédagogie moderne; à propos de l'inauguration de l'Institut Buls-Tempels 327-336

Jacquet, Maurice. — L'influence du milieu sur le récidiviste. 392-403

Janson, Georges. — A la mémoire d'Hector Denis. 245-247

— La manifestation Raoul Warocqué . . 337-338

La manifestation Ernest Solvay du 31 octobre 149-175

Table

des

Ouvrages analysés dans la Bibliographie classés par ordre alphabétique des noms d'auteurs.

Pages.

Berthonneau, M., Bianconi, A., Bourgin, H., Brucker, E., Brunot, F., Delobel, G., Rudler, G., Weill, H. — La méthode positive dans l'enseignement 70-71

Bertier, G., Boulloche, P., Bougier, L., Calmette, A., Cayla, Candirolle, J., Doléris, Galleis, P., Le Gendre, P., Petit, E., de Pradel, Régnier, P., Strauss, P. — Les œuvres périscolaires, par le Dr BOULENGER 65-68

Borel, Emile. — Le hasard, par P. D. 710-714

Borsu, A. — Le vocabulaire français. Etymologie, analogie, synonymie, par EMILE BOISACQ. 178-182

Bouché, Benoit. — Les ouvriers agricoles en Belgique, par MAX-L. GÉRARD 405-406

Bourquin, Maurice. — La protection des droits individuels contre les abus de pouvoir de l'autorité administrative en Belgique, par RENÉ MARCQ 339-343

Brigode, G. et **Ducarne, M.** — Des bâtiments militaires belges sur l'Escaut hollandais, par P. P. 847

Cahen, A. — L'étude du français dans l'enseignement secondaire en France, par ET. VAUTHIER 409-411

Cellérier, L. et **Dugas, L.** — L'année pédagogique, par TH. J. 69

Checchia, Nicola. — Scienza e Scientismo 344

Cornélis, H. — Histoire du monde. Résumé de l'histoire des Etats depuis l'an 400 de l'ère chrétienne, avec un tableau des souverains, par L. 411

Pages.

Courbaud, Edmond. — Horace. Sa vie et sa pensée à l'époque des Epîtres 844

Cruchet, R. — Les universités allemandes au XX^e^ siècle, par P. D. 846

De Decker, Josué.— Juvenalis declamans. Etude sur la rhétorique déclamatoire dans les satires de Juvénal, par B. 525-527

De Leener, Georges. — La politique des transports en Belgique, par H. V. 845-846

del Vecchio, Giorgio — Il concetto del Diritto, par P. E. . . 343-344

Denucé, Jean. — Bibliographie antarctique, par CH. PERGAMENI 406-407

De Visscher, F. — La vente de choses futures et la théorie du risque contractuel, par P. P 716

Djuvara, T.-G. — Cent projets de partage de la Turquie, par L. L. 839-840

Dupuy, Ernest. — Alfred de Vigny; la vie et l'œuvre. . . . 408-409

Fougerat, E. — Holbein 529

Goblet d'Alviella, Félix. — L'évolution du dogme catholique. I. — Les origines (2^e^ partie), par CH. PERGAMENI. . . . 842-844

Gossart, E. — Les Espagnols en Flandre. Histoire et Poésie, par L. L. 250-251

Grenier, Albert. — Etude sur la formation et l'emploi des composés nominaux dans le latin archaïque, par EMILE BOISACQ 176-178

Hauvette, Henri. — Le Sodoma, par P. P. 846-847

Heysse, Th. — L'inspection du travail au Katanga, par A. G. 64-65

Huart, Cl. — Histoire des Arabes, tome II, par L. L. . . . 248-249

Jean, René. — Puvis de Chavannes. 529

Martin, Eugène. — La psychologie de la volonté, par A. R. 527-528

Martroye, F. — La répression du donatisme et la politique religieuse de Constantin et de ses successeurs en Afrique, par L. L. 840

Monneret de Villard, Ugo. — Giorgione da Castelfranco, par P. P. 715

Munch, W. — Parents, professeurs et écoles d'aujourd'hui, par TH. J. 69-70

Pages.

Norden, Friedrich. — Apulejus von Madaura und das Römische privat Recht, par René Marcq. 339-343

Nys, Ernest. — Christine de Pisan et ses principales œuvres, par le Dr Canivez. 625-627

Paulier, Cl. — Etude sur l'écriture artificielle dans les documents forgés 627

Pergameni, Charles. — Les fêtes révolutionnaires et l'esprit public bruxellois au début du régime français, par L. L. 249

— L'esprit public bruxellois au début du régime français, par L. L. 841-842

Perrin, R. — L'esprit public dans le département de la Meurthe de 1814 à 1816, par L. L. 183-184

Plisnier, Oscar. — La décentralisation de l'administration financière du Congo belge 411-412

Redslob, Robert. — Abhängige Länder, par P. E. 708-710

Schneider, René. — Pérouse. 528

Stoffiet, Edmond. — Le Bois Chenu de Domremy-la-Pucelle 627-628

Valéry, Jules. — Manuel de Droit international privé, par G. C. 837-838

Vauthier, Marcel. — Compte rendu de la Semaine sociale d'octobre 1913 714

Venturi, L. — Giorgione e il Giorgionismo, par P. P. . . . 714-715

von Màday, Andreas. — Versuch einer neuen Theorie von den Staatenverbindungen mit besonderer Berücksichtigung der Schweiz und Oesterreich-Ungarns, par P. E. 708-710

Wéber, Anatole. — Les miséreux; tome II : l'assistance aux miséreux à l'étranger, par D. 182

Weisz, Ernst. — Jan Gossart, gen. Mabuse; sein Leben und seine Werke, par Poirier 529-530

Wilbois, J. — Les nouvelles méthodes d'éducation. . . . 407-408

Table de la Chronique Universitaire

Pages.

UNIVERSITÉ DE BRUXELLES

Mort de M. Jean De Boeck 238-244
Mort de M. Albert Lecointe 848-849
Séance solennelle de rentrée 73-75
A la mémoire d'Alphonse Rivier 421-423
Distinction accordée à M. Jules Bordet 420
Nos savants à l'étranger : M. Dollo à Utrecht 532
— M. Rolin à Londres 717
Séminaire de droit public et administratif 717-719
Séminaire d'économie politique de M. Ansiaux 76-84
— de M. Waxweiler 413-420
— — (suite). 849-854
Conférence de M. Guglielmo Ferrero 252-256
Le voyage annuel du Cercle de médecine : à Munich . . . 629-634
Le voyage du Cercle des sciences à Nancy 536-540
Au Cercle des sciences 634-635
Institut international de physique Solvay 76
Le Bulletin de l'Institut de sociologie Solvay 856
La semaine sociale de l'Institut de sociologie Solvay . . . 263-264
A l'Union des Anciens Etudiants 256-263
Les Anciens Etudiants de l'Université libre à Charleroi . . 532-536

Le XX^e^ anniversaire de l'Extension de l'Université :

Introduction 857
Assemblée générale du 21 juin 1914 891-908

Pages.

Allocution de M. Leclère, président 892-895
Rapport de M. Ruttiens, secrétaire 896-904
Allocution de M. le recteur Demoor 904-905
Allocution de M. Tyck 906-908
Conférence de M. G. Chavanne 909-923
Fin de la fête jubilaire 924
Les nouveaux locaux de l'Université 854-855
La Vie Universitaire 264

MOUVEMENT UNIVERSITAIRE

Les hautes études techniques et l'Université française . . 635-636
Le mouvement coopératif à l'Université d'Oxford 719
La population de l'Université de Paris 855
A l'Université de Londres 423-424
L'Université de Londres en 1913-1914 855-856
Les universités suisses 423
Le XIII[e] Concours Riberi 424
Un cours de morale 719-720

Règles d'utilisation de copies numériques d'œuvres littéraires publiées par l'Université libre de Bruxelles et mises à disposition par les Archives & Bibliothèques de l'ULB

L'usage des copies numériques d'œuvres littéraires, ci-après dénommées « copies numériques », publiées par l'Université Libre de Bruxelles, ci-après ULB, et mises à disposition par les Archives & Bibliothèques de l'ULB, ci-après A&B, implique un certain nombre de règles de bonne conduite, précisées ici. Celles-ci sont reproduites sur la dernière page de chaque copie numérique mise en ligne par les A&B. Elles s'articulent selon les trois axes : protection, utilisation et reproduction.

Protection

1. Droits d'auteur

La première page de chaque copie numérique indique les droits d'auteur d'application sur l'œuvre littéraire.

2. Responsabilité

Malgré les efforts consentis pour garantir les meilleures qualité et accessibilité des copies numériques, certaines défectuosités peuvent y subsister – telles, mais non limitées à, des incomplétudes, des erreurs dans les fichiers, un défaut empêchant l'accès au document, etc. -. Les A&B déclinent toute responsabilité concernant les dommages, coûts et dépenses, y compris des honoraires légaux, entraînés par l'accès et/ou l'utilisation des copies numériques. De plus, les A&B ne pourront être mises en cause dans l'exploitation subséquente des copies numériques ; et la dénomination des 'Archives & Bibliothèques de l'ULB' et de l'ULB, ne pourra être ni utilisée, ni ternie, au prétexte d'utiliser des copies numériques mises à disposition par eux.

3. Localisation

Chaque copie numérique dispose d'un URL (uniform resource locator) stable de la forme <http://digistore.bib.ulb.ac.be/annee/nom_du_fichier.pdf> qui permet d'accéder au document ; l'adresse physique ou logique des fichiers étant elle sujette à modifications sans préavis. Les A&B encouragent les utilisateurs à utiliser cet URL lorsqu'ils souhaitent faire référence à une copie numérique.

Utilisation

4. Gratuité

Les A&B mettent gratuitement à la disposition du public les copies numériques d'œuvres littéraires publiées par l'ULB : aucune rémunération ne peut être réclamée par des tiers ni pour leur consultation, ni au prétexte du droit d'auteur.

5. Buts poursuivis

Les copies numériques peuvent être utilisées à des fins de recherche, d'enseignement ou à usage privé. Quiconque souhaitant utiliser les copies numériques à d'autres fins et/ou les distribuer contre rémunération est tenu d'en demander l'autorisation aux Archives & Bibliothèques de l'ULB, en joignant à sa requête, l'auteur, le titre, et l'éditeur du (ou des) document(s) concerné(s).
Demande à adresser au Directeur de la Bibliothèque électronique et Collections Spéciales, Archives & Bibliothèques CP 180, Université Libre de Bruxelles, Avenue Franklin Roosevelt 50, B-1050 Bruxelles. Courriel : bibdir@ulb.ac.be.

6. Citation

Pour toutes les utilisations autorisées, l'usager s'engage à citer dans son travail, les documents utilisés, par la mention « Université Libre de Bruxelles – Archives & Bibliothèques » accompagnée des précisions indispensables à l'identification des documents (auteur, titre, date et lieu d'édition).

7. Liens profonds

Les liens profonds, donnant directement accès à une copie numérique particulière, sont autorisés si les conditions suivantes sont respectées :
a) les sites pointant vers ces documents doivent clairement informer leurs utilisateurs qu'ils y ont accès via le site web des Archives & Bibliothèques de l'ULB ;
b) l'utilisateur, cliquant un de ces liens profonds, devra voir le document s'ouvrir dans une nouvelle fenêtre ; cette action pourra être accompagnée de l'avertissement 'Vous accédez à un document du site web des Archives & Bibliothèques de l'ULB'.

Reproduction

8. Sous format électronique

Pour toutes les utilisations autorisées mentionnées dans ce règlement le téléchargement, la copie et le stockage des copies numériques sont permis ; à l'exception du dépôt dans une autre *base de données*, qui est interdit.

9. Sur support papier

Pour toutes les utilisations autorisées mentionnées dans ce règlement les fac-similés exacts, les impressions et les photocopies, ainsi que le copié/collé (lorsque le document est au format texte) sont permis.

10. Références

Quel que soit le support de reproduction, la suppression des références à l'ULB et aux Archives & Bibliothèques de l'ULB dans les copies numériques est interdite.